



Investir dans les populations rurales

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 23 au 31 mai 2015

Date du document: 06/06/2015

No. du Projet: 1614- SN

No. du rapport: 3769- SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes

Erreur ! Signet non défini.

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du Programme	2
C.	Produits et effets	3
D.	État d'avancement de l'exécution du programme	7
E.	Aspects fiduciaires	10
F.	Durabilité	15
G.	Autres	16
H.	Conclusion	18

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	27
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	38
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	39

SIGLES ET ACRONYMES

ANCAR :	Agence National de Conseil Agricole et Rural
BAMTAARÉ :	Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement
CCR :	Comité Consultatif Régional
CRA :	Comité Régional d'Approbation
DAO :	Dossier d'Appel d'Offres
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
MPER :	Micro et Petites Entreprises Rurales
OP :	Organisations de Producteurs
PAFA :	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PADAER :	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
PAPIL	Projet d'appui à la Petite Irrigation locale
PIV :	Périmètre Irrigué Villageois
PMER :	Petite et Moyenne Entreprise Rurale
PRCG	Programme de Renforcement des Capacités et de Gestion
PRODAM :	Projet de Développement Agricole de Matam
PROMER II :	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural - Phase 2
PSE :	Plan Sénégal Emergent
PSNF :	Prestataire de Services Non Financiers
PTBA :	Programme de Travail et Budget Annuel
PRACAS :	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PROMER II :	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural Phase 2
RAF :	Responsable Administratif et Financier
RSE :	Responsable Composante Suivi et Evaluation
SFD :	Système Financier Décentralisé
SRI :	Système de Riziculture Intensive
SYGRI/RIMS :	Système de Gestion des Résultats et Impacts / Results and Impacts Management System
TDR :	Termes de Référence
UCP :	Unité de Coordination du Programme
UP	Unité Pastorale

A. Introduction¹

1. Le Gouvernement de la République du Sénégal et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé un Accord de Prêt pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER) d'un montant total de 45 720 000 USD (22,4 milliards de F CFA) réparti de la façon suivante : FIDA, 32,33 millions USD (70%) ; Fonds Fiduciaire Espagnol, 10,10 millions USD (22,1%) ; les bénéficiaires, 0,62 million USD (1,4%) ; et le Gouvernement, 2,67 millions USD (5,9%). D'une durée de six (6) ans, le Prêt est entré en vigueur le 12 octobre 2011. L'achèvement du Programme est prévu pour le 12 octobre 2017.

2. Une mission conjointe du Gouvernement sénégalais et du FIDA a réalisé la supervision du programme du 23 au 31 mai 2015. Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015, au 30 avril 2015 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision du PADAER de novembre 2014 ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, et vi) d'analyser avec l'équipe du programme et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

3. A Dakar, la mission a eu des rencontres avec les principaux partenaires du programme à différents niveaux, notamment : au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet), au Ministère de l'Économie et des Finances et du Plan (Représentant de l'Emprunteur) et au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

4. La mission s'est ensuite rendue dans les régions de Tambacounda, Matam et Kédougou où elle a rencontré les autorités administratives et locales (Gouverneurs, Préfets, Sous-Préfets et Maires), les partenaires stratégiques (Bamtaare, SAED et ANCAR), les services techniques déconcentrés de l'État (DRDR, SRE), le Projet de Développement Agricole de Matam (PRODAM) et le Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL). Elle a également rencontré et discuté avec les producteurs et leurs organisations ainsi que les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme (UCP) ainsi qu'avec les antennes pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2015 et de la préparation de la campagne agricole 2015/2016.

5. La mission a présenté à l'UCP ses principales conclusions et recommandations préliminaires au cours d'une réunion à Tambacounda le 30 mai 2015. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 02 juin 2015 au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Économique et Financière (DCEF). Le présent Aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Programme.

6. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Cabinet, SG, DAPSA), de l'Économie des Finances et du Plan, les Autorités Administratives de Tambacounda, de Matam et de Kédougou, les représentants des partenaires stratégiques, les organisations/associations de producteurs et leurs membres, et l'ensemble du personnel du PADAER pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

¹ Composition de la mission: Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au bureau FIDA de Dakar, Monsieur Idrissa Moulaye Téra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA, Madame Ndèye Coumba Fall, Sociologue, Expert en organisation des producteurs, et Monsieur Abiboulah Ba, Responsable suivi-évaluation du PAFA. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Omar Seck, Ingénieur agronome, représentant le Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Monsieur Mamadou Diop, Ingénieur agronome, représentant la DAPSA, Monsieur Sidy Ndiaye, Représentant le Ministère de l'Élevage et des productions animales et Monsieur Ibrahima Thiam, Ingénieur du génie rural, représentant la DCEF du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Au niveau régional, les DRDR et les opérateurs de mise en œuvre se sont joints à la mission. Le coordonnateur du PADAER et son équipe ont pris une part active dans le déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme

7. L'objectif de développement du PADAER est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et de créer des emplois durables pour les ruraux en particulier les jeunes et les femmes. Le Programme couvre les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.

8. Le programme de travail et budget annuel de 2014 relatif à la campagne agricole 2014/2015, a consisté à tester le dispositif de mise en œuvre, affiner et adapter les approches et démarches, et construire et développer un partenariat fort et durable avec les partenaires stratégiques et institutionnels. La mise en œuvre de ce programme a permis de toucher directement 10 775 ménages ruraux (environ 107 750 personnes) vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les femmes et les jeunes ont été particulièrement ciblés, respectivement à 63% et 32%, grâce à une stratégie de ciblage qui assure un accès équitable aux ressources du programme. L'exécution de ce programme a permis le renforcement des capacités techniques de 166 Organisations de producteurs (OP) de la région de Kolda, Kédougou et Tambacounda et de 229 OP de Matam afin que les OP et leurs membres utilisent les bonnes cultures.

9. Au cours de la campagne 2014/2015, le projet a facilité la mise à disposition et à temps de 166 OP de 760 hectares de terres aménagés, 84 tonnes de semences certifiées dont 49 tonnes de riz de bas-fonds et 24 tonnes de maïs. Le programme a également facilité l'accès de 128 OP aux engrais (urée et le PNK triple) et aux pesticides, ainsi qu'au petit matériel. Grâce à ces appuis, 5 682 tonnes de céréales (riz et maïs) ont été produites dont environ 20% de cette production a été vendue à travers 21 contrats de commercialisation entre les OP et les opérateurs de marché (OM).

10. En ce concerne la gestion des ressources pastorales, la réhabilitation des 18 unités pastorales (UP) est en cours de finalisation. A ce jour, six parcs de vaccination à usage multiple (bovins et petits ruminants) munis de quai d'embarquement pour bétail sont achevés dans le département de Ranérou et deux autres sont en cours de finition. La construction des châteaux d'eau et des magasins a également démarré dans le Ferlo (Matam).

11. Le Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2015 marque l'opérationnalisation à grande échelle du dispositif de mise en œuvre du PADAER sur le terrain. En effet, pour contribuer efficacement au Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), le PADAER ambitionne d'appuyer les OP dans la réhabilitation de 6 040 hectares de riz et 5500 hectares de maïs. Les productions attendues seraient de l'ordre de 19 720 tonnes de riz paddy, 13 750 tonnes de maïs, 375 tonnes de mil et 250 tonnes de niébé. Cependant, pour atteindre cet objectif ambitieux, les OP doivent disposer dans le délai requis des facteurs de production nécessaires (semences certifiées, engrais, pesticide, matériel de labour).

12. L'accompagnement des 166 OP partenaires du programme pour leur professionnalisation a surtout été marqué par la prédominance des formations techniques pour accroître la production au détriment des appuis destinés au renforcement des capacités organisationnelles et entrepreneuriales des OP. Une stratégie d'appui aux OP ainsi qu'un plan d'actions opérationnel a été récemment élaborée, sa mise en œuvre par des activités concrètes dans les chaînes de valeur devrait permettre de répondre aux besoins de renforcement organisationnel et managérial exprimés par les 166 OP déjà bénéficiaires de subvention et les 310 nouvelles OP bénéficiaires des microprojets pour la campagne agricole 2015-2016.

13. En dépit d'un bon nombre de bons résultats obtenus dans le domaine de la production agricole au cours de la dernière campagne agricole et d'un programme de production à grande échelle prévu pour la campagne 2015-2016, la performance du programme mérite encore d'être améliorée en matière de sensibilisation pour une meilleure appropriation de l'approche par les OP, de structuration et de renforcement des capacités de ces organisations.

14. Le Programme dispose d'un système de suivi évaluation fonctionnel et développé sous environnement web. Le système permet de traiter les données collectées et de les consolider pour établir des tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et des missions de supervision. La fonction de pilotage et d'appui à la prise de décision est bien intégrée et prise en compte par le système de suivi évaluation du PADAER à travers : une appréciation périodique du niveau de mise en œuvre des activités du PTBA, le suivi régulier des résultats et la mesure de l'impact du programme.

15. La gestion administrative et financière s'est fortement consolidée pour atteindre un niveau satisfaisant de prise en charge des aspects fiduciaires. Sur le plan opérationnel, la gestion des antennes a été mise à niveau pour permettre la justification régulière des sommes mises à leur disposition. Le rapport de l'audit du programme pour lequel l'auditeur est déjà recruté devra être transmis et réceptionné au FIDA au plus tard le 30 juin 2015.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Préparer un plan de coaching des partenaires stratégiques axé sur les résultats et un calendrier de suivi des OP pour chaque zone /Antenne	UCP	Immédiat
Apporter un appui à l'UCP en matière de stratégie opérationnelle pour les OP	Coordo/UCP	Immédiat

C. Produits et effets

Structuration et organisation des OP

16. **L'accès aux facteurs de production.** Les efforts dans la sensibilisation et le conseil aux producteurs et productrices sur l'approche du PADAER ont contribué à améliorer leur accès aux facteurs de production. La campagne d'information et de sensibilisation a touché 37 758 personnes dont 18952 femmes (53%), 16806 hommes (47%) dont 11443 jeunes (32%). Le nombre de sous - projets approuvés par les CRA en 2015 est de : 113 à Tamba, 153 à Kédougou et 86 à Kolda où le nombre de nouveaux sous projets va évoluer après le CRA prévu avant le 10 juin 2015.

17. **Professionnalisation des acteurs.** Des études diagnostic dans les trois régions ont relevé la faiblesse des organisations qui sont toutes de niveau 1 correspondant à une faible capacité organisationnelle et productive. Onze rencontres d'auto-évaluations assistées de la campagne précédente ont été animées dans les trois régions ainsi qu'un accompagnement dans la formalisation juridique de 47 OP et la mise en relation de 17 OP avec les institutions financières pour faciliter la gestion des subventions aux sous-projets.

18. La gestion correcte des intrants, l'organisation pour l'acquisition et la gestion des équipements, ainsi que la détermination des leaders et des membres des OP à mobiliser leurs apports (30% pour les OP de première génération et 10% pour celles de deuxième génération) ont été constatés par la mission. La signature d'une vingtaine de contrats de commercialisation a été facilitée pour écouler l'excédent de production des ménages.

19. La transversalité de l'appui aux OP dans les autres activités/domaines du programme (aussi bien techniques que managériales) devra être assurée dans la nouvelle stratégie élaborée par le programme dans une optique plus inclusive des préoccupations organisationnelles et des rôles des producteurs et de leurs organisations dans les chaînes de valeurs.

Infrastructures de soutien à la production

20. **Aménagement Hydro - agricoles.** Les travaux entamés en 2014 se sont poursuivis dans le cadre du PTBA 2015. Dans la région de Matam, la reprise de planage des PIV a été achevée sur une surface de 140 ha sur les 200 ha prévus. Dans la région de Kédougou, 110 ha d'aménagement de plaines d'épandage de crues ont fait l'objet de réception provisoire. Les aménagements de bas-fonds ont été réalisés sur une superficie totale de 365 ha dans les régions de Kolda, Tambacounda et Kédougou. Pour les activités d'aménagement parcellaires complémentaires qui permettent la valorisation des ouvrages existants, 70 ha ont été réalisés dans les régions de Kédougou (40 ha) et Kolda (30 ha).

21. Pour ce qui concerne les aménagements portant sur les sites de maraîchage, le PADAER a facilité les OP de bénéficier de 44,5 ha de surfaces alimentées en eau en toute saison et équipées de systèmes d'irrigation.

22. Dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda les entreprises sont sélectionnées et les travaux ont démarré pour l'aménagement de 585 ha (bas fond 175 ha, plaine d'épandage de crue 70 ha, aménagements parcellaires complémentaires 300ha, périmètre maraîchers 40 ha).

23. En plus de ces réalisations prévues dans le cadre logique, le Programme facilite la réalisation d'un important volet de réhabilitation de 500 ha dans les casiers rizicoles de la région de Matam et l'aménagement de nouveaux périmètres irrigués villageois portant sur une superficie de 2300 ha dans les départements de Matam et Kanel. L'identification des sites sera finalisée avant la fin du mois de juin. Dans le même cadre, le Programme a convenu avec la Délégation SAED de Matam, que compte tenu de la vétusté des équipements de pompage sur les PIV qui ont fait l'objet de reprise de planage, dans le cadre du PTBA 2015, le PADAER facilitera l'acquisition de six (6) groupes motopompe (GMP) pour garantir le fonctionnement de ces PIV qui ont été ou qui seront complètement planés à nouveau. Ce travail se fera dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SAED sur la base du protocole qui sera signé avec la Délégation SAED de Matam pour 2015.

24. Dans le cadre d'un partenariat Public Privé, un exploitant privé producteur des bananes a été identifié. Cet exploitant disposant d'une superficie de bananeraie de plus de 3000 hectares emploie un très bon nombre des jeunes (garçons et filles). Chaque jeune est responsable pour entretenir un hectare, principalement pour l'arrosage manuel qui demande beaucoup de temps et d'énergie physique. Chaque jeune reçoit 35% de la vente du produit de l'hectare travaillé. Ce qui constitue un très bon revenu pour les jeunes et concourt à leur développement, réduisant ainsi presque à zéro l'exode rural pour ces jeunes. PADAER voudrait que ce Privé puisse recruter davantage les jeunes en augmentant la superficie de sa bananeraie, mais cela implique l'utilisation d'une technologie d'arrosage améliorée et moins pénible. Le PADAER et le Privé ont donc convenu de tester une telle technologie sur une petite superficie de bananeraie. A cet effet, le programme a facilité la conduite d'une étude technique pour la mise en place d'un test de production bananière par irrigation en micro-jets. L'étude a été effectuée sur le site de production de Laboya où l'irrigation constitue la principale contrainte à l'augmentation des superficies exploitées. L'étude a consisté en l'évaluation des investissements pour une superficie de 100 ha répartie en quatre soles de 25 ha chacune. Compte tenu du coût élevé du test, la mission a recommandé au programme de proposer au partenaire un cofinancement de ce test, sur une superficie plutôt de 50 ha à raison de 25% du coût à la charge du privé et de 75% à la charge du PADAER. Le privé s'est engagé à augmenter sa superficie de bananeraie par au moins 1000 hectares si les résultats de ce test sont positifs, ce qui lui permettrait de solliciter un crédit auprès des institutions financières. Il s'agit là d'une activité qui va contribuer à la lutte contre la pauvreté et promouvoir l'emploi des jeunes. En effet, la réalisation de ces 1000 hectares additionnels facilitera le recrutement des jeunes pour l'arrosage de ces plantations mais avec l'utilisation d'une technologie plus économe en eau et moins pénible.

25. **Infrastructures pastorales.** Les travaux de renforcement de dix-huit (18) Unités Pastorales (UP) sont en cours avec le démarrage de la réalisation de : quatre (4) châteaux d'eau, huit (8) magasins d'aliments bétail, douze (12) parcs à vaccination dont six (6) sont achevés, treize (13) abreuvoirs et dix (10) antennes. L'identification de 10 nouvelles Unités Pastorales est achevée.

26. Au plan opérationnel, dans chacune des régions de Kolda, Tambacounda, Matam et Kédougou, un opérateur de maîtrise d'œuvre a été sélectionné. Il a, entre autres missions, de procéder à l'identification de sites, mener les études, apporter un appui à la sélection des entreprises, assurer la surveillance et le contrôle des travaux et, accompagner à la gestion technique des ouvrages.

Productions de la dernière campagne 2014/2015

27. La production céréalière totale dans le cadre des appuis du projet dans les régions de Kolda, Tambacounda et Kédougou est de **5 681,35 t** dont 3310,94 Tonnes de maïs et 2 370,41 Tonnes de riz. Le paquet de services que le PADAER a offert aux organisations paysannes (semences certifiées, engrais de qualité, appui conseil etc.) a permis d'accroître d'une manière générale la productivité.

28. **Campagne maïs.** La production de maïs de la campagne 2014/2015 dans les 03 régions d'intervention du PADAER (Tambacounda, Kédougou et Kolda) est de 3 310,9 t avec un rendement moyen de 2,70 t/ha. La région de Tambacounda arrive en tête avec une production de 1 956,46 t sur 814,5 ha d'emblavure, suivie de Kédougou dont la production est de 933,15 t sur 330,2 ha d'emblavure puis Kolda en troisième position avec 424,3 t sur 137,7 ha. On a pu noter que le rendement moyen du maïs par rapport aux précédentes campagnes agricoles s'est accru de 1 380 kg/ha, (+99,7%) dans la région de Tambacounda, de 1 920 kg/ha à Kolda et de 1000 kg/ha à Kédougou (cf. tableau ci-dessous).

Rendement maïs zone PADAER comparé aux campagnes 2012, 2013 et 2014 (Source : DAPSA). Il faut noter que les rendements DAPSA sont des rendements moyens des campagnes couvrant toute la région. Par contre, les rendements PADAER se réfèrent seulement au rendement de la campagne 2014/2015 obtenus par les producteurs appuyés par le PADAER.

RENDEMENT EN MAÏS (Tonnes/ha)	KEDOUGOU	KOLDA	TAMBACOUNDA
Campagne 2012/2013 (rendement en tonne)	1,66	2,14	1,13
Campagne 2013/2014 (rendement en tonne)	1,9	1,9	1,06
Campagne 2014/2015 (rendement en tonne)	1,57	1,16	1,07
Moyenne trois dernières campagnes	1,71	1,73	1,09
Rendement en tonne Campagne PADAER 2014/2015	2,71	2,93	2,47
ECART (rendement en tonne)	1,00	1,20	1,38

29. **Campagne riz.** La production du riz pour la campagne 2014/2015 est de 2 370,4 t dont 1 430,1 t en bas fond, 189,7 t en plateau et 750,5 t riz en SRI. Sur le riz de bas fond, la région de Kédougou a enregistré la plus forte production avec 1 163 t de paddy suivie de Kolda avec 248,7 t et Tambacounda avec 18,4 t. Le riz de plateau est essentiellement produit dans la région de Kolda avec une production évaluée à 141,3 t. Pour le SRI, un rendement situé entre 6 à 7 t/ha est obtenu malgré les contraintes liées à la pluviométrie et aux pannes de GMP dans les sites de test. Par ailleurs, le programme a appuyé les producteurs dans la multiplication de semences ; ainsi 86 t de semence de riz ont été produites dont 14 t de riz de plateau (NERICA) et 72 t de riz de bas fond.

30. Le PADAER contribue à l'atteinte des objectifs du PRACAS pour l'autosuffisance en riz d'ici 2017. Les appuis du PADAER ont permis de gagner des surplus de 340 kg/ha à Kédougou et 610 kg/ha à Kolda. La production de riz de la campagne 2014/2015 est essentiellement réalisée en bas-fonds à 88,45%, soit 1 430,2 t.

31. **Productions maraîchères.** La production maraîchère n'a pas encore démarré. Cependant, le projet a appuyé l'aménagement de 16 périmètres dont 8 dans la région de Kédougou et 8 dans la région de Kolda ; la superficie totale des périmètres aménagés est de 44,5ha. Les périmètres de Kédougou sont essentiellement alimentés à partir de l'eau du fleuve avec la mise en place de bassin d'irrigation tandis que ceux de Kolda sont dotés de puits et de bassins d'irrigation. On dénombre globalement 830 bénéficiaires dont 625 femmes.

32. **Appui à la commercialisation.** Cet appui a consisté en une mise en relation entre OP et OM, à l'acquisition d'équipements post-récoltes (motofaucheuses, batteuses et décortiqueuses) et la formalisation de l'accompagnement des partenaires stratégiques par la signature de 20 contrats. Cette contractualisation OP/OM a permis de commercialiser 45,9 t de semences de riz, 1 028,8 t de riz et 123,1 t de maïs pour une valeur monétaire de 162 837 710 F CFA. *Le programme devra enclencher un processus de démarche qualité qui aboutira sur une charte qualité à partager avec tous les partenaires (OP, OM, partenaires stratégiques). Il serait également nécessaire de mener une étude de marché qui permettra, entre autres, d'estimer la demande globale en céréales dans les quatre (4) régions du programme, ainsi que d'établir le répertoire des commerçants grossistes.*

33. **Accès au conseil agricole /Auto-évaluations participatives.** Les interventions du PADAER ont permis l'accès au conseil agricole et de gestion à 10 775 producteurs dont 6 778 femmes, 3 997 hommes et 3 449 jeunes. Ainsi, ces producteurs sont sensibilisés et informés sur les demandes de projets, ce qui a permis à ce jour de collecter et traiter par le CRA 582 fiches de projets, soit un taux de réalisation évalué à 90%. La mise en place du système d'appui conseil agricole qui doit toucher 20 000 ménages, est en cours de réalisation en partenariat avec BAMTAARE. Les producteurs membres des OP, ont bénéficié d'appui conseil durant les 11 ateliers d'auto évaluation de campagne qui leur a permis, d'une part, d'être mieux sensibilisés sur la mobilisation d'apport et les sous projet et, d'autre part, d'être orientés vers les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires porteurs de ligne de crédit BOAD pour l'accès au financement.

Préparation de la campagne agricole 2015/2016

34. **Semences améliorées certifiées.** Les quantités prévues pour la campagne 2015/2016 portent sur 99 Tonnes de semences certifiées de maïs, 362.4 Tonnes de semences certifiées de riz (bas fond et plateau), 1,65 tonnes de semences certifiées de mil et 3,7 tonnes de semences certifiées de fonio. Les besoins en emblavure recensés portent sur 6040 ha pour le riz pluvial, 200 ha en SRI (riz irrigué), 5500 ha pour le maïs, 250 ha de mil et 90 ha de fonio.

35. **Autres intrants.** Il sera mis à la disposition des producteurs 2349,25 Tonnes de NPK, 1758,5 Tonnes d'urée et 17040 litres d'herbicide (maïs et riz).

36. **Préparation du sol.** Il est prévu la subvention et l'acquisition de 5000 unités de matériels de culture attelée (semoirs, houes sine, houes occidentales ; animaux de trait, etc.) pour faciliter la préparation du sol, les semis et les sarclages. Le PADAER subventionne également les services de labour pour les OP qui exploitent dans les bas-fonds.

37. **Récolte et post récolte.** 18 Motofaucheuses, 9 batteuses, 9 décortiqueuses et 9 égreneuses mobiles sont prévues et seront mises à la disposition des jeunes entrepreneurs et des unions des OP qui sont dans des bassins de production. Le mode de gestion prévu pour les équipements destinés aux unions sera fait en rapport avec des privés qui seront chargés de faire l'exploitation et la gestion de ce matériel. Ce sont ces privés qui feront la prestation de services auprès des OP pour les opérations de récolte et post-récolte. Les Unions et les privés seront liés par un contrat d'exploitation et un cahier de charges. Les jeunes ciblés sont ceux sortant des écoles et centres de formation professionnelle, qui ont l'avantage de connaître les équipements et le travail agricole mais aussi auront l'opportunité de s'insérer dans le tissu professionnel après leurs études. PADAER appuiera la structuration et la formation des jeunes ciblés.

38. **Assurance agricole.** Dans chaque région d'intervention il est prévu d'accompagner les OP intéressées à l'assurance agricole pour faire face aux risques de déficits hydriques qui ont fortement impactés négativement sur les récoltes de la campagne 2014/2015. Les contrats d'assurance pourront permettre l'indemnisation éventuelle de sinistres liés à un déficit et/ou problème de répartition pluviométrique avéré.

39. **Productions attendues.** La production attendue est estimée à 18 120 Tonnes de riz paddy en pluvial, 1600 Tonnes de riz paddy SRI (irrigué), 13750 tonnes de maïs, 375 tonnes de mil, 90 Tonnes de fonio et 250 tonnes de niébé.

Développement de l'entreprenariat rural

40. Ainsi que cela avait été prévu pour la mise en œuvre de son volet « entreprenariat rural », le programme a apporté son appui à 75 MPER sur les 350 promues par le PROMER II. Ces entreprises rurales ont bénéficié d'un accompagnement commercial et technique. Parmi elles, 58 ont reçu un appui financier à hauteur de 81 515 000 F CFA pour l'acquisition d'équipements complémentaires, la construction/réhabilitation de locaux de production et la constitution de fonds de roulement initiaux.

41. Au titre des activités programmées en 2015, 73 projets ont été jugés éligibles sur 100 prévus (73%), et 23 ont fait l'objet de diagnostic sur 50 prévus (46%). A partir de leurs plans de développement et plans d'affaires, les MPER ont pu bénéficier d'appuis techniques, commerciaux et financiers :

- formation en éducation financière de 04 personnes (du 23 au 28 juin 2014 à Kolda), en technique de coupe du baobab pour 102 participants avec 96% de femmes (du 17 au 18 octobre 2014), en techniques et arts culinaires pour 30 participants avec 43% de jeunes (15 octobre 2014) ;
- participation aux foires et techno foires (05 au 18 Mars 2014 et 26 mars au 12 avril 2015) et avec des expositions des produits agricoles et forestiers (fruits et légumes, sirop, « nététo » en poudre, poudre de baobab, beurre de Karité, fonio précuit, brisures de mil, de maïs, couscous, arraw de mil, etc.). Ces MPER ont réalisé un chiffre d'affaires de 6 120 000 de FCFA (CA FIARA 2014 et 2015) et ont noué beaucoup de contacts de partenariat ;
- participation de deux artisans fabricants de matériel agricole à la foire de la chambre des métiers du 09 au 15 mars 2015 ;
- organisation d'une visite d'échanges d'expériences pour 44 femmes au laboratoire de l'OM Bioessence à Dakar du 04 au 08 janvier 2015 ;

- financement de six (6) projets entre 2014 et 2015 pour un montant total de 5 850 000 F CFA.

42. En matière de consolidation/création de MPER, sur l'objectif global du programme de 200 MPER, 75 ont reçu l'appui du programme et ont pu générer 168 emplois sur les 200 prévus.

43. Les défis de l'entreprenariat rural restent toujours récurrents : le caractère saisonnier de certaines activités, l'absence de source d'énergie, l'analphabétisme des entrepreneurs, le manque d'infrastructures structurantes (pistes, magasins...) et surtout, l'accès aux financements, aux marchés et aux services d'appui non financiers. Pour relever en partie ces défis, le PADAER devra nouer des partenariats multiformes : i) avec les structures de formations professionnelles et les chambres consulaires pour une meilleure insertion et formation professionnelle des jeunes et un portage institutionnel plus durable ; ii) entre les structures privées et les MPER (partenariat public/privé) pour la mise sur pied d'unités de valorisation des produits agro forestiers, d'ateliers de fabrication de matériel, d'ateliers mécaniques d'entretien du matériel etc.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Décliner et mettre en œuvre, avec les partenaires stratégiques, les modes opératoires de la stratégie harmonisées avec les contenus, les outils, ressources et résultats	UCP	Immédiate
Former les agents du projet et les personnels des partenaires stratégiques en charge des activités d'appui aux OP à l'approche chaînes de valeurs.	UCP	Immédiate
Proposer au partenaire privé de la bananeraie de Laboya un cofinancement du test sur 50 ha : PADAER, 75% et le privé, 25% ; et préparer et signer la convention	Coord/UCP	Immédiat
Bien renseigner sur le crédit de campagne, la mobilisation des apports, le volume de financement octroyé, le nombre d'OP bénéficiaires.	SAFIR	Immédiate
Enclencher un processus de démarche qualité qui devra aboutir à une charte qualité	Coord/UCP/Partenaires Couple OP/OM	Juin 2015
Mener une étude de marché qui permettra, entre autres, d'estimer la demande globale en céréales	RSE/Coord/UCP	Novembre 2015
Evaluer les subventions accordées aux MPER du PROMER et mettre en œuvre des mesures correctives finales et décisives d'accompagnement à l'autonomisation des MPER	RER	A partir de mi-juin 2015
Poursuivre les animations thématiques et ciblées pour susciter des demandes d'appui qui sont conformes aux domaines d'interventions et portées par les cibles prioritaires (jeunes, femmes, personnes vulnérables)	UCP/Partenaires stratégiques	Juin (dès la signature des conventions)
Réaliser des plans de développement issus des diagnostics des MPER présélectionnés lors des CRA.	Cabinets d'études	Juin - Décembre
Assurer le suivi accompagnement :	Structures spécialisées (coaching par les pairs à l'image de Bioessence pour la transformation des produits agricoles et forestiers et HBM pour la fabrication des matériels / équipements pré ou post récolte)	Juillet - Décembre
<ul style="list-style-type: none"> • l'assistance technique (commercial, normalisation, juridique, organisationnel...) et/ ou technologique, • des unités de transformation multifonctionnelles de produits agricoles et forestiers, • des ateliers de fabrication / réparation/ entretien d'équipements pré ou post récolte... • de la prestation de services pré et post récoltes aux producteurs (labour, motopompe, fournitures de semences, d'engrais, transformation, conditionnement, transport...). 	SAFIR	
• Mise en relation avec les IMF		

D. État d'avancement de l'exécution du programme

44. **Suivi-évaluation.** Le PADAER dispose d'un système de suivi évaluation fonctionnel et développé sous environnement web. L'application informatique « ruche » est accessible sur ruche-padaer.org à partir d'un login et un mot de passe est livré au mois de Décembre 2014. Le personnel de l'UCP et les partenaires sont formés sur son utilisation. Le système permet de traiter les données collectées et de les consolider pour établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du

programme et des missions de supervision. De façon spécifique, le système permet d'assurer le suivi physique et financier du PTBA et l'analyse de son état d'avancement, de concevoir et de produire le tableau avancement matériel (appendice 4), celui des indicateurs SYGRI de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} niveau, l'état d'avancement du cadre logique. Le système prend également en charge, le suivi des recommandations des missions de supervision, le suivi des contrats, des marchés, des protocoles et des demandes d'ANO. Il permet également d'établir les bases de données des différentes cibles du PADAER, la gestion des utilisateurs et des droits d'accès, etc.

45. Le dispositif organisationnel, opérationnel et de mise en œuvre du S&E est inclusif et fait intervenir tous les acteurs ; i) au niveau local (lieu d'ancrage du programme), les bénéficiaires (animateurs des OP, MPER, les OM, tables filière et autres) assurent la collecte des données primaires pour alimenter l'application informatique ; ii) au niveau régional, les points focaux du suivi-évaluation des partenaires stratégiques (ANCAR, Bamtaré, SAED, INP, etc.) et les partenaires techniques (DRDR, Inspection Élevage, etc.) procèdent à la vérification de la qualité des données (exécution des activités de terrain) et procèdent à un 1^{er} niveau de validation puis renseignent le système ; ces données sont ensuite validées en 2^{ème} niveau par les Chefs d'antennes dans le système ; iii) au niveau national : la Cellule de Suivi-Évaluation (CSE) assure la programmation, la supervision globale de la collecte et la consolidation des données du système, ainsi que la diffusion des informations. Elle élabore les différents rapports périodiques de S&E à soumettre aux différents partenaires du programme et, organise les évaluations de concert avec les points focaux. Enfin, elle s'assure de l'intégrité des données saisies dans le système et veille à faire circuler l'information aux principaux utilisateurs des autres cadres de l'UCP.

46. Le système est flexible et convivial en ce sens qu'il permet de faire une importation des prévisions et des dépenses (des PTBA) issues du logiciel de gestion financière TOM2PRO vers l'application de suivi évaluation, de faire des téléchargements des états de sortie sous différents formats (Excel, Word, PDF).

47. La fonction de pilotage et d'appui à la prise de décision est bien intégrée et prise en compte par le système de suivi évaluation du PADAER à différents niveaux :

48. **Appréciation périodique du niveau de mise en œuvre des activités du PTBA.** Le PTBA après son adoption fait l'objet d'une planification trimestrielle des activités. Il est suivi en termes de valeurs cibles des indicateurs, d'exécution des tâches et de décaissement par source de financement (ce dernier provenant du logiciel TOM2PRO de la comptabilité). Par ce mécanisme de suivi, le système permet de mettre en parallèle les trois taux d'exécution (financier, technique et tâches). Ainsi, chaque trimestre, ou selon la demande, il est établi une note analytique qui fait le point sur l'état d'avancement physique et financier (par activité, sous composante, composante et global), les contraintes de mise en œuvre, les propositions pertinentes à la prise de décision et les perspectives. Ainsi, grâce au suivi régulier et à un système d'alerte mis en place dans le système de suivi-évaluation, les taux annuels d'exécution physique des PTBA 2013 et 2014 sont respectivement à un niveau de 94,58% et 85,60% soit une moyenne de 90,09%. Ce qui est satisfaisant. Il est à préciser que le lien entre la mise en œuvre du programme et le PTBA est établi depuis son élaboration. Ainsi pour s'assurer que les activités du PTBA vont contribuer à l'atteinte des objectifs, chaque activité est reliée à un indicateur du cadre logique.

49. **Suivi des résultats.** Le PADAER dispose d'un cadre de mesure du rendement qui met en évidence outre les sources d'informations, les responsables de l'analyse, le calendrier de collecte, les indicateurs de rendement et les valeurs cibles annuelles prévues. Une réunion annuelle bilan regroupant tout le personnel du PADAER et ses partenaires est tenue pour passer en revue l'état d'avancement du programme du point de vue du PTBA mais surtout par rapport aux résultats du cadre logique sur la base des prévisions du cadre de mesure du rendement. Cet atelier bilan permet au management, suite à des faiblesses constatées par exemple sur le niveau d'atteinte d'un indicateur donné, de prendre des mesures correctives. Par exemple, le niveau d'atteinte de l'indicateur sur les objectifs DRS/CS a été jugé très faible (2%) ce qui nécessite la signature de conventions avec d'autres partenaires comme l'INP, les Eaux et Forêts etc.

50. **La fonction de mesure de l'impact** est aussi suivie par le PADAER qui dispose des rapports d'études de référence sur les enquêtes SYGRI et la situation des indicateurs de l'objectif de développement et des effets attendus du PADAER. Le Programme veillera au développement d'actions concrètes qui permettront l'atteinte de l'objectif de développement. Le volume de données à

traiter nécessite la mise en place d'un dispositif (de recueil, de saisie et de traitement) à travers le recrutement d'opérateurs de saisie.

51. La mission a été informée que le RSE du programme a effectué des visites d'échange d'expériences avec ses collègues du POSER au Cap Vert et du PAFA au Sénégal.

52. **Cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre.** La cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre est prise en charge par le PADAER depuis l'élaboration du PTBA. La mise en place d'une stratégie et d'un outil de suivi du PTBA pour le programme permet d'établir une bonne cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre. Dès l'élaboration du PTBA, il est établi un lien entre les activités et les indicateurs de produit du cadre logique. A la planification, il est fait en sorte que les activités programmées puissent permettre des décaissements acceptables relativement aux périodes sous revues. Pour illustration, Le taux moyen d'exécution physique des PTBA 2013 et 2014 est de 90,09%. Sur le plan budgétaire, ce taux moyen est de 90,70%. En 2015, le PTBA est exécuté sur le plan physique au 30 avril 2015 à 23,60% et sur le plan financier à 23,81%.

53. **Ciblage.** Le processus de ciblage est structuré autour de sept (7) principales activités que sont la pré-sensibilisation, l'information et la sensibilisation, la mise à disposition des fiches de demandes de projets, la présélection des fiches de demandes de projets, la sélection des Projets via les Comités Régionaux d'Approbation (CRA), la mise à disposition des appuis et le suivi des réalisations. Dans l'optique d'atteindre certaines catégories de groupes vulnérables (PVVIH, handicapés), le PADAER, intègre dans sa démarche et au besoin la communication interpersonnelle à travers des visites à domiciles, des causeries, des entretiens individuels, etc. Les critères de sélection définis pour l'accès aux appuis du Programme sont discriminants au profit des jeunes, des femmes, des handicapés, des veuves et autres groupes vulnérables.

54. **Genre et inclusion des jeunes.** Les critères de sélection définis pour l'accès aux appuis du Programme sont discriminants au profit des jeunes, des femmes, des handicapés, des veuves et autres groupes vulnérables. Pour un meilleur ciblage des femmes et des jeunes, le PADAER, au-delà des séances d'information, organise des sessions d'information spécifiques à l'endroit des dirigeants des Conseils Régionaux de la Jeunesse, des associations de personnes handicapées, des personnes vivant avec le VIH SIDA, des GPF, etc. Avec les présidents des chambres des métiers de Tambacounda, de Kolda, de Kédougou et de Matam, un cadre de concertation orienté sur l'emploi des jeunes et la lutte contre leur départ vers l'orpaillage et l'émigration clandestine est en train d'être mis en place. En SE, certaines données sont désagrégées en termes d'hommes, de femmes et de jeunes. Les agents du Programme ont été renforcés sur les orientations Genre. Les aspects Genre et inclusion des jeunes sont pris en compte dans toute la stratégie de mise en œuvre du Programme qui a organisé à Tambacounda et Kédougou 2 ateliers de partage sur l'Acte 3 de la décentralisation au Sénégal à l'intention des femmes élues locales et des représentants des jeunes (169 personnes dont 147 femmes et 22 hommes). Des cadres de concertations pour les femmes élues locales ont été mis en place au niveau de chaque région avec pour principaux dossiers de dialogue politique l'accès des femmes au foncier et au financement et le renforcement du leadership des femmes et des jeunes dans les instances de décisions. Le PADAER est entrain de planifier les activités de sensibilisation sur les maladies hydriques (paludisme, bilharziose, onchocercose, etc.) au profit des bénéficiaires évoluant dans les zones d'emprise des aménagements hydro agricoles réalisés par le Programme.

55. **Lutte contre la pauvreté.** La stratégie du PADAER pour l'amélioration de la sécurité alimentaire par l'augmentation quantitative et qualitative de la production agricole passe, entre autres, par : i) une amélioration de la productivité du travail à travers la mécanisation agricole, ii) l'accroissement de la productivité par la maîtrise de l'eau, iii) l'accès en temps opportun aux facteurs de productions, iii) l'amélioration des capacités techniques et organisationnelles des producteurs pour valoriser les paquets techniques mis à leur disposition.

56. Des activités de diversification comme l'aviculture et le maraîchage sont sollicitées par les principales cibles du projet que sont les femmes, les jeunes et les personnes handicapées comme celles vivant avec le VIH/SIDA, qui attribuent de réelles opportunités économiques voire sanitaires (PVVIH/SIDA) à ces spéculations.

57. Il est noté un réel besoin en : i) conseil agricole, y compris le conseil internalisé, ii) matériel agricole motorisé ; iii) capacités d'organisation structurelle et managériale, iv) création de valeur ajoutée sur les produits par la transformation, et v) ouverture de débouchés commerciaux sécurisés.

58. Un surplus d'au moins 15 tonnes de maïs, sur 135 T produites dans une OP donnée, a été commercialisé, ce qui témoigne de progrès réels dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire, au regard des résultats de l'enquête SYGRI de référence de 2013. Cette enquête indique que 81,3 % des ménages ont vécu une période récente d'insécurité alimentaire caractérisée par une malnutrition chronique et une insuffisance pondérale concernant près du 1/3 des enfants de 0 à 6 mois, dans la zone d'intervention du projet.

59. On peut en déduire que l'insécurité alimentaire s'atténue significativement, suite à l'intervention du PADAER, mais des efforts conséquents sont requis, pour maintenir, voire accélérer cette dynamique.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Améliorer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs pour valoriser les paquets techniques mis à leur disposition,	COORDO/...	immédiate
Améliorer l'accès au marché à travers la contractualisation commerciale sécurisée par le biais du couple OP/OM	COORDO/...	immédiate
Mettre à jour les bases de données des OP, OM, MPER par le recrutement d'Opérateurs de saisie	RSE	1 ^{er} Juillet

E. Aspects fiduciaires

60. **Appréciation d'ensemble.** La gestion administrative, financière et comptable s'est fortement consolidée pour atteindre un niveau satisfaisant de prise en charge des aspects fiduciaires. Pour rappel, le manuel de procédures administratives, financières et comptables a été révisé en fonction des changements intervenus dans le code des marchés publics et des améliorations suggérées lors de la dernière mission de supervision. Sur le plan opérationnel, la gestion des antennes a été mise à niveau pour permettre la justification régulière des sommes mises à leur disposition. Par ailleurs, les états financiers de l'exercice 2014 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 12/04/15 avant l'échéance du 30/04/15. De plus, la version provisoire du rapport d'audit des comptes 2014 est disponible. Le rapport définitif intégrant les observations du Programme sera transmis au FIDA au plus tard le 10/06/15. En outre, tous les appendices et autres situations de gestion nécessaires à la présente revue des aspects fiduciaires ont été établis au 30/04/15 sur la base des données comptables à jour et rendues disponibles avant le démarrage de la mission. Les informations fournies sont suffisamment consistantes et permettent d'asseoir une appréciation fiable de la gestion administrative, financière et comptable du Programme. Cependant, des préoccupations subsistent en ce qui concerne les taux de décaissement réels enregistrés à date pour les prêts FIDA (23,72%) et FFE (34,13%). En matière de gestion budgétaire, le taux moyen d'exécution des PTBA 2013 et 2014 est de 90,70%.

61. **Logiciel de gestion financière et comptable.** Le logiciel Tom2Pro est fonctionnel et permet de générer les états financiers et les annexes. Cependant, quelques manquements ont été notés, à savoir : i) l'imputation comptable générale et analytique n'est pas systématique (la ventilation analytique des salaires dans le logiciel comptable n'est pas effective) ; ii) la DRF n'affiche pas le montant du chèque mais le détail des opérations du paiement, ce qui ne facilite pas d'assurer la concordance entre les deux éléments. Malgré la saisine du Cabinet AZ Consulting, représentant de Tom2PRO, le problème n'est pas encore résolu et la mission est d'avis qu'il faudra porter cette question à l'attention du Cabinet concepteur du logiciel.

62. **Immobilisations.** A date, le PADAER a acquis toutes les immobilisations prévues dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités pour un montant de 474 776 091 FCFA constitué des éléments suivants : i) le logiciel de gestion/18 816 280 FCFA ; ii) la réhabilitation de locaux administratifs/77 990 065 FCFA ; iii) le matériel de bureau/62 185 743 FCFA ; iv) le mobilier de bureau/39 943 000 FCFA ; v) le matériel informatique/41 731 480 FCFA ; vi) le matériel roulant (09 véhicules)/234 109 523 FCFA. En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2014 a été effectué en décembre 2014 et le rapport y relatif a été mis à la disposition des auditeurs. En ce qui

concerne l'assurance des immobilisations, l'immatriculation des véhicules en « AD » ne permet pas de les assurer auprès d'une compagnie d'assurance privée, l'Etat étant son propre assureur auprès de l'Agent Judiciaire.

63. Gestion du personnel. L'effectif actuel du PADAER est de 40 agents dont 22/siège (09 cadres et 13 agents d'appui) et 18/antennes (06 cadres et 12 agents d'appui). Le recrutement du remplaçant du Spécialiste en entreprenariat rural démissionnaire est effectif depuis le 30/04/15 ; il en est de même de l'assistant suivi-évaluation qui prendra service le 01/06/15. En matière de couverture médicale du personnel, le coût de l'assurance maladie est pris en charge par la contrepartie. En 2014, l'assurance maladie du personnel a été effective à partir de novembre 2014 après le paiement de la facture d'un montant de 9 995 300 FCFA. Pour 2015, le montant du contrat de 19 404 083 FCFA est en cours d'engagement au profit de AXA Assurance attributaire du marché. Concernant l'évaluation des performances du personnel, le processus a été mis en œuvre sur la base du PTBA 2014 et le personnel évalué en janvier 2015 en fonction des objectifs et des résultats atteints. Le rapport d'évaluation devra être transmis au FIDA.

Gestion financière et décaissements

64. Programme de Travail et Budget Annuels 2014. Au 31/12/14, le montant total exécuté est de 2 985 218 729 FCFA pour des prévisions de 3 320 562 383 FCFA, soit un taux d'exécution de 89,90%. Les taux par composante sont de : 86,49%/composante A ; 62,10%/composante B et 99,42%/composante C. Le taux d'exécution aurait pu être plus important si les actions suivantes avaient été finalisées dans les délais requis : i) la réception provisoire des aménagements Bamtaré dans les régions de Kédougou, Tambacounda et Kolda et des aménagements PAPIL en cours de réception ii) la réalisation des parcs à vaccination et la réhabilitation de la DRDR de Matam.

65. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. Au 30/04/15, le montant total exécuté est de 1 063 320 882 FCFA pour des prévisions de 4 466 786 050 FCFA, soit un taux d'exécution de 23,81%. Les taux par composante sont de : 17,30%/composante A ; 36,56%/composante B et 37,25%/composante C. Les taux par bailleur sont de 28,07%/FIDA, 24,17%/FFE et 13,72%/ETAT. Cependant, en tenant compte des factures échues et des autres engagements non encore apurés, des soldes des contrats en cours d'exécution, et des charges récurrentes de la période considérée pour tous bailleurs confondus, le taux d'exécution du PTBA 2015 avant révision pourrait atteindre 98,28% au 30/06/2015 et 118,69% au 30/09/2015. Au plan de la consistance du budget, il faudra envisager la révision du PTBA en juin pour notamment prendre en compte : i) l'accroissement substantiel du montant prévu en matière d'accès aux facteurs de production (intrants, semences et équipements) initialement budgétisés pour 789 135 000 FCFA alors que rien que pour les intrants, la commande pour la campagne 2015-2016 porte sur 1 700 029 396 FCFA (y compris la contribution des bénéficiaires) ; ii) les investissements d'appoint nécessaires à la consolidation des interventions du PAPIL pour un montant estimatif de 104 400 000 FCFA (motopompes, clôture, bassins, ouvrages de réhabilitation, réhabilitation de parcelles, faucheuses, batteuses, trémis et remorques) ; iii) les études relatives aux nouveaux aménagements prévus dans la zone de Matam (2 300 ha) d'un montant d'environ 150 000 000 FCFA ; iv) les coûts de réalisation du centre d'analyse, de traitement et de conditionnement des semences de Kédougou ; v) les charges inhérentes au développement de nouveaux partenariats à l'instar de ce qui est envisagé avec Bioessence et le GIE YELITARE de production de banane irriguée.

66. Déboursements/bailleurs. Le coût total du programme dans le DCP est de 45 718 milliers de USD dont: 32 330 prêt FIDA ; 10 092 FFE ; 2 677 Etat ; 619 Bénéficiaires. Au 30/04/2015, le montant total exécuté sur les obligations de financement des bailleurs est de 13 055 milliers de USD, soit un taux d'exécution global de 25,60%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : i) prêt FIDA/7 520 USD (23, 3%) ; FFE/3 341 USD (33,1%) ; Etat/779 USD (29,1%) et Bénéficiaires/64 USD (10,3%). A la même date, les déboursements et les taux de décaissement par composante sont de : 5 661,1 USD/composante A (25,26%) ; 1 233,9 USD/composante B (7,48%) ; 4 809,4 USD/composante C (70,53%).

67. Décaissements du prêt/FIDA. Au 30/04/2015, les décaissements réels à la DRF N° 13 sont de 4 790 521,13 DTS pour une dotation initiale de 20 200 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 23,72 %. Ce taux est « plutôt insatisfaisant » selon l'appréciation du profil de décaissements par type de projet du FIDA (PDP). Le paiement de la DRF n° 14 au mois de mai, d'un montant de 215 508 348 FCFA/261 472,63 DTS porte ce taux à 25,009%. Le règlement de la DRF n° 15 envoyée au FIDA le

13 mai 2015 d'un montant de 443 405 525 FCFA/521 286,13 DTS, permettra d'atteindre un taux de décaissement de 27,59 %.

68. Décaissements du prêt/FFE. Au 30/04/2015, les décaissements réels à la DRF n° 09 sont de 2 389 199,28 euros pour une dotation initiale de 7 000 000 euros, soit un taux de décaissement réel de 34,13 % (plutôt insatisfaisant selon le PDP).

69. Compte désigné/FIDA. Le rapprochement du compte désigné au 30/04/2015 met en évidence un montant reconstitué de 800 000 600 FCFA, pour une dotation initiale de 800 000 000 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 600 FCFA, relatif aux écarts sur versements de reliquats de « fonds ateliers ». La trésorerie disponible en banques/caisses est de 141 036 727 FCFA (17,63% du CD). La DRF n° 14 d'un montant de 215 508 348 FCFA (26,94% du CD) en instance au FIDA vient d'être payée. La DRF 15 en préparation d'un montant de 443 405 525 FCFA (55,42% du CD) a été envoyée au FIDA le 13/05/2015. Le montant sorti du compte spécial et en cours de justification est de 50 000 FCFA (0,006% du CD).

70. Compte désigné/FFE. Le rapprochement du compte désigné au 30/04/2015 met en évidence un montant reconstitué de 350 000 000 FCFA égal à la dotation initiale (aucun écart n'est constaté). La trésorerie disponible en banques/caisses est de 286 126 954 FCFA (81,75% du CD) et le montant éligible, en attente d'atteinte du seuil de soumission, est de 63 873 046 FCFA (18,25% du CD).

71. Alimentation des sous-comptes de programme/antennes. A date, sur la base des besoins exprimés à travers les programmes d'activités, 374 862 493 FCFA ont été virés aux antennes pour la conduite des opérations dont : 187 700 453 FCFA/Kédougou ; 138 298 900 FCFA/Kolda et 48 863 140/Matam. Au 30/04/2015, 343 606 411 FCFA ont été dépensés et justifiés dont : 184 936 834 FCFA/Kédougou; 122 285 182 FCFA/Kolda et 36 384 395 FCFA/Matam. Les soldes résiduels correspondant aux montants non encore dépensés sont de 31 256 082 FCFA dont : 2 763 619 FCFA/Kédougou ; 16 013 718 FCFA/Kolda et 12 478 745 FCFA/Matam.

72. Trésorerie disponible. Au 30/04/2015, le disponible en caisses/banques (siège/antennes), sur le financement FIDA est de 141 036 727 FCFA dont : 6 754 100 FCFA/CNCAS DAKAR ; 101 840 550 FCFA/CNCAS/Tamba ; 15 003 548 FCFA/CNCAS/Kolda ; 1 597 819 FCFA/CNCAS/Kédougou ; 11 600 505 FCFA/CNCAS/Matam et 4 240 205 FCFA/caisses/siège et antennes. Les ressources disponibles sur le financement FFE sont de 286 126 954 FCFA dont 9 983 620 FCFA/SGBS Dakar et 276 143 334 FCFA/SGBS Tambacounda. Les dettes et engagements échus se chiffrent à 11 418 688 FCFA dont 2 055 567 FCFA/fournisseurs et 9 363 121 FCFA/organismes sociaux.

73. **Financement de la contrepartie**. Les prévisions en matière de contrepartie exclusivement exprimées en taxes sur la durée du Programme sont fixées dans l'accord de financement à environ 8 664 000 USD. Ce montant représente l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme. La comparaison de ce montant à celui du plan de financement du DCP 2,67 millions USD (5,9% des coûts totaux) met en évidence un écart qu'il faut corriger en maintenant le chiffre du plan de financement. A date, les réalisations en matière de taxes sur les PTBA 2013, 2014 et 2015 se chiffrent à 380 508 920 FCFA (environ 779 492 USD), soit 35,10% des prévisions et 27,8% du montant des taxes du plan de financement.

74. **Contribution des Bénéficiaires**. Elle est estimée à 0,61 millions USD, soit 1,4% du coût total du Programme. Ce coût correspond à la contribution en nature (main-d'œuvre, matériaux de construction, entretien, etc.) pour les intrants, matériels agricoles, les aménagements hydro agricoles et autres infrastructures. Au 30/04/15, la contribution des bénéficiaires comptabilisée est de 31 182 357 FCFA (Kolda/8 141 400 FCFA; Kédougou 12 974 030 FCFA et Tambacounda 10 066 928 FCFA). Il s'agit uniquement de la contribution relative à la mise en place pour la campagne 2014-2015 des intrants et de l'aménagement PISO de Kédougou. La contribution de 10%, sur les subventions d'équipements déjà octroyées pour un montant total de 171 903 135 FCFA, n'est pas encore correctement formalisée et comptabilisée. Il en est de même de celle attendue sur la réalisation d'infrastructures. Toutes ces questions devront être régularisées. Pour le moment, le montant comptabilisé représente 10,3% de la contribution prévue sur la durée du Programme.

Dispositions de l'Accord de financement

75. Passation des marchés. Le registre des contrats est à jour de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». Au 30/04/2015, le nombre total de contrats conclus par le PADAER est de 142 pour un montant total HTVA qui s'élève à 2 477 822 849 FCFA dont : i) 104 (73,24%) marchés de prestations intellectuelles de 1 069 649 186 FCFA (43,17%); ii) 16 (11,27%) marchés d'acquisitions de fournitures, de biens, d'équipements ou de services courants de 194 991 940 FCFA (7,87%) ; 22 (15,49%) marchés de travaux de 1 213 181 725 FCFA (48,96%).

76. En ce qui concerne le PPM 2015, il compte 18 marchés pour un budget global estimé à 606 190 000 FCFA TTC réparti comme suit : i) 08 /travaux de 373 150 000 FCFA TTC ; ii) 05 /consultance de 68 640 000 FCFA TTC et iii) 05 /fournitures de biens, d'équipements ou de services courants de 164 400 000 FCFA TTC. Selon le type de marché, les procédures de passation de marchés ayant abouti à la conclusion d'un contrat sont au nombre de deux (02) correspondant à un montant de 708 463 084 FCFA TTC dont 01/travaux avec la signature de trois contrats (03 lots) d'un montant cumulé de 689 059 001 FCFA TTC et 01 /fournitures de biens, d'équipements ou de services courants (19 404 083 FCFA TTC/assurance maladie du personnel). A ce jour, trois autres marchés sont en cours de lancement dont 01/travaux et 02/fournitures de biens, d'équipements ou de services courants.

77. En 2015, l'essentiel des marchés de travaux sera exécuté dans le cadre du partenariat stratégique avec Bamtaré pour 20 sites d'une superficie totale à aménager de 587 ha correspondant à un budget prévisionnel global de 1 319 959 713 FCFA TTC, à savoir i) 8 sites de 344 ha (942 539 000 FCFA TTC pour la région de Kolda) ; ii) 5 sites de 83 ha (184 574 312 FCFA TTC pour la région de Tambacounda) et iii) 7 sites de 160 ha (192 846 401 FCFA TTC pour la région de Kédougou). S'agissant de la SAED, le partenariat stratégique au titre de l'année 2015, porte pour le moment sur une superficie totale de 700 ha dont 200 ha de reprise de planage et 500 ha de réhabilitation pour un budget prévisionnel global de 695 692 224 FCFA. Pour l'essentiel, le premier trimestre de l'année 2015 a été consacré à l'achèvement des procédures de passation des marchés qui avaient été initiées en 2014. Il s'agit des marchés de consultance relatifs au recrutement des quatre (4) opérateurs de maîtrise d'œuvre (un dans chaque région) et des marchés de travaux de construction d'antennes et d'abreuvoirs dans les unités pastorales de la région de Matam.

78. Le montant des conventions avec les partenaires stratégiques ainsi que les protocoles d'exécution y relatifs au 30 avril 2015 s'élève à 1 988 618 693 FCFA dont : i) 993 828 943 FCFA pour Bamtare (Kédougou, 246 908 663 FCFA ; Kolda, 351 056 280 FCFA et Tamba 395 864 000 FCFA) au titre des aménagements et 281 823 572 FCFA au titre des intrants (99 740 298 FCFA/Kédougou; 81 414 000 FCFA/Kolda et 100 669 274 FCFA/Tambacounda); ii) 82 383 762 FCFA pour l'ANCAR (Tamba ,34 411 500 FCFA ; Matam, 47 972 262FCFA) ; iii) 182 211 100 FCFA pour le PAPIL (Kédougou ,127 822 750/ et Kolda, 54 388 350 FCFA); iv) 202 084 900 FCFA pour la SAED Matam ; v) 97 750 000 FCFA pour le CSE; vi) 12 288 000 FCFA pour l'INP Kédougou ; vii) 27 688 920 FCFA pour les DRDR (Kédougou, 11 542 880 FCFA, Tambacounda 6 815 600 FCFA, Kolda 3 910 000 FCFA et Matam 5 420 440 FCFA); viii) 108 559 496 FCFA pour le PPC PNDL. Le montant total décaissé sur ces conventions et protocole est de 1 716 469 677 FCFA, soit un taux de réalisation de 86,31%.

79. La mission a passé en revue les quatre (04) marchés de 2015 avec comme objectif de s'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives constitutives des dossiers de passation des marchés/contractualisation et de leur auditabilité. Cette revue n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA.

80. États Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF n° 10, 11 et 13 en fonction du respect du seuil unique de 20 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses (513 pièces sur 1 541) ont été passées en revue. La mission a pu accéder facilement aux dossiers grâce à un classement spécifique dédié aux ECD. Elle a en outre, noté l'exhaustivité des liasses de règlement et la systématisation de la certification des pièces ainsi que de l'annulation des factures par un cachet «payé». Dans l'ensemble, cet examen n'appelle pas d'observation particulière, ce qui est en adéquation avec l'opinion de l'audit des comptes 2014. En rapport avec ce qui précède, il paraît utile de relever le seuil des ECD pour le porter à 50 000 USD voire 75 000 USD. A cet égard, il convient de rappeler que le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI) permet d'assurer une documentation exhaustive et fiable des DRF soumises en paiement.

81. Subventions. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, des subventions en intrants et en matériels agricoles ont été octroyées aux organisations paysannes. Pour les intrants, la subvention

est dégressive sur trois (3) années avec des taux respectifs de 90%, 70% et 50%. En ce qui concerne le matériel agricole, il s'agit d'une subvention à hauteur de 90% sur la base de l'acquisition d'un lot unique d'équipements en fonction des activités menées. A date, pour les besoins de la campagne 2014/2015, 281 823 572 FCFA ont été facturés par le partenaire stratégique Bamtaré en semences et intrants pour les zones de Kolda, Kédougou et Tambacounda dont semences riz/24 363 500 FCFA, semences maïs/9 750 000 FCFA, herbicides/8 991 750 FCFA, NPK/142 604 352 FCFA et UREE/96 113 970 FCFA. En outre 171 903 135 FCFA ont été versés aux OP de Kolda, Kédougou et Tambacounda pour les subventions d'équipements (35 551 000 FCFA/Kolda, 74 182 138 FCFA/Kédougou et 62 169 997 FCFA/Tambacounda).

82. Pour 2015, les subventions en intrants prévues s'élèvent à 1 700 029 396 FCFA dont 920 711 038 FCFA/semences riz, 748 145 458 FCFA/semences maïs, 5 860 400 FCFA/semences fonio, 21 312 500 FCFA/semences mil et 4000 000 FCFA/ semences niébé. Cet accroissement des subventions en intrants découle d'une augmentation substantielle des superficies à emblaver. En effet de la campagne 2014-2015 à celle de 2015-2016 les superficies vont évoluer de la manière suivante : i) 885 à 6040 ha pour le riz ; ii) 1298 à 5 500 ha pour le maïs ; de 0 à 90 ha pour le fonio. Par ailleurs, en ce qui concerne le petit matériel agricole, les besoins exprimés par les bénéficiaires n'ont pas encore été validés par les Comités Régionaux d'Approvisionnement. Afin de garantir le succès de la présente campagne, la mission est d'avis qu'il est impératif de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'acquisition et la mise en place des équipements de récolte (faucheuses, batteuse,) et de post récolte (décortiqueuse, égreneuse). Dans ce cadre et pour accélérer le processus, le partenariat avec Bamtaré devra être privilégié.

Comptabilité, Audit et Supervision

83. Comptabilité 2014/2015. Les états financiers 2014 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis. En ce qui concerne la comptabilité de 2015, elle est à jour au 30/04/2015 (balances, grands livres et analyses des principaux comptes disponibles). En outre, les rapprochements bancaires mensuels des comptes sont élaborés (CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tamba, CNCAS/Kédougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tamba). Aucune écriture en suspens de plus de 30 jours n'est relevée. Enfin, les diverses opérations de caisse du 01/01/2015 au 30/04/2015 ont été examinées et les dépassements relevés en matière de dépense unitaire maximale concernent des situations particulières maîtrisées d'organisation d'ateliers et de séminaires.

84. Audit des comptes 2014. Les comptes du Programme ont été certifiés sans réserve. L'opinion de l'auditeur est que les états financiers présentent fidèlement, pour tout élément de caractère significatif la position financière du PADAER ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice achevé conformément au SYCOHADA et aux directives du FIDA. En outre, concernant les états certifiés des dépenses, les pièces justificatives appropriées ont été conservées à l'appui des demandes de remboursement des dépenses encourues qui sont admissibles au titre des financements du Programme. Cependant, en matière de revue du contrôle interne, l'audit a formulé quatre (4) observations relatives à : i) l'absence de non objection du FIDA pour la participation de l'équipe du PADAER à l'atelier d'apprentissage à Kinshasa et aux ordres de mission non signés par la tutelle du programme (la lettre d'invitation du FIDA avait précisé l'obtention d'un avis de non objection et le manuel de procédures précise que pour les missions à l'extérieur, les ordres de mission doivent être signés par le Ministère de tutelle) ; ii) l'absence d'enregistrement de certains contrats signés entre l'Unité de Coordination du Programme et des consultants ou fournisseurs conformément aux dispositions du code des impôts ; iii) le retard dans la transmission du PTBA 2014 au FIDA. Toutes ces observations vont être prises en charge par le Programme.

85. Suivi/Supervision. A part la mise à niveau de Tom2PRO par le cabinet, le relèvement du seuil des ECD par le FIDA et le classement des dossiers du personnel par l'UCP, toutes les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ont été prises en charge de façon satisfaisante.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Logiciel de gestion. Régulariser les manquements relevés dans la mise en œuvre de Tom2Pro	RAF/Cabinet/Tomate	31/07/2015

....		
Couverture médicale du personnel. Assurer le suivi du paiement par la contrepartie des 19 404 083 FCFA à la compagnie AXA.	COORD/RAF	31/07/2015
Evaluation du personnel. Transmettre le rapport d'évaluation des performances du personnel 2014 au FIDA	COORD	30/06/2015
PTBA 2015.	Equipe du projet	30/06/2015 et 30/09/2015
<ul style="list-style-type: none"> Assurer le suivi de l'exécution du PTBA 2015 pour des taux de 98,28% au 30/06/2015 et 118,69% au 30/09/2015 Réviser le PTBA 2015 en prenant compte les éléments visés dans le présent rapport. 		
Compte spécial FIDA. Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de six cent FCFA (600 FCFA) en plus dans le compte spécial	RAF/CPT	30/06/2015
Contribution des bénéficiaires. Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de sa saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	Equipe du Projet	30/06/2015
Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000USD	FIDA	31/07/2015
Audit des comptes 2014	COORD/RAF	10/06/2015
<ul style="list-style-type: none"> Transmettre le rapport définitif d'audit au FIDA Prendre en compte les quatre observations formulées sur l'audit des comptes 2014 et la recommandation de 2013 relative aux dossiers du personnel qui n'est pas totalement mise en œuvre. 		

F. Durabilité

86. Pour assurer la durabilité de ses acquis, le programme a mis en place dès le démarrage, une stratégie de sortie. En effet, certains maillons des chaînes de valeurs qui sous-tendent la stratégie du PADAER sont particulièrement importants dans la perspective de préservation des acquis et de la poursuite de la réalisation des activités par les OP elles-mêmes professionnalisées et leurs membres, à la clôture du projet.

87. Parmi les maillons de base on note : i) le partenariat avec des structures pérennes comme Bantaare, les DRDR, les collectivités locales, la SAED et l'ANCAR, mais qu'il faudrait revigorer. Il convient de noter que sept (07) communes ont déjà inscrit dans leurs budgets, des allocations pour l'entretien et la maintenance des ouvrages mis en place avec l'appui du programme dans leur circonscriptions respectives ; ii) la contractualisation OP/OM, commencée déjà avec 395 OP, devra se poursuivre et s'amplifier ; iii) le cofinancement dégressif qui, en dépit d'un déficit pluviométrique localisé sur la production dans le Kédougou, devra être maintenu avec mesure d'accompagnement adapté et approprié tel que le prélèvement en nature de la contribution due sur la prochaine récolte, pour maintenir la constance et l'homogénéité de l'application de cet important mécanisme ; iv) la mise en œuvre d'une stratégie d'épargne-intrants qui permet de financer les intrants de la campagne prochaine avec une partie des revenus tirés de celle en cours ; pour ce faire, il faut des magasins de stockage pour stocker les productions correspondantes ; v) le conseil agricole internalisé avec le programme de renforcement des capacités techniques assorti d'un réseau de relais endogènes mérite une attention particulière ; vi) l'autonomisation des OP et des Tables de concertation des Filières : de fortes capacités organisationnelles et techniques sont nécessaires, pour la pérennisation des activités à la clôture du projet et devraient être insufflées ; vii) l'accès aux services financiers : le programme d'éducation financière déjà en cours devrait améliorer l'accès des producteurs au crédit par, entre autres, la fidélisation des relations entre ces derniers et les institutions financières.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Développer et renforcer la contractualisation dans le couple OP/OM	COORDO/...	Permanent
Renforcer la stratégie de financement dégressif tout en restant rigoureux dans le principe, quitte à autoriser un versement ultérieur en nature des concernés	COORDO /...	Immédiate
Diligenter la construction des magasins de stockage afin de faciliter la stratégie de l' « épargne intrants »	Coordo/SIR/UCP	Novembre 2015
Mettre en place un programme de renforcement des capacités organisationnelles et productives des OP pour accélérer leur autonomisation	COORDO/....	Immédiate

G. Autres

88. **Partenariat.** Le PADAER est mis en œuvre avec l'appui des partenaires stratégiques (ANCAR, BAMAARE, SAED, CSE, INP), les services techniques (DRDR), ainsi que des prestataires privés et des ONG. Pour l'année 2014, le programme a signé des conventions et protocoles pour un montant total de 1 988 618 693 F CFA exécutés à hauteur de 1 716 469 677 FCFA, soit un taux de réalisation de 86.31% au 30 avril 2015. Des réunions se tiennent régulièrement entre le PADAER et ses partenaires, pour partager des méthodologies, des orientations, évaluer l'état de mise en œuvre, le dispositif mis en place pour la mise en œuvre des activités du programme sur le terrain.

89. Le partenariat a permis au PADAER de réaliser dès la première année, des performances remarquables en termes de construction d'ouvrages hydro agricoles (25 ouvrages) et de mise en place dans les délais requis des intrants.

90. Dans le cadre du désenclavement des zones de production et de l'amélioration de la mobilité des populations, une convention PNDL/PPC et PADAER a été signée au mois d'août 2014 et a permis de contribuer pour un montant de 108 millions de FCFA à la réalisation de 73.5 kms de pistes pour le désenclavement de 111 villages. Elle permettra dans la région de Kolda d'accompagner 06 communes à mobiliser leurs apports dans des axes où le potentiel hydro agricole existe et pourrait être exploité par le Programme. Les collectivités vont s'engager à intégrer chaque année un montant pour l'entretien et la maintenance de ces pistes.

91. Le partenariat entre PADAER et le projet de développement Agricole et Nutritionnel pour la sécurité alimentaire au Sénégal (USAID/YAAJEENDE) a permis d'appuyer des collectivités locales, des OP et les populations dans leur effort de développement à travers entre autres le renforcement des capacités, l'aménagement de bas-fonds et la valorisation des sites aménagés, l'échange d'informations et d'expériences, la mise en commun de fonds nécessaires pour la réalisation des activités. C'est avec Yaaajeende qu'a été mis en place l'unité de transformation du riz paddy en riz blanc, améliorant ainsi la commercialisation du riz à un prix rémunérateur/attractif pour les producteurs.

92. Pour mieux asseoir une bonne stratégie d'assurance agricole et la mettre en œuvre, le PADAER vient de signer avec la *Compagnie Nationale d'Assurance Agricole (CNAAS)* et dès cette campagne, des producteurs de la zone d'intervention du programme vont souscrire à une assurance agricole. Une forte sensibilisation des producteurs sur le sujet d'assurance agricole devra se faire pour une meilleure compréhension de ces derniers de la pertinence du sujet.

93. Le PADAER a noué un partenariat avec le *Programme alimentaire mondial (PAM)* dans la région de Kédougou, de Kolda et de Tambacounda. Les sites ou villages d'intervention ont été conjointement choisis. La réalisation en partenariat des activités dans ces sites et villages permettront de renforcer les synergies et les complémentaires. Les activités du PADAER seront focalisées sur le maillon en amont de la production (construction d'ouvrages, aménagements hydroagricoles, mise à disposition d'intrants) et le PAM se chargera de la commercialisation et de l'appui à l'organisation du travail (travail/nourriture).

94. En perspective, et dans un souci de bon maillage des différents domaines d'intervention et pour un meilleur ciblage des bénéficiaires, le PADAER est en négociation d'un partenariat avec différentes structures :

- la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSN) qui met en œuvre le Programme National de Bourses de Sécurité Familiales (PNBSF) dont l'objectif global est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des ménages pauvres et

vulnérables, à travers un transfert monétaire conditionnel à l'utilisation des services d'éducation et de santé, et renforcer le développement du capital humain des enfants afin d'enrayer le processus de transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Le PADAER est retenu comme un partenaire stratégique dans l'opérationnalisation de cet important programme du gouvernement dans le ciblage des ménages vulnérables.

- la FAO, dans le cadre d'un programme de Gestion durable des terres pour augmenter la résilience face aux changements climatiques. Dans ce programme il est attendu du PADAER un co-financement des activités et l'ouverture de champs-écoles paysans.
- Le Partenariat avec la société privée Bio Essence, dont la convention est en voie d'être signée, va contribuer principalement à une meilleure valorisation des produits forestiers non ligneux (baobab, karité, etc.) par la transformation respectant les normes de qualité, créant les emplois surtout pour les femmes et jeunes, préservant mieux les ressources forestières et l'environnement, et réduisant la pénibilité du travail. Ce partenariat facilitera également l'accès des produits au marché régional et international avec des produits de qualité à haute valeur ajoutée.
- Le Partenariat avec le GIE Yelitaré, dirigé par un privé, pour faire un test d'amélioration du système d'irrigation de la banane vise non seulement à accroître la productivité mais surtout à augmenter les surfaces exploitées par les jeunes de 1 à 2 ha par jeune) améliorant ainsi la création d'emplois de jeunes (garçons et filles). Ce nouveau système d'irrigation permettra d'augmenter les revenus tirés des parcelles de banane par les jeunes et sécuriser ainsi leur emploi et leur ouvrir des possibilités d'investissement.

95. **Communication.** Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de communication, plusieurs approches communicationnelles sont mises en œuvre. Pour la communication institutionnelle, le programme a élaboré un document de branding et une charte graphique homologuée au niveau du Bureau Sénégalais du Droit d'Auteur (BSDA). Il a, en outre, réalisé des visuels (enseignes lumineuses, panneaux signalétiques, etc.) et, réalisé et diffusé plusieurs types de supports informationnels (plaquettes de présentation, film, affiches numériques, banderoles, etc.) et promotionnels (tee shirts, polos, steakers, casquettes, clés USB, porte-documents, blocs notes, etc.). Dans le cadre d'information sur le programme, des ateliers de partage ont été organisés à tous les niveaux (national, régional, départemental, et local). Le positionnement stratégique du Programme a été bien compris avec la mise en place du Comité de Pilotage, des Cadres de Concertations Régionaux, des Comités Régionaux d'Approbation des Projets, des Comités de suivi des travaux, et des comités de gestion des ouvrages.

96. La collaboration avec les ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage se passe très bien à travers des appuis institutionnels et techniques et, se renforce davantage avec une contribution plus accrue aux programmes de référence desdits ministères que sont le PRACAS et le nouveau Code Pastoral. Au niveau international, le PADAER poursuit ses efforts de visibilité à travers les publications et les grandes manifestations (show case de Rome, Salon de l'Agriculture de Paris, Groupe Consultatif de Paris, etc.).

97. En ce qui concerne la communication technique, elle est mise en œuvre à travers les centaines d'émissions radiophoniques, télévisuelles et virtuelles réalisées via des conventions liant le programme aux organes de diffusion. Le dispositif d'information et de sensibilisation porté par les relais et les partenaires stratégiques et techniques a permis de toucher 37 758 personnes réparties comme suit : 18 952 hommes (53%), 16 806 femmes (47%) et 11 443 jeunes (32%). Les événementiels (foires, techno-foires, célébrations journées mondiales, etc.) sont aussi d'importantes plateformes communicationnelles dont profite le programme. Le premier numéro de la lettre d'information virtuelle "PADAER INFOS" a été produit ; le Bulletin semestriel d'informations quant à lui est en phase de finalisation.

98. **Stimulation des efforts des producteurs et autres agents de développement.** Le PADAER est en train d'introduire dans le milieu rural de profonds changements de comportement dans les habitudes agricoles. En effet, sont mis à la disposition des producteurs des semences améliorées, des engrais, des pesticides, des petits outillages, des itinéraires techniques, ainsi qu'un suivi de proximité renforcé, tout cela dans le but d'un accroissement significatif de la production, et donc des revenus des populations. Afin d'encourager les efforts des producteurs dans le sens de l'atteinte des objectifs du programme, et inciter les jeunes à rester dans leurs terroirs et vivre de l'agriculture, le PADAER pourrait instituer, à l'image de ce qui est fait dans le bassin arachidier par le PAFA, une « Récompense des

meilleurs : producteur, productrice, jeune producteur, OP, Union, Faïtière, encadreur endogène, OM» ; parallèlement, un trophée pourrait récompenser le meilleur partenaire stratégique, le meilleur partenaire institutionnel etc.

99. Pour ce faire, le programme devra mettre en place un comité de sélection qui comprendra les représentants de toutes parties prenantes à la mise en œuvre, et définir les critères de sélection transparents partagés et validés par tous. Ces récompenses honoreront les meilleurs producteurs et acteurs des filières agricoles qui, entre autres, se sont distingués dans l'adoption des bonnes pratiques agricoles, l'obtention de rendements appréciables, l'application et l'appropriation des bonnes pratiques agricoles, l'application des itinéraires techniques et le respect des contrats de marchés.

100. **Environnement et adaptations aux changements climatiques.** Le programme a planifié la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique (EES) dont les TDR ont été validés par la DEEC. Un cabinet a été recruté et le démarrage des études est prévu pour le 1^{er} Juin 2015. Les antennes (abreuvoirs réalisés loin du forage) à réaliser au niveau des UP sont conçues de manière à être couplées avec des bornes fontaines pour améliorer les conditions d'alimentation en eau potable des populations.

101. Les aménagements de bas-fonds à partir d'ouvrages transversaux dans les vallées ont, au-delà de la maîtrise de l'eau, des effets sur le renforcement du désenclavement des zones autour de ces vallées. Ils permettent également la recharge des nappes, l'amélioration de la disponibilité de l'eau pour le bétail durant une longue période de la saison sèche. Lorsque le plan d'eau est pérenne, ces ouvrages permettent de pratiquer la pisciculture. Toutefois, il faut noter les revers en termes d'augmentation de la prévalence des maladies liées à l'eau (paludisme, schistosomias) les risques d'engorgement de terres. Tout cela nécessite davantage la mise à disposition des populations de règles de gestions de ces ouvrages pour leur exploitation dans les meilleures conditions.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Préparer les conventions de partenariat avec beaucoup de minutie, être très précis dans les prescriptions techniques (cahier des charges)	Coord/UCP/Partenaires	Juin 2015
Bien communiquer sur les résultats techniques du programme (Stratégies, démarches, productions, rendements, etc.)	Coord/SGGC/UCP	Permanent
Instaurer un trophée de l'effort pour récompenser les plus méritants des producteurs, encadreurs endogènes, OP, OM, partenaires, etc.	Coord/SGGC/UCP/Partenaires	Novembre 2015

H. Conclusion

102. La deuxième année d'exécution du PADAER est une phase décisive. En effet, après une première année d'un programme d'ancrage qui a permis de tester des stratégies, démarches et outils, le PTBA 2015 envisage d'amplifier et de densifier les activités afin d'atteindre des résultats importants en matière de production agricole, en particulier pour le riz grâce à la mise à temps, à la disposition des organisations de producteurs, des intrants de qualité (semences certifiées, engrais, pesticides), des équipements agricoles et des services de labour. Le programme devra prendre toutes les dispositions idoines pour assurer un bon démarrage de la campagne agricole. En matière de l'autonomisation des organisations des producteurs, des efforts importants sont encore requis du programme pour assurer un accompagnement de proximité de qualité des OP en matière de structuration de renforcement des capacités organisationnelles et entrepreneuriales.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PADAER et notes attribuées

I. Projet 1614 [1100001614] Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1614 [1100001614]	No. du prêt/don DSF	1000004092, 1000004093
Projet	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	25/06/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	31/05/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2011			Coût total	51.71	
Accord	12/10/2011	Délai d'entrée en vigueur	0.9	FIDA Total	32.33	
Entrée en vigueur	12/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.33	28
Premier décaissement	11/05/2012			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2017	Dernier audit	18/06/2014	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2017			Financement national total	9.29	
Clôture	30/06/2018			Beneficiaries	0.63	0
Nbre de prolongations	30/06/2018			National Govern	8.66	0
	0			Cofinancement total externes	10.09	
				Spanish Fund	10.09	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	3	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	5	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4

7. Innovation et leçons apprises	4	4
8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	3
2. Valorisation et mise en marché	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	3

B.5 Justification des notes

Avec 20 mois de retard, le PADAER a touché directement 10 775 ménages ruraux vulnérables (environ 107 750 personnes : 63% femmes et 32% jeunes) grâce à une stratégie de ciblage donnant accès équitable aux ressources et bénéfices du Programme. Les résultats clés en première campagne sont satisfaisants : 729,5 ha aménagés, appuis en intrants de 4 052 producteurs dont 68% femmes, production de 5 681,35 T céréales (riz et maïs). Le paquet technique (intrants, équipements, appuis conseil et formation,) offert aux producteurs de maïs a entraîné un gain de productivité supplémentaire entre 1000 et 1380 kg par hectare. La commercialisation de 1 197,8 Tonnes soit 21% de production totale, témoigne des progrès notables sur l'atténuation de l'insécurité alimentaire. Le SSE du PADAER est fonctionnel (web) L'application est accessible ruche-padaer.org. Le personnel et les partenaires formés. Le dispositif S&E fait intervenir tous les acteurs : local, régional et national. La mise en place d'une stratégie et d'un outil de suivi du PTBA établit une parfaite cohérence entre PTBA et mise en œuvre. La gestion administrative, financière et comptable s'est fortement consolidée prenant en charge tous les niveaux des aspects fiduciaires. EF 2014 et annexes transmis au FIDA avant l'échéance. La version provisoire du rapport d'audit 2014 est disponible depuis le 13 mai 2015 et n'appelle aucune observation. La passation des marchés/contractualisation n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Les préoccupations actuelles concernent les taux de décaissement réels enregistrés à date prêts FIDA (23,72%) et FFE (34,13%). La contreperformance de ces taux de décaissement est due principalement aux deux (2) ans de retard constatés dans le démarrage des activités. Cependant en matière de gestion budgétaire le taux moyen d'exécution des PTBA 2013 et 2014 est de 90,70%, ce qui est très satisfaisant.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le premier PTBA 2013 du Programme couvrant une période de neuf (09) mois (du 01/04 au 31/12/13) a été exécuté à 93,2 %. En 2014, le PTBA est exécuté à un taux de 89,90%. Les intrants ont été mis en place au niveau des différents sites dans les délais requis à 4 052 producteurs dont 68% de femmes membres de 166 OP à travers une subvention de 90%. Pour l'acquisition du matériel, 128 OP regroupant 3 252 membres dont 65% de femmes ont reçu de petits équipements constitués de 1666 unités (houe sine, semoir etc.). La production a permis de constituer un stock pour faire face aux 3 mois de soudure et de dégager un surplus de 1 197,8 tonnes de céréales commercialisés. Les organes de pilotage (CRA, CCR et Comité de pilotage) mis en place par les autorités compétentes se réunissent régulièrement et font le suivi des réalisations. Des appuis institutionnels sont régulièrement apportés au MAER et au Ministère de l'Elevage.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le PADAER dispose des rapports d'études de référence sur l'enquête SYGRI et l'enquête sur la situation des indicateurs de l'objectif de développement et des effets attendus. En matière d'augmentation des superficies cultivables, le programme a déjà mis à la disposition des producteurs 729,5 ha de terres aménagées. En 2015, le PADAER envisage d'aménager 585 ha supplémentaires ce qui portera le total des superficies aménagées à 1 314,5 soit 58% de l'objectif en deux ans effectives de mise en œuvre sur le terrain. Les ménages bénéficiaires des services du projet sont au nombre de 10 775 soit 107 750 personnes dont 63% de femmes et 32% de jeunes. Le PADAER compte toucher 20.000 ménages supplémentaires en 2015 soit 30.775 ménages au total représentant 62% de l'objectif global. 395 OP appuyés en 2014, 310 en 2015 soit un total de 705 OP représentant 72% de l'objectif global. Les appuis en cours permettront de rendre autonome une masse critique d'OP. Ce qui montre que le PADAER est

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures
Avancement de l'exécution du projet	L'avancement de l'exécution du projet dans le domaine de la réalisation de résultats physiques (production agricole principalement) est satisfaisant. Il le sera davantage si les objectifs prévus de la campagne agricole 2015-2016 qui commence bientôt sont réalisés. En effet, avec la facilitation des OP à l'accès aux intrants agricoles (qui sont déjà disponibles au niveau des OP) grâce à l'appui du programme, cet objectif de production serait atteint s'il y a bien sûr une pluviométrie suffisante et régulière. Par contre, l'avancement de l'exécution du programme dans le domaine de la professionnalisation des OP, reste encore timide et mérite d'être accéléré davantage.
Produits et réalisations	Les risques sont plutôt liés au non-respect des délais de livraison des aménagements et infrastructures par les entreprises. La capacité des partenaires stratégiques à pouvoir accompagner le PADAER dans sa volonté à vouloir rattraper le retard de 20 mois et d'apporter en même temps une contribution significative au Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture au Sénégal (PRACAS)
Durabilité	A ce stade, des dispositions sont prises, mais qui doivent être mises en œuvre et renforcées, pour réduire les risques liés à la durabilité dans la mesure où le Programme est en train d'appuyer l'organisation le renforcement des capacités des bénéficiaires et de leurs organisations et des autres acteurs. La mise en œuvre des activités du Programme à travers des partenariats avec des structures pérennes comme l'ANCAR, la SAED, la SODEFITEX /BAMTAARE et la mise en marché à travers la contractualisation du couple OP/OM est aussi un gage de durabilité. Cette dernière dépendra en définitive des capacités organisationnelles, de gestion (technique et financière) en bref de leur professionnalisme à rendre des services économiques durables à leurs membres. Elle dépendra aussi de la qualité des PMER à pourvoir des services économiques, de l'adoption par les producteurs des technologies améliorées et de l'accès des producteurs et de leurs organisations aux services financiers appropriés leur permettant d'investir dans les filières du Programme. Il reste cependant au Programme à assurer un suivi régulier et de proximité de la mise en œuvre des facteurs de durabilité. La durabilité dépendra aussi de la capacité des comités de gestion à prendre en charge l'entretien et la maintenance des ouvrages et l'implication des collectivités locales dont certaines ont déjà inscrit des montants dans leur budget annuel pour l'entretien..

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
PTBA 2015	Prendre les dispositions nécessaires pour réviser le PTBA en juin 2015	30/06/2015	A mettre en oeuvre
ECD	Relever le seuil des ECD de 20 000 USD à 50 000 USD	31/07/2015	A mettre en œuvre.
Produits	Améliorer l'accès au marché à travers la contractualisation commerciale sécurisée par le biais du couple OP/OM	immédiat	A mettre en œuvre.
Revue à mi-parcours	Réaliser la revue à mi-parcours du programme en 2016	31/01/2016	A mettre en œuvre
Professionnalisation des OP	Revue et mise en œuvre le plan d'action d'appui aux OP déjà élaboré : (i) coaching des partenaires stratégiques dans la conduite de leurs appuis aux OP ; (ii) compléter les protocoles liant le programme aux PS en charge des appuis aux OP ; (iii) systématiser et harmoniser la méthodologie de diagnostics ; (iv) élaborer un calendrier de suivi des OP pour chaque zone /Antenne ; (v) actualiser les supports de la campagne de sensibilisation	Immédiat	A mettre en œuvre.

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Avril 2015	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. BUT				
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.	<ul style="list-style-type: none"> - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% * - Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés * 		DPES Suivi-évaluation du PNIA, du PNDE, du CSD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT				
Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> - Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 6 ans * - Au bout de 6 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 10% - 80% des emplois créés sont des emplois durables - 50 000 ménages ruraux ont accès aux services du Projet 	10 775 ménages	Rapport d'évaluation à mi-parcours (études d'impact) Rapport d'évaluation de fin du Programme Statistiques de productions (DAPSA et DIREL)	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
3. Résultats				
Composante 1 : amélioration de l'offre de produits agricoles				
EFFET 1 : des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des surfaces cultivables 2 275 ha - La mortalité a baissé de X% dans les UP 	729,5 ha	Enquêtes	
Produit 1 : des ouvrages hydro-agricoles sont réalisés ou réhabilités et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 10 périmètres de 30 ha livrés dans la région de Matam - 200 ha de PIV dans la région de Matam réhabilités par 	0 140 ha	PV de réception des ouvrages	Les CR attribuent les terres à aménager aux OP bénéficiaires

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Avril 2015	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	<p>planage pour adopter le SRI</p> <ul style="list-style-type: none"> - 255 ha de bas-fonds réalisés dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou - 200 ha de plaine d'épandage de crues dans la région de Kédougou - 1.100 ha d'aménagement parcellaire complémentaire en aval des micro-barrages du PAPIL dans les 3 régions (492 ha à Kolda, 328 ha à Tamba et 280 à Kédougou) - 220 ha réhabilités et dotés en équipement de pompage sur d'anciens périmètres PISO (120 ha Tambacounda et 100 ha à Kédougou) - 6 000 ha de DRS sur les bassins versants des sites de bas-fonds aménagés à Kédougou, Kolda et Tamba 	<p>385 ha</p> <p>110 ha</p> <p>70 ha</p> <p>44,5 ha</p> <p>117 ha</p>		
Produit 2 : des UP sont consolidées et de nouvelles réalisées et livrées aux agro-pasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> - 10 nouvelles UP créées (avec forages, château d'eau, abreuvoirs, magasins d'aliments bétail, parcs de vaccination) - 10 puits pastoraux, 20 abreuvoirs, 20 parcs de vaccination, 20 magasins d'aliments de bétail, 5 châteaux d'eau construits pour renforcer des UP existantes - 20 km de pare feux 	<p>0</p> <p>08 parcs à vaccination ont été réceptionnés</p> <p>0</p>	PV de réception des travaux	Les CR attribuent les terres de parcours sollicités par les comités de gestion des UP

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Avril 2015	Sources d'information	Risque/ hypothèses
EFFET 2 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) - Augmentation des rendements sur les spéculations ciblées et notamment de 1,5T à 4T en moyenne sur le riz (3,5 T/ha pour le riz de bas-fonds et 6T/ha pour SRI) - 70% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus * 	Riz de bas-fonds : 2,09 T/ha Maïs : 2,70 T/ha	Enquêtes	
Produit 3 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement)	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 25 000 ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail * - Au moins 25 000 ménages ciblés ont acquis au moins un équipement agricole* 	4 052 ménages 3 252 ménages	Rapports	Agro-dealers et semenciers proches des producteurs
Produit 4 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - 100% au moins des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 4 régions 	100% (10 775 producteurs dont 63% de femmes)	Enquêtes	
Composante 2 : valorisation et mise en marché				
EFFET 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production	<ul style="list-style-type: none"> - 20% de la production transformée et /ou commercialisée - Les MPER réalisent au moins 70% de leurs chiffres d'affaires en offrant des services / produits aux producteurs ciblés 	1 197,8 T soit 21% de la production (5.681,35 T)	Enquêtes	
Produit 5 : des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - 75 km de pistes rurales réalisées (15 km de pistes sont réalisées dans la région de Matam, 20 km dans chacune des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda *) 	73,5 km sont en cours de réalisation en partenariat avec les communes et le PPC/PNDL	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Avril 2015	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> - 48 magasins de stockage de céréales sont construits * - 1 SIM 	<p>0</p> <p>0</p>		
Produit 6 : l'émergence de micro-entreprises rurales crée des opportunités d'emplois en offrant des services amont et aval	<ul style="list-style-type: none"> - 200 emplois au moins sont créés / consolidés en 6 ans par les MPER * - 200 MPER sont créées /consolidées dans la zone du Programme * 	<p>168 emplois dont 56% pour les femmes</p> <p>75 MPER</p>	Rapports d'activités Enquêtes	L'environnement des affaires dans le secteur agricole est favorable
EFFET 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 35% des OP de niveau 2 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - Au moins 10% des OP de niveau 1 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - 75% des membres des OP sont satisfaits des services fournis 		Enquêtes	
Produit 7 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> - 975 des OP offrent au moins un service à leurs membres 		Enquêtes Rapports de suivi des OP	Gouvernance et démocratie appliquées
4. Ressources				
Personnel de l'UCP et des antennes Partenaires stratégiques Prestataires de services Matériel et équipement	<ul style="list-style-type: none"> - 45,72 millions USD dont 32,33 millions de prêt du FIDA ; 10,1 millions USD de don de l'Espagne ; 2,67 millions du Gouvernement ; 0,62 millions des bénéficiaires 		Accord de prêt Rapports	Appropriation politique et par les bénéficiaires

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Préparer un plan de coaching des partenaires stratégiques axé sur les résultats et un calendrier de suivi des OP pour chaque zone /Antenne	Immédiat	UCP	
	Identifier et recruter un consultant pour apporter un appui à l'UCP en matière de stratégie opérationnelle pour les OP	Immédiat	Coordo/UCP	
Produits	Décliner et mettre en œuvre, avec les partenaires stratégiques, les modes opératoires de la stratégie harmonisées avec les contenus, les outils, ressources et résultats	Immédiate	UCP	
	Former les agents du projet et les personnels des partenaires stratégiques en charge des activités d'appui aux OP à l'approche chaînes de valeurs.	Immédiate	UCP	
	Proposer au partenaire privé de la bananeraie de Laboya un cofinancement du test sur 50 ha : PADAER, 75% et le privé, 25% ; et préparer et signer la convention	Immédiat	Coord/UCP	
	Bien renseigner sur le crédit de campagne, la mobilisation des apports, le volume de financement octroyé, le nombre d'OP bénéficiaires.	Immédiate	SAFIR	
	Enclencher un processus de démarche qualité qui devra aboutir à une charte qualité	Juin 2015	Coord/UCP/Partenaires Couple OP/OM	
	Mener une étude de marché qui permettra, entre autres, d'estimer la demande globale en céréales	Novembre 2015	RSE/Coord/UCP	
	Evaluer les subventions accordées aux MPER du PROMER et mettre en œuvre des mesures correctives finales et décisives d'accompagnement à l'autonomisation des MPER	A partir de mi-juin 2015	RER	
	Poursuivre les animations thématiques et ciblées pour susciter des demandes d'appui qui sont conformes aux domaines d'interventions et portées par les cibles prioritaires (jeunes, femmes, personnes vulnérables)	Juin (dès la signature des conventions)	UCP/Partenaires stratégiques	
	Réaliser des plans de développement issus des diagnostics des MPER présélectionnés lors des CRA.	Juin - Décembre	Cabinets d'études	
	Assurer le suivi accompagnement :	Juillet - Décembre	- Structures spécialisées (coaching par les pairs à l'image de Bioessence pour la transformation des produits agricoles et forestiers et HBM pour la fabrication des	
	<ul style="list-style-type: none"> l'assistance technique (commercial, normalisation, juridique, organisationnel...) et/ ou technologique, des unités de transformation multifonctionnelles de produits agricoles et forestiers, 			

	<ul style="list-style-type: none"> des ateliers de fabrication / réparation/ entretien d'équipements pré ou post récolte... de la prestation de services pré et post récoltes aux producteurs (labour, motopompe, fournitures de semences, d'engrais, transformation, conditionnement, transport...). Mise en relation avec les IMF 		matériels / équipements pré ou post récolte)
			SAFIR
	Améliorer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs pour valoriser les paquets techniques mis à leur disposition,	Immédiate	Coord/Resp OP
	Améliorer l'accès au marché à travers la contractualisation commerciale sécurisée par le biais du couple OP/OM	Immédiate	Coord/Resp OP
	Mettre à jour les bases de données des OP, OM, MPER par le recrutement d'Opérateurs de saisie	1 ^{er} Juillet	RSE
Durabilité	Développer et renforcer la contractualisation dans le couple OP/OM	Permanent	COORDO/...
	Renforcer la stratégie de financement dégressif tout en restant rigoureux dans le principe, quitte à autoriser un versement ultérieur en nature des concernés	Immédiate	COORDO /...
	Diligenter la construction des magasins de stockage afin de faciliter la stratégie de l' « épargne intrants »	Novembre 2015	Coordo/SIR/UCP
	Mettre en place un programme de renforcement des capacités organisationnelles et productives des OP pour accélérer leur autonomisation	Immédiate	COORDO/....
Aspects fiduciaires	Logiciel de gestion. Régulariser les manquements relevés dans la mise en œuvre de Tom2Pro	31/07/2015	RAF/Cabinet/Tomate
	Couverture médicale du personnel. Assurer le suivi du paiement par la contrepartie des 19 404 083 FCFA à la compagnie AXA.	31/07/2015	COORD/RAF
	Evaluation du personnel. Transmettre le rapport d'évaluation des performances du personnel 2014 au FIDA	30/06/2015	COORD
	PTBA 2015.	30/06/2015 et 30/09/2015	Equipe du projet
	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le suivi de l'exécution du PTBA 2015 pour des taux de 98,28% au 30/06/2015 et 118,69% au 30/09/2015 Réviser le PTBA 2015 en prenant compte les éléments visés dans le présent rapport. 		
	Compte spécial FIDA. Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de six cent FCFA (600 FCFA) en plus dans le compte spécial	30/06/2015	RAF/CPT

	Contribution des bénéficiaires. Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	30/06/2015	Equipe du Projet
	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000USD	31/07/2015	FIDA
	Audit des comptes 2014	10/06/2015	COORD/RAF
	<ul style="list-style-type: none"> • Transmettre le rapport définitif d'audit au FIDA • Prendre en compte les quatre observations formulées sur l'audit des comptes 2014 et la recommandation de 2013 relative aux dossiers du personnel qui n'est pas totalement mise en œuvre. 		
Autres	Préparer les conventions de partenariat avec beaucoup de minutie, être très précis dans les prescriptions techniques (cahier des charges)	Juin 2015	Coord/UCP/Partenaires
	Bien communiquer sur les résultats techniques du programme (Stratégies, démarches, productions, rendements, etc.)	Permanent	Coord/SGGC/UCP
	Instaurer un trophée de l'effort pour récompenser les plus méritants des producteurs, encadreurs endogènes, OP, OM, partenaires, etc.	Novembre 2015	Coord/SGGC/UCP/Partenaires

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	global	dans le DCP	objectifs du DCP
Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles							
Sous/Composante 11: Les aménagements hydro agricoles							
. Nombre de périmètres polycoles de 30 ha	Ha	0		-		10	0%
. Nombre d'ha d'anciens PIV replané	Ha	100	35	35%	140	200	70%
. Nombre d'ha de bas-fonds	Ha	175	0	0%	365	255	143%
. Nombre d'ha de plaines d'épandage	Ha	180	110	61%	110	200	55%
. Nombre d'ha d'aménagement parcellaire complémentaire	Ha	300	0	0%	70	1 100	6%
. Nombre d'ha de PISO réhabilités et équipés	Ha	55	15	27%	45	220	20%
. Nombre d'ha de DRS /CES aménagé	Ha	1 500	0	0%	117	6 000	2%
Sous/Composante 12: Les infrastructures pastorales							
. Nombre de nouvelles UP créées	UP	0		-		10	0%
. Nombre de puits pastoraux	PP	5	0	0%	0	10	0%
. Nombre d'abreuvoirs	Ab	13	0	0%	0	20	0%
. Nombre de parc à vaccination	PV	12	8	66%	8	20	40%
. Nombre de magasins de d'aliments de bétail	Mag AB	8	0	0%	0	20	0%
. Nombre de château d'eau construits pour renforcer les UP	Ch Eau	4	0	0%	0	5	0%
. Nombre de km de pares feux	Km de PF	20	0	0%	0	20	0%
Sous/Composante 13: L'accès aux facteurs de production							
. Nombre de ménages ayant accès aux intrants	Ménages	9 000	0	0%	4 052	25 000	16%
. Nombre d'OP ayant accès aux petits équipements	OP	300	0	0%	84	975	9%
. Nombre d'OP appuyé dans la production de semences	OP	10	0	0%	10	70	14%
Sous/Composante 14: L'appui conseil							
. Nombre de conventions/protocoles signés et mise en œuvre avec les partenaires	Conv/prot	10	6	60%	21	64	33%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	global	dans le DCP	objectifs du DCP
. Nombre de personnes sensibilisées sur le programme	Pers	20 000	18 200	91%	35 758	100 000	18%
. Nombre de ménages ayant accès à un service de conseil dans les 4 régions	Ménages	16 000	0	0%	10 775	50 000	22%
. Nombre de producteurs bénéficiaires de visites d'échanges	Prod	500	0	0%	199	3 000	7%
Composante 2: Valorisation et mise en marché							
Sous/Composante 21: Infrastructures marchandes							
. Nombre de km de pistes rurales réalisées	Nbre de Km de piste	35	0	0%		75	0%
. Nombre de magasins de stockage de céréales construits *	Mag SC	3	0	0%		16	0%
Sous/Composante 22: Appui à la transformation et à l'entreprenariat rural							
. Nombre de protocoles signés avec des partenaires d'appui à la commercialisation	Conv/prot	30	20	67%	20	100	20%
. Nombre de PMER Appuyés dans l'acquisition des équipements de transformation	PMER	25	0	0%	0	150	0%
. Nombre d'études de marché réalisé	E Marc	1	0	0%	0	5	0%
. Nombre de PMER ayant reçu une formation professionnelle	PMER	100	0	0%	75	200	38%
. Nombre de PMER mises en position d'apprentissage	PMER					25	0%
. Nombre de PMER suivis et accompagnés	PMER	100	0	0%	75	275	27%
Sous/Composante 23: Professionnalisation des acteurs							
. Nombre d'OP ayant fait l'objet d'un diagnostic	OP	440	0	0%	117	975	12%
. Nombre de membres des OP ayant suivi des sessions d'alphabétisation	Mem OP	100	0	0%		1 800	0%
. Nombre de dirigeant des OP formés à leur rôle	Dir OP	400	0	0%		5 400	0%
. Nombre de relais d'OP formés	Rel	300	0	0%	95	975	10%
. Nombre de membres des Unions formés en planification stratégique	Mbr U OP	24	0	0%		225	0%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	global	dans le DCP	objectifs du DCP
. Nombre de membres des Unions formés en gestion administrative	Mbr U OP	24	0	0%		225	0%
. Nombre de membres des Unions formés en lobbying et négociation	Mbr U OP	24	0	0%	106	225	47%
Composante 3: Coordination, suivi évaluation, gestion des savoirs et genre							
Sous/Composante 31: Coordination et Gestion							
. Nombre de locaux réaménagés pour UCP Tamba	Locaux			-	2	2	100%
. Nombre de locaux Réhabilités /construits pour les Antennes	Locaux	2	1	50%	2	3	66%
. Nombre de véhicules acquis	Véhicule			-	9	10	90%
. Nombre d'ordinateurs fixes acquis	Ordinateur			-	22	17	129%
. Nombre d'ordinateurs portables acquis	Ordinateur			-	22	12	183%
. Nombre de sessions de formation organisées pour le personnel du PADAER et de ses partenaires	Session	6	4	67%	9	15	60%
. Nombre d'atelier de démarrage organisé	Atel			-	1	1	100%
. Nombre d'atelier de capitalisation et de clôture du programme organisé	Atel	1	0	0%	0	2	0%
. Nombre d'audit annuel des comptes effectué par le programme	Audit	1	1	100%	2	5	40%
. Nombre d'ateliers participatifs pour la préparation des PTBA réalisé	Atel	4	0	0%	6	16	38%
. Nombre de réunions du Comité de pilotage national organisé	Réunion	1	0	0%	1	10	10%
Sous/Composante 32: Gestion des savoirs et communication, Genre, Suivi Evaluation							
Suivi-évaluation							
. Nombre d'études évaluation de fin de programme réalisé	Etude			-		2	0%
. Nombre d'étude situation de référence socio-économique réalisé	Etude			-	2	2	100%
Gestion des savoirs, Genre et Communication							
. Nombre d'Ateliers de Capitalisation organisés	Atel			-		4	0%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	global	dans le DCP	objectifs du DCP
. Nombre de documents de capitalisation produits	Doc	2	1	50%	2	6	33%
. Nombre de fiches techniques, posters, vidéos réalisés	fiche/posters	5	5	100%	5	10	50%
. Nombre d'émissions radiophoniques (dont en langues locales) réalisé	E Radio	36	15	42%	53	176	30%
. Nombre d'ateliers de sensibilisation sur le genre réalisé	Atel	6	5	83%	15	32	47%
. Nombre de sessions de formation sur le genre organisé	Session	1	0	0%	1	2	50%
. Nombre de guides d'orientation en genre réalisé	Guide	1	0	0%		5	0%
. Nombre de manuels sur le genre Produit et diffusé	Manuel			-		1	0%
Sous/Composante 33: Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage							
Suivi-évaluation							
. Système de suivi évaluation mis en place au niveau sectoriel	SSE			-	0	1	0%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Agriculture et de l'Equipement Rural							
. Nombre d'études réalisées par le MAER	Etude			-		1	0%
. Nombre d'ateliers organisé par le MAER	Atel			-	4	6	67%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Elevage							
. Nombre d'ateliers zonaux appuyé pour l'élaboration du code pastoral	Atel			-	4	3	133%
. Nombre d'atelier national de validation organisé	Atel			-		1	0%
. Nombre d'ateliers de partage du code avec les élus et partenaires organisé	Atel			-	6	6	100%
. Appui à l'édition et à la diffusion du code	Appui			-		1	0%
. Nombre d'ateliers de vulgarisation du code pastorale organisé	Atel			-		4	0%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Appendice 5A

Table 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 30/04/2015

Financier	Approved	Current	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan		32 330	7 520	23,3%
FSP		10 092	3 341	33,1%
Government		2 677	779	29,1%
Beneficiaries		619	64	10,3%
Total	0	45 718	11 704,4	25,60%

1 USD = 488,15 FCFA (Taux moyen de décaissement)

Appendice 5B

Table 5B: Financial performance by financier by component (USD '000) au 30/04/2015

	Accord FIDA			FSP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
Offre agricole	9 799	1 849	23,7%	9 796	3 341,4	34,1%	2 544	407	16,0%	269	63,88	23,7%	22 408,0	5 661,1	25,26%
Mise en marché	15 845	1 171	9,6%	296		0,0%	0	58		350		0,0%	16 491,0	1 233,9	7,48%
UCP	6 686	4 494	75,3%				133	315	236,9%				6 819,0	4 809,4	70,53%
Total	32 330,0	7 519,80	23,3%	10 092,0	3 341,4	33,1%	2 677,0	779,5	29,1%	619,00	63,88	10,3%	45 718,0	11 704,4	25,60%

Taux 1 USD = 488,15 /FCFA (Taux moyen de décaissement)

Appendice 5C. IFAD loan disbursements (DTS) AU 30 AVRIL 2015

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 13)	Balance	%	W/A Pending au FIDA DRF 14*	W/A Pending au PADAER au 30/04/2015 DRF 15 **	Total	%
I	Génie civil et rural	8 650 000	422 146,69	8 227 853	4,88%	94 234,00	350 064,39	866 445,08	10,02%
II	Equipements, intrants et MT	3 800 000	931 897,69	2 868 102	24,52%	33 332,28	3 607,78	968 837,75	25,50%
III	Formation, Etudes inform et AT	2 640 000	1 156 454,48	1 483 546	43,81%	65 867,54	72 501,53	1 294 823,55	49,05%
IV	Prestataires de service	450 000	21 696,38	428 304	4,82%	000	0,00	21 696,38	4,82%
V	Salaires et Indemnités	1 940 000	1 008 447,56	931 552	51,98%	53 199,24	83 364,40	1 145 011,20	59,02%
VI	Entretien/fonctionnement	700 000	185 821,38	514 179	26,55%	6 727,59	11 748,02	204 296,99	29,19%
	Non alloué	2 020 000							
	Dépôt initial		1 064 056,95	-1 064 057				1 064 056,95	
	Total	20 200 000	4 790 521,13	15 409 479	23,72%	253 360,65	521 286,13	5 565 167,91	27,55%

DTS = 760, 8511 FCFA (source Historic of transaction FIDA)

* DRF payée en mai 2015, ** DRF envoyée au FIDA le 13/05/2015

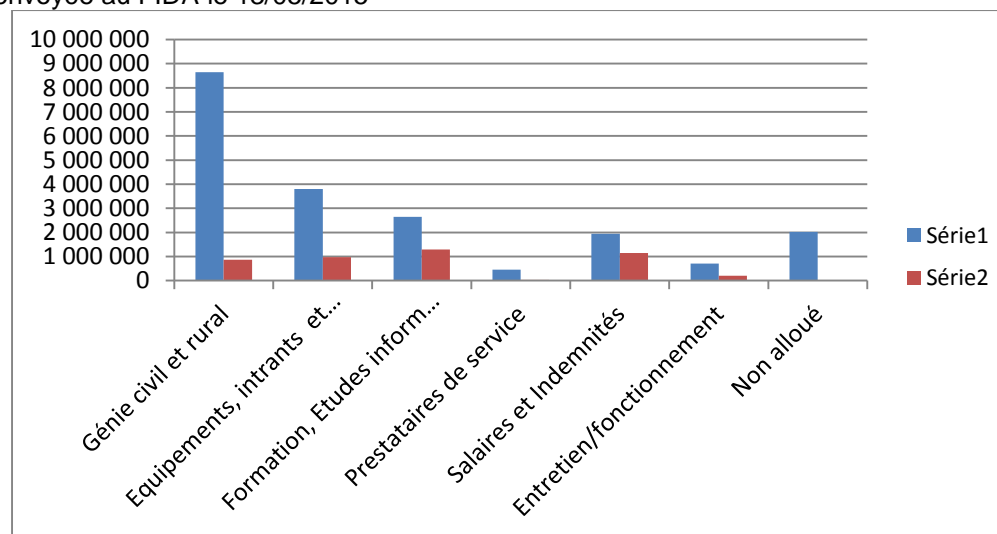


Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

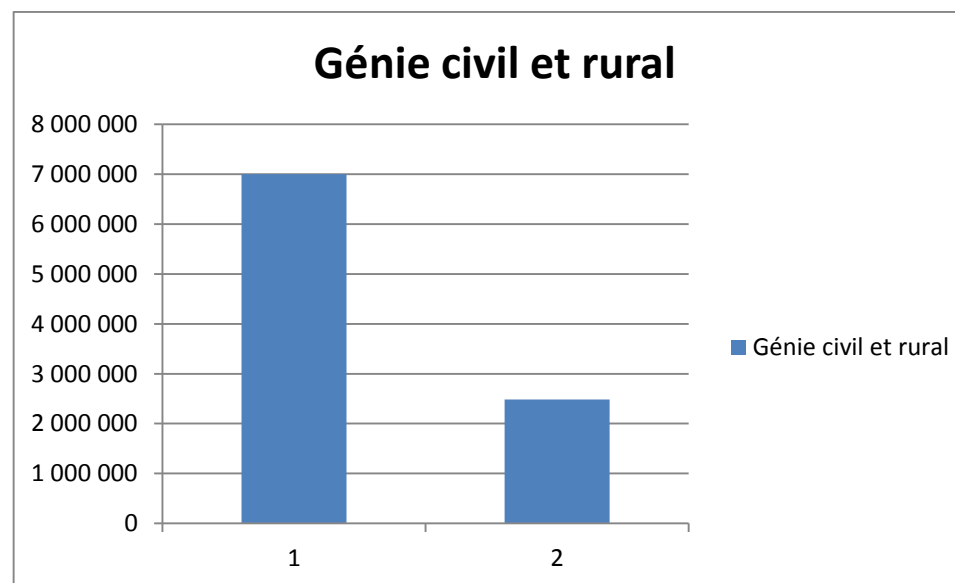
Appendice 5C

Table FFS loan
5C: disbursements : Euros

AU 30 AVRIL 2015

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 9)	Balance	%	W/A Pending au PADAER au 30/04/2015	Total	%
I	Génie civil et rural	7 000 000	1 855 627,72	5 144 372,28	26,51%	97 373,83	1 953 001,55	27,90%
	Dépôt initial		533 571,56	- 533 571,56			533 571,56	
	Total	7 000 000	2 389 199,28	4 610 800,72	34,13%	97 373,83	2 486 573,11	35,52%

1 Euro = 655,957 FCFA (Parité fixe)



Appendice 6 : Application des dispositions de l'accord de financement : état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, B, 10 « Contrepartie » de l'Accord de Financement	« L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme pour un montant approximatif de 8 664 000 USD représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme, qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen d'exonérations des droits et taxes sur les importations ou en recourant à la procédure de chèques du Trésor ».	Pour mémoire	À mettre en œuvre	Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement. La réalisation de la contrepartie taxes suit l'exécution du PTBA
section 7.01/ CG, b, ii PTBA	«l' agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année »	31/10/2015	A mettre en œuvre	Le PTBA de 2015 a été envoyé au FIDA le 30/11/2014 avec avis non objection le 08/01/2015. Le programme prendra les dispositions nécessaires pour respecter l'échéance en ce qui concerne le PTBA 2016
section 7.08, CG/a « assurance »	« l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et constructions utilisés dans le cadre du projet..... »	31/07/2015	A mettre en œuvre	Le programme va procéder à l'assurance des locaux contre les risques d'incendie, vol, dégâts des eaux, responsabilités civiles etc.
section 7.11, CG/« personnel du projet »	« l'agent principal du projet assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident »	31/07/2015	En cours	L'assurance est en cours depuis Novembre 2014. La prime de 2015 sera payée avant le 31/07/2015.
section 8.03 « rapport d'activité »	« L'agent principal remet au fonds des rapports d'activités périodiques	30/09/2015	A mettre en œuvre	Le rapport SYGRI 2014 accompagné de la note explicative a été envoyé au FIDA le 24/03/2015. Le rapport annuel 2014 a été envoyé au FIDA le 30/03/2015. Le rapport d'activité du premier semestre 2015 sera envoyé au FIDA au plus tard le 30/09/2015.
section 9.02 « Etats financiers »	« L'Emprunteur remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés..... dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04/2015	Fait	Les états financiers 2014 ont été envoyés au FIDA le 12/04/2015 avant l'échéance du 30/04/2015.
section 9.03, b « Audit des comptes »	« L'emprunteur doit remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale une copie conforme du rapport d'audit.... »	10/06/2015	A mettre en œuvre	Le rapport provisoire d'audit des comptes 2014 est déjà disponible. Le rapport définitif sera transmis au FIDA avant le 10/06/2015

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Utilisation de stratégie efficace pour la réalisation d'aménagements hydro agricoles d'envergure: en quinze (15) mois d'exercice, le PADAER a fait des réalisations d'envergure en termes d'aménagements hydro agricoles au niveau de ses régions d'intervention. Au total **684,5 ha ont été aménagés et 25 ouvrages réalisés**. De par leur conception, les aménagements ont pris en compte, au-delà de leur fonction primaire de retenue d'eau, le désenclavement des zones rurales avec comme impacts immédiats pour les populations rurales un meilleur accès aux services sociaux de base, l'écoulement de la production, la limitation de l'exode et de la transhumance, etc. Ainsi, quatre cent soixante (460) hameaux et villages des régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda ont été désenclavés et quatre cent vingt-sept (427) jeunes ont été mobilisés et rémunérés dans le cadre de la mise en œuvre. (Cf. *"Les aménagements hydro agricoles du PADAER : une opportunité pour le désenclavement des zones rurales."* / Le PADAER. – mai 2015). Ces résultats importants sont dus à la stratégie utilisée par l'UCP : implication des autorités locales, suivi rapproché des entreprises, respect des procédures et délais réalistes, implication des bénéficiaires etc.

Innovation

Dans le cadre de son appui aux groupes vulnérables, le PADAER cible les Personnes Vivant avec le VIH SIDA: le PADAER appuie les Personnes Vivant avec le VIH SIDA (PVVIH) de Kédougou et Tambacounda. A Kédougou, la structure fédérative des PVVIH dénommée Association pour la Solidarité et l'Entraide de Kédougou (ASEK) est constituée de 29 membres (6 hommes et 23 femmes) qui s'adonnaient au maraichage dans la cour d'une maison, avec des arrosoirs et à partir d'un puits. Ces personnes malades utilisent des Anti Rétroviraux (ARV) pour lutter contre la maladie. Jadis gratuits, ces médicaments se font rares du fait de la rareté des fonds consentis au niveau mondial. Aussi, pour survivre à la maladie, il leur est fortement recommandé de disposer de compléments alimentaires nutritifs importants par une grande consommation de fruits et légumes. C'est dans cette optique que le PADAER, a décidé de leur venir en appui par l'aménagement d'un périmètre maraicher d'un (1) hectare mis à leur disposition par le Conseil Régional de la Jeunesse de Kédougou. Le PADAER a renforcé les capacités des membres de l'association en techniques de maraichage et de compostage, développé l'appui conseil, appuyé la mise en place d'une fosse compostière et d'un groupe motopompe (GMP). Il a en outre labouré toute la parcelle et mis en place une clôture adaptée. A travers son appui, le PADAER a aussi pris en compte d'autres aspects dont l'allégement de la pénibilité des travaux avec la mise en place d'un système d'irrigation moderne (système californien) dont le montage, l'utilisation, l'entretien sont simples et les pièces de rechange disponibles au niveau local. A l'occasion de la dernière réunion du Conseil National de Lutte contre le SIDA présidé par son président, M. Le Premier Ministre, le PADAER, le MAER et le FIDA ont été félicités et encouragés à continuer et disséminer les appuis concédés aux groupes vulnérables.

A Tambacounda, l'association de PVVIH dénommée Guiguisembé a été appuyée par le PADAER dans l'exploitation de 6 ha de maïs. Leur production a été de 15,54 tonnes. Elles ont réservé une partie de leur production pour la consommation et commercialisé le surplus. Les PVVIH ont disposé de renforcements de capacités sur les itinéraires techniques, le conseil agricole, etc. Le Programme a aussi mis à leur disposition un important lot d'équipements agricoles dont des *houes sine*, des charrettes, des chevaux, etc.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

DT 1: Appui aux Organisations des Producteurs

Les organisations de producteurs sont, pour le PADAER les acteurs centraux du projet. Dans cette perspective, le succès de la pérennisation des activités dépendra largement de leurs aptitudes à jouer le rôle qui leur est conféré. Le rapport d'avancement de la mise en œuvre du Projet dans le cadre de l'appui à la structuration des OP présente les réalisations suivantes :

- *Les études diagnostics de 166 OP de base*
- *L'identification par chaque OP d'un relais endogène formé sur les « rôles et missions du relais » et sur les « itinéraires techniques ».*
- *Le renforcement de capacités sur les itinéraires techniques de 1 608 producteurs dont 69% de femmes,*
- *La formation de 439 producteurs dont 67% de femmes en gestion administrative et financière,*
- *106 leaders d'OP dont 74% de femmes en leadership,*
- *49 leaders d'OP dont 65% de femmes sont formés sur les techniques de transformation de céréales locales à TAMBACOUNDA.*
- *Accompagnement de plus de 47 OP pour l'ouverture des comptes au niveau des SFD,*
- *Appui à l'OP faitière de SARE MASSALY dans la formalisation,*
- *Formation de 21 membres d'OP en éducation financière,(sur les modules de l'épargne, budget et de la gestion des dettes avec le SAFIR dans le cadre du programme lancé par la Direction de la Micro Finance (DMF)*
- *Sensibilisation sur la gestion communautaire du matériel agricole,*
- *Organisation de rencontres de partages avec les leaders d'OP sur les opportunités offerts par le SAFIR et les SFD porteuses de ligne de crédit,*

La revue des réalisations des recommandations de la dernière mission de supervision montre que la problématique de l'accompagnement des OP demande une reprise en main soutenue de ce volet du projet du fait de la centralité de ces acteurs dans le PADAER.

SYNTHESE

L'accompagnement des 166 OP partenaires du Projet pour leur professionnalisation a surtout été marqué par la prédominance des formations techniques pour accroître la production au détriment des appuis destinés au renforcement des capacités organisationnelles et entrepreneuriales des OP. Des études diagnostic ont été faites ainsi que quelques formations sur la structuration des OP dont le lien n'est pas forcément établi avec les autres activités contenues dans le partenariat avec le Projet. Une stratégie d'appui aux OP ainsi qu'un plan d'actions opérationnel vient d'être élaborée ; sa mise en œuvre par des activités concrètes dans les chaînes de valeur devra permettre de répondre aux besoins de renforcement organisationnels et managérial exprimés par les 166 OP déjà bénéficiaires de subvention et les 310 OP qui se sont ajoutés au portefeuille de micro projets.

- Préparer un plan de coaching des PS axé sur les résultats et un calendrier de suivi des OP pour chaque zone /Antenne

J. Produits et effets

103. L'accès aux facteurs de production. Les efforts dans la sensibilisation et le conseil aux producteurs et productrices sur l'approche du PADAER ont contribué à améliorer leur accès aux facteurs de production. La campagne d'information et de sensibilisation a touché **15.349** personnes (5.471 hommes, 7.748 femmes et 2.130 jeunes) a permis un accroissement du nombre de sous - projets approuvés par les CRA : 113 à Tamba, 153 à Kédougou et 44 à Kolda où le nombre de nouveaux sous projet va évoluer après le CRA prévu la semaine prochaine. Mais d'ores et déjà une augmentation du portefeuille de 144 OP est notée. Par ailleurs, les quantités d'intrants (semences, engrais, urée, herbicide) sont estimées conformément aux normes et à la demande des OP.

104. Professionnalisation des acteurs. Des études diagnostic dans les trois régions ont relevé la faiblesse des organisations qui sont toutes de niveau 1 correspondant à une faible capacité organisationnelle et de productivité. Onze rencontres d'auto-évaluations assistées de la campagne précédente ont été animées dans les trois régions ainsi qu'un accompagnement dans la formalisation juridique de 47 OP et la mise en relation de 17 OP avec les institutions financières pour faciliter la gestion des subventions au sous - projets.

La gestion correcte des intrants, l'organisation pour l'acquisition et la gestion des équipements et la détermination des leaders et des membres des OP à mobiliser leurs apports (30% pour les OP de première génération et 10% pour celles de deuxième génération) ont été constatés par la mission. La signature d'une vingtaine de contrat de commercialisation a été facilitée pour écouler l'excédent de production des ménages sécurisés.

La transversalité de l'appui aux OP dans les autres activités/domaines du programme (aussi bien techniques que managériales) devra être assurée dans la nouvelle stratégie élaborée par le Projet dans une optique plus inclusive des préoccupations organisationnelles et des rôles des producteurs et de leurs organisations dans les chaines de valeur.

- Décliner et mettre en œuvre les modes opératoires de la stratégie harmonisée avec les contenus, les outils, les ressources et les résultats avec les Partenaires stratégiques
- Former les agents du projet et les personnels des PS en charge des activités d'appuis aux OP à l'approche chaîne de valeur.

Considérant que le PADAER n'a achevé qu'une seule campagne et en phase de préparation d'une seconde, les constats doivent être compris comme des leçons qui doivent soutenir des décisions et actions rapides pour ajuster les approches en vue de confirmer les points de succès et de rectifier certaines stratégies ou pratiques qui pourraient tarder à apporter des résultats. Pour ce faire, il est nécessaire d'apprécier : i) l'état d'avancement du niveau de fonctionnement organisationnel des OP partenaires du projet ; ii) leur compréhension du mécanisme de financement et d'accompagnement pour la transformation et la commercialisation, une revue de la démarche globale et des résultats en du projet en matière de fourniture d'appui aux OP afin de formuler des recommandations à mettre en œuvre par l'équipe du projet et ses partenaires On peut considérer que la dynamique d'appui à la structuration des OP de la zone d'intervention est amorcée : **15.349** personnes (5.471 hommes, 7.748 femmes et 2.130 jeunes) ont été touchées lors des réunions de sensibilisation, 166 organisations de producteurs de base ont déjà bénéficié de micro- projets lors de la première génération sous projets financés et 310 OP sont déjà sélectionnés pour constituer la seconde génération de sous projets. Il faut signaler que ce

nombre va augmenter pour dans les prochains jours, car le CRA de Kolda a prévu de se réunir la semaine prochaine. Le tableau suivant fait le point, par région au moment de la mission des OP et spéculations de deuxième génération/campagne.

Régions	Maïs		Riz		Mil		Niébé		Fonio		total OP
	Nbe OP	Sup. (ha)	Nbe OP	Sup. (ha)	Nbe OP	Sup. (ha)	Nbe OP	Sup. (ha)	Nbe OP	Sup. (ha)	
Kolda	42	525,03	41	525,5	03	21,5	03	8,5			42
Tambacounda	31	1349	82	1549,5	-	-	-	-	-	-	113
Kédougou	71	1072	113	1683	-	-	-	-	17	56	153

Les échanges lors des deux forums avec deux OP dans les villages de Ségou et de Boundoucondi dans la région de Kédougou : Les réunions villageoises déroulées durant la mission ont permis certes d'avoir une perception globale du fait de leur caractère officiel qui a souvent orienté les intervention vers des doléances. Un entretien en focus group avec des leaders d'OP à Kédougou ainsi qu'une revue documentaire ont permis d'améliorer notre compréhension de la dynamique actuelle des organisations.

K. Points de constat et analyse : La faiblesse du niveau organisationnel des OP et les réponses apportées par la démarche du Projet

1. Les OP partenaires du projet rencontrées sont de création récente en tant que GIE (en 2013) et par conséquent on peut considérer qu'elles commencent à s'organiser suite aux formations et les appuis conseils délivrés par le Projet. Ces formations ont surtout été fournies aux leaders membres des bureaux du GIE et aux producteurs –relais qu'ils ont désignés. Elles ont dans leur majorité, formalisé leur statut sous forme de GIE grâce à l'appui fourni par les partenaires stratégiques du projet (DRDR, BAMTAARE, ANCAR et PAPIL) suite à la campagne de sensibilisation devenue une activité permanente pour le PADAER.

2. Les diagnostics des OP et leur exploitation recommandés par la dernière mission pour élaborer des plans d'appui organisationnels aux OP peuvent être diversement appréciés. Leurs résultats ne sont pas parvenues dans les délais au projet pour harmoniser leur exploitation destiné à bâtir un programme d'appui organisationnel comprenant des types d'activités et des outils adaptés aux besoins émanant de ces études diagnostics. A La revue des rapports de diagnostic, l'exercice conduit par un partenaire stratégique pendant une journée et ½ ressemble plus à une initiation à l'organisation, les obligations, droits et devoirs des leaders et des membres. **Les rapports des DIP de Kédougou (datés de janvier 2014) et Kolda (datés de Septembre 2014) nous semblent difficilement exploitables dans leur présentation et dans leurs contenus. Le rapport Diagnostic des cinq communes de Tamba regroupant 46 OP, parvenu au PADAER en mars 2015, semble la plus fournie en terme de résultats d'une analyse des OP dans leur dynamiques associative, productive et dans les services rendus à leurs membres et également dans les propositions de renforcement. On a observé qu'il y a autant de partenaires stratégiques que de démarches, d'outils et de reporting des appuis. Cette situation n'autorise pas une appréciation professionnelle des progrès enregistrés en matière d'amélioration du niveau organisationnel et managérial des organisations de base, communales ou faitières. Un manque de**

mutualisation des appuis entre les PS qui ont la même cible est une limite dans ce domaine.

3. Les diagnostics et l'exploitation des fiches de sous projets recommandé par la dernière mission ont permis au Projet de formuler de nouvelles fiches plus adaptées au contexte et de formuler un plan opérationnel de structuration des OP. La stratégie d'autonomisation des OP formulée par le Projet en Décembre 2014, donc après les rapports des études qui leur sont parvenues, a exploité les résultats et les approches déjà opérées par les PS. En plus un modèle de caractérisation du niveau de structuration des OP a été adopté sur la base de variables relatifs à la gouvernance et le leadership, le niveau de productivité et les services rendus aux membres. **Ce document, finalisé en Mai 2015, n'a pas connu d'application sur le terrain après une mutualisation avec les PS.**

4. Les appuis qui ont été fournis aux OP et à leurs relais sont largement dominés par les formations relatives aux itinéraires techniques pour les cultures ou l'aménagement des surfaces à cultiver en vue d'accroître leur production. Les résultats enregistrés dans l'accroissement des productions à l'hectare malgré un hivernage difficile illustre la pertinence des ces formations techniques et des aménagements et l'engagement des OP. Les formations techniques qui ont été apparemment largement fournies ont été dissociées des appuis/renforcement organisationnels qui doivent soutenir l'application de ces connaissances et aménagements dédiées à l'amélioration de la production. En effet, **le lien entre l'amélioration de la technicité de production et l'accroissement de la performance organisationnelle pour soutenir la production, la transformation et la commercialisation n'a pas fait l'objet d'appui.** Cette dissociation ne favorise pas la compréhension pratique par le producteur de la chaîne valeur et de tous les aspects dont il faut tenir compte pour assurer la sécurité alimentaire du ménage et les possibilités d'accroître ses bénéfices pour produire de la richesse. Par conséquent, la demande d'appui post production et à la commercialisation est forte alors qu'elle devait être considérée voire résolue avant les investissements productifs. **Il semble, à la lecture des rapports, que les appuis à l'organisation des OP ont été effectués en marge des activités liées à la production. Les modules de formation ne semblent pas avoir été adaptés au contexte du PADAER pour assurer un renforcement fonctionnel.**

5. Par contre, les appuis ou formations dédiées au renforcement organisationnel et managérial des OP n'ont pas été suffisantes ou pas délivrées aux cibles spécifiques. Les leaders et les membres rencontrés ont expressément demandé un renforcement de leurs organisations. Cette demande exprimée ne peut être résolue si le projet lui-même ne s'organise pas pour les appuyer à analyser et à formuler de façon plus spécifique ce besoin en lui donnant un contenu utile pour elles. **Il s'agit d'un premier moment d'appui pour la formulation des contraintes et des solutions pour la prise en charge ensemble des besoins exprimés.**

6. Les leaders des OP rencontrés à Kédougou (deux femmes et quatre hommes) s'accordent sur leurs limites organisationnelles. Généralement, les organisations existent sur le papier (*organisation dans la valise*, selon leurs termes) et sans vitalité : les réunions des instances ne se tiennent pas, les bureaux sont quasi inexistantes, les membres ne s'acquittent pas de leurs cotisations ; Les présidents sont souvent les seuls actifs de ces jeunes OP. Les raisons de cette situation sont diversement appréciées. Pour le Projet les leaders ne restituent pas à leurs membres les connaissances acquises lors des formations dispensées à l'échelle communale ou régionale. Selon les leaders c'est un manque de temps de leur part car ils sont impliqués dans plusieurs activités et aussi la difficulté de rassembler tous leurs membres de manière régulière. Selon eux, les OP à la base sont relativement plus organisées que celles qui sont au niveau communal et régional. Les membres des OP à la base sont dans les mêmes villages et sont favorisés par la proximité et aussi pas la présence d'un relais associé aux activités organisationnelles. Il faut noter que **cette obligation de restituer ou de rendre compte doit**

faire partie des obligations des leaders vis-à-vis de leurs bases d'une part et aussi que le transfert d'une connaissance nouvelle acquise demande une capacité que les leaders n'ont pas à priori.

7. Les Op rencontrées ont une bonne compréhension du mécanisme d'appui du projet et ont été capable aussi de l'expliquer par leur expérience actuelle ou antérieure. L'utilité de la forme juridique du GIE incluse dans les sessions de renforcement est également reconnue. L'augmentation du portefeuille qui va vers un doublement des sous projets et l'engagement des bénéficiaires de la première génération de subvention est une illustration de l'appropriation de l'approche du projet. Ce constat positif devra être mis à profit pour améliorer la démarche du Projet en matière d'inclusion des OP. **Le renforcement des capacités d'une organisation ne peut pas être dissocié de sa vision et de ses activités.**

8. Les activités de mise en relation des OP avec les Opérateurs de marché restent timides en général. Mais dans la région de Matam un dynamisme est noté. 268 demandes d'appui sont élaborées dont 214 pour le couple OP/OM, 25 pour les Unités Pastorales (UP) et 29 pour la création de PME, 35 plans d'affaires élaborés pour la création de 110 emplois dont 45 pour les femmes. Dans le but d'arriver à mieux insérer le secteur privé local dans la chaîne de valeur riz et maximiser les opportunités de contractualisation entre commerçants et producteurs, le PADAER a tenu un atelier de coaching financier et commercial afin de raffermir les relations d'affaires entre tous les acteurs engagés dans la collecte, la transformation et la commercialisation du riz paddy. Cette opération a permis d'une part de commercialiser 1 000 tonnes de riz de la rizerie de Matam et recueillir des intentions d'achat de 2 500 tonnes au profit de l'union des casiers rizicoles de kobilo. Ces expériences sont porteuses de leçons qui doivent être partagées avec les autres antennes pour réaliser des sauts qualitatifs dans ce domaine.

L. RECOMMANDATIONS

Elles sont relatives à l'amélioration de la performance du projet en matière de sensibilisation pour une meilleure appropriation de l'approche du Projet par les OP, de structuration et de renforcement des capacités de ces organisations.

- 1. Effectuer la revue et la mise en œuvre immédiate du Plan d'appui élaborée par le projet en Mai 2015.** L'opérationnalisation de ce plan devra être déclinée dans son contenu en revisitant pour l'action, avec les PS, leurs projections contenues dans les protocoles et leurs méthodes d'animation. Le contenu des appuis/formation des OP de première génération et leurs relais peut être défini dans un court délais, avec les partenaires stratégiques qui auront identifié les Conseillers/agents dédiés à cette activité. Le projet et ses PS pourront ainsi bénéficier des leçons tirées de l'accompagnement de la première génération pour effectuer des sauts qualitatifs pour les OP de deuxième génération

La programmation des activités devrait être mensuelle pour permettre de suivre et d'apprendre de la mise en œuvre, rectifier au fur et à mesure et rattraper les retards dans la mise en œuvre du projet.

- 2 Faire le coaching des activités d'appui aux OP conduites par les Partenaires Stratégiques** : Plusieurs actions recommandées par la mission de supervision précédente sont amorcées. Toutefois, il convient, pour un souci de cohérence et d'efficacité de mettre en place un mécanisme de travail pour lancer les activités dédiées aux OP et qui les confirme en tant que *porte d'entrée du Projet*. Ceci évitera de séparer

la mise en œuvre des les activités de renforcement technique de celles relevant des appuis organisationnels

- 3 Compléter les protocoles liant le projet aux partenaires stratégiques en charge des activités relatives à l'appui aux OP.** L'activité d'animation pour le renforcement des capacités des OP est citée dans la liste des tâches dévolues au PS qui ont chacun réalisé des activités dans le domaine. Seulement, elle a été souvent dissociée des réalisations techniques alors que ces dernières doivent être les « prétextes » et motivations concrètes pour un **renforcement fonctionnel des OP**. Les rapports soumis sont quelquefois imprécis sur les contenus et les supports/modules déroulés et ne fournissent pas d'information sur les modalités de suivi des formations/appuis délivrés. Les protocoles doivent être complétés par des documents de travail technique (cahier de charges) qui décrit, en matière de renforcement organisationnel et de gestion des OP, l'activité, la méthodologie, les outils/soutiens (modules à appliquer ou à développer), les ressources humaines adéquates dédiées à l'ingénierie sociale, les résultats et le chronogramme pour soutenir la réalisation du protocole et son mécanisme d'évaluation annuelle ou semi annuelle. Aussi un chronogramme pour chaque région en terme de semaine sera validé par le responsable de la composante du PADAER afin d'assurer le suivi/coaching rapproché de l'évolution des activités.
- 4 Systématiser et harmoniser la méthodologie de diagnostics** pour la deuxième génération d'OP du point de vue des outils et supports, de la composition des équipes, de la durée et des résultats visés afin d'obtenir des produits utiles à la définition et la conduite des plans de renforcements concertés avec les OP. La catégorisation des OP est effectuée dans les documents mais leur finalité en termes de traduction en appuis différenciés selon les OP et les zones d'intervention reste à préciser et à mettre en œuvre. ***Le croisement entre les résultats d'un Diagnostic et les données contenues dans la fiche de sous projet et l'auto évaluation effectuée par le PADAER doit déterminer le contenu des activités de renforcement des OP.***
- 5 Planifier une formation sur mesure sur l'approche chaîne de valeur pour toute l'équipe.** Le projet et les PS ne peuvent pas faire l'économie de l'inclusion de la démarche de la chaîne de valeur dans leur appui aux OP. L'appui à la structuration et le renforcement des capacités des OP à la base et des faitières ne doit pas être déconnectée des réalisations physiques, de l'amélioration des capacités de production, de l'accès à la subvention, la facilitation des partenariats avec les IMF, les transformateurs et les Opérateurs de Marchés. Dans cette perspective, la facilitation du partenariat avec la firme privée Bio Essence peut être une opportunité pour réussir, avec les 2012 membres de son réseau associatif de femmes une inclusion d'un nombre significatif de formatrices et de jeunes actifs dans les activités en amont, (fourniture du produit brut par la cueillette de la filière d'exploitation du baobab par exemple) une opération de transformation et de commercialisation au bénéfice des OP.

- 6 Actualiser les supports de la campagne de sensibilisation.** La sensibilisation devra être soutenue par de nouveaux supports culturellement adaptés et basés sur les leçons et succès issus de la première campagne. Les messages délivrés par les PS et autres opérateurs locaux dans chaque région gagneront à être travaillés et harmonisés avec le Projet. La collaboration avec l'expert KM et Communication sera indispensable pour trouver de nouveaux supports (théâtre, films pédagogiques, témoignages, journées portes ouvertes, Spécial campagne jeunesse etc...) adaptés aux cibles visés surtout les femmes et les jeunes. Les jeunes et les femmes doivent être particulièrement ciblés avec des messages qui les sensibilisent à l'entrepreneuriat avec des expériences réussies. Il s'agit de susciter l'intérêt pour l'entrepreneuriat et de susciter/soutenir les initiatives des jeunes dans les maillons de la chaîne de valeur.
- 7 Améliorer le système d'information et les échanges internes.** Le système de recueil de données relatives aux activités de formation et d'animation des OP devra être mis en place pour la génération d'une information quantitative fiable. L'adoption d'un format unifié de reporting selon les activités pourra faciliter le recueil et la systématisation de l'information pour l'action. Ces données servent de base pour concevoir des modules de formation sur mesure et de faire des évaluations qualitative et quantitative des progrès et des impacts. Au besoin, une assistance technique sera mobilisée pour la saisie des informations destinées à renseigner à temps la base de données.

DT 2: Documents administratifs et financiers

PADAER/DOCUMENTS DE TRAVAIL

1. Exécution du PTBA 2014 au 31/12/2014 (par bailleur, par composante et par catégorie)
2. Exécution du PTBA 2015 au 30/04/2015 (par bailleur, par composante et par catégorie)
3. Tableaux des engagements au 30/06/2015 et au 30/09/2015
4. Reconstitution du compte désigné FIDA au 30/04/2015
5. Reconstitution du compte désigné FFE au 30/04/2015
6. Trésorerie au 30/04/2015
7. Dettes du projet au 30/04/2015
8. Situation des virements de fonds au profit des antennes au 30/04/2015
9. Subventions d'équipements octroyées pour les antennes de Kédougou, de Kolda et Tambacounda
10. Subventions en intrants mises à disposition par Bamtaré dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda
11. Contrepartie au 30/04/2015
12. Situation de la contribution des bénéficiaires par antenne et par nature de subvention au 30/04/2015 en FCFA.
13. Registre des DRF au 30/04/2015 FIDA
14. Registre des DRF au 30/04/2015 FFE
15. Registre des contrats au 30/04/2015
16. Situation de l'exécution du PPM au 30/04/2015
17. Situation des conventions et protocoles
18. Tableau du personnel au 30/04/2015
19. Tableau des ECD au 30/04/2015
20. Liste des immobilisations acquises sur les ressources du PADAER au 30/04/2015
21. Suivi des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision
22. Évaluation financière lors de la supervision au 30/04/2015 : annexes II, III et IV

PADAER PTBA 2014 AU 31 DECEMBRE 2014 (FCFA)

BAILLEURS

Libellés	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
FIDA	1 793 892 833	54,02%	1 725 829 793	57,81%	96,21%
FONDS FIDUCIAIRES	1 041 705 000	31,37%	1 010 404 065	33,85%	97,00%
ETAT	422 619 550	12,73%	217 802 514	7,30%	51,54%
Bénéficiaires	62 345 000	1,88%	31 182 357	1,04%	50,02%
TOTAL	3 320 562 383	100%	2 985 218 729	100%	89,90%

PADAER PTBA 2014 AU 31 DECEMBRE 2014 (FCFA)

COMPOSANTE

	FCFA		
	DU 01/01/2014 AU 31/12/2014		
	Prévisions	Réalisation	Taux
Amélioration de l'offre de produits agricoles	2 094 601 440	1 811 665 680	86,49%
Valorisation et mise en marchés	121 354 740	75 357 593	62,10%
Coordination, SE, Gestion des savoirs et genre	1 104 606 203	1 098 195 456	99,42%
TOTAUX	3 320 562 383	2 985 218 729	89,90%

PADAER PTBA 2014 AU 31 DECEMBRE 2014 (FCFA)

CATEGORIE

Catégories	Prévisions		Réalisations		Taux %
	Montants	%	Montants	Taux %	
Catégorie I : Génie civil et Rural	1 451 533 300	43,71%	1 339 284 361	44,86%	92,27%
Catégorie II : Equipements, intrants et moyens de transport	542 611 200	16,34%	450 657 758	15,10%	83,05%
Catégorie III : Etudes, formation, information et assistance technique	753 169 550	22,68%	591 431 372	19,81%	78,53%
Catégorie IV : prestations de services	28 320 000	0,85%	11 668 497	0,39%	41,20%
Catégorie V : Salaires et indemnités	424 480 333	12,78%	482 927 620	16,18%	113,77%
Catégorie VI : Entretien et fonctionnement	120 448 000	3,63%	109 249 121	3,66%	90,70%

Total	3 320 562 383	100%	2 985 218 729	100,00%	89,90%
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------	---------------

PADAER PTBA 2015 AU 30 AVRIL 2015 (FCFA)

BAILLEURS

BAILLEURS	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
FIDA	2 560 877 095	57,33%	718 831 276	67,60%	28,07%
FONDS FIDUCIAIRES	1 121 558 723	25,11%	271 028 401	25,49%	24,17%
ETAT	535 500 277	11,99%	73 461 205	6,91%	13,72%
Bénéficiaires	248 849 955	5,57%		0,00%	0,00%
TOTAL	4 466 786 050	100%	1 063 320 882	100%	23,81%

COMPOSANTES

COMPOSANTES	Prévisions	Réalisation	Taux
Amélioration de l'offre de produits agricoles	2 991 470 294	517 461 350	17,30%
Valorisation et mise en marchés	528 746 200	193 290 178	36,56%
Coordination, SE, Gestion des savoirs et genre	946 569 556	352 569 354	37,25%
TOTAL	4 466 786 050	1 063 320 882	23,81%

CATEGORIES

CATEGORIES	Prévisions		Réalisations		Taux %
	Montants	%	Montants	Taux %	
Catégorie II : Génie civil et Rural	2 415 938 894	54,09%	631 316 904	59,37%	26,13 %
Catégorie II : Equipements, intrants et moyens de transport	1 008 615 000	22,58%	102 557 342	9,65%	10,17%
Catégorie III : Etudes, formation, information et assistance technique	381 734 956	8,55%	148 747 032	13,99%	38,97%
Catégorie IV : prestations de services	47 790 000	1,07%			
Catégorie V : Salaires et indemnités	475 840 000	10,65%	157 933 960	14,85%	33,19%
Catégorie VI : Entretien et fonctionnement	136 867 200	3,06%	22 765 644	2,14%	16,63%
TOTAL	4 466 786 050	100%	1 063 320 882	100,00%	23,81%

PADAER :

ENGAGEMENTS AU 30/06/2015 (FCFA)

	Engagements
Engagements investissement	
Engagements au 30/06/2015	
Contrats signés à exécuter au plus tard 30/09/2015	
Elaboration gestion des savoirs- Afrique Communication	5 000 001
Flotte téléphonique - TIGO	5 859 000
Contrôle travaux rehabilitation Matam - Dairou DIALLO	3 305 014
Supports de communication - Touré Equipements	27 867 000
Contrôle travaux Kédougou - Diéré DIEDHIOU	2 922 675
Parcs a vaccination - GIE Orientale vision	20 405 004

Parcs a vaccination - Groupe Synergie Système	19 725 632
4 magasins de stockage - Groupe Synergie Système	17 423 963
Construction antenne Matam - Groupe Synergie Système	26 211 000
Parcs a vaccination - Ets Cherif SEYE	23 575 489
Construction antenne Kédougou - Ets Cherif SEYE	19 553 674
Etude APD Kédougou - Goulé GUEYE	2 350 000
Opérateur contrôle travaux Kédougou - Soterco/SAED Mali	21 990 000
Opérateur contrôle travaux Kolda - Hydronat	25 102 125
Opérateur contrôle travaux Tambacounda - Cabinet IDEV-IC Dakar	27 141 000
Fourniture copieur - Burotic diffusion	897 840
Cabinet modeste envergure Etude contrôle Kolda - Hydronat	24 850 000
Evaluation environnementale - Cabinet IDEV-IC Dakar	34 940 000
Construction châteaux d'eau - Gadec services	63 130 521
Elaboration note de gestion - Kédougou - Goulé GUEYE	4 150 000
Elaboration note de gestion - Matam - Mamadou DIONE	3 800 000
Construction antennes et abreuvoirs - GIE Orientale vision	117 821 908
Construction antennes et abreuvoirs - RN 80	91 947 056
Construction antennes et abreuvoirs - GREEN GC	59 218 425
Elaboration note de gestion - Tambacounda - Saliou MBODJI	3 300 000
Elaboration note de gestion - Kolda - Cheikhou GASSAMA	4 275 000
Fourniture chargeurs copieur - Burotic diffusion	2 888 463
Fourniture matériel - Burotic diffusion	9 335 334
Bamtaré intrants	1 700 029 396
TOTAL INVESTISSEMENTS FIDA	2 369 015 520
Engagements fonctionnement	
Engagements au 30/06/2015	
Salaires	75 448 166
Fonctionnement mai à juin 2015	14 400 000
TOTAL FONCTIONNEMENT FIDA	89 848 166
TOTAL 1 FIDA	2 458 863 686
Engagements fonds fiduciaires au 30/09/2015	
Bamtaré aménagements Kolda	541 722 720
Bamtaré aménagements Tambacounda	122 828 769
Bamtaré aménagements Kédougou	203 131 161
TOTAL 2 INVESTISSEMENTS FFE	867 682 650
TOTAL GENERAL	3 326 546 336

PADAER

ENGAGEMENTS AU 30/09/2015 (FCFA)

	Engagements
Engagements investissement	
Engagements au 30/09/2015	
Contrats signés à exécuter au plus tard 30/09/2015	
Elaboration gestion des savoirs- Afrique Communication	5 000 001
Flotte téléphonique - TIGO	5 859 000
Contrôle travaux rehabilitation Matam - Dairou DIALLO	3 305 014
Supports de communication - Touré Equipements	27 867 000
Contrôle travaux Kédougou - Diéré DIEDHIOU	2 922 675
Parcs a vaccination - GIE Orientale vision	20 405 004
Parcs a vaccination - Groupe Synergie Système	19 725 632
4 magasins de stockage - Groupe Synergie Système	17 423 963
Construction antenne Matam - Groupe Synergie Système	26 211 000
Parcs a vaccination - Ets Cherif SEYE	23 575 489
Construction antenne kédougou - Ets Cherif SEYE	19 553 674
Etude APD Kédougou - Goulé GUEYE	2 350 000
Opérateur contrôle travaux Kédougou - Soterco/SAED Mali	43 980 000
Opérateur contrôle travaux kolda - Hydronat	50 204 250
Opérateur contrôle travaux Tambacounda - Cabinet IDEV-IC Dakar	54 282 000
Fourniture copieur - Burotic diffusion	897 840
Cabinet modeste envergure Etude contrôle Kolda - Hydronat	24 850 000
Evaluation environnementale - Cabinet IDEV-IC Dakar	34 940 000
Construction châteaux d'eau - Gadec services	63 130 521
Elaboration note de gestion - Kédougou - Goulé GUEYE	4 150 000
Elaboration note de gestion - Matam - Mamadou DIONE	3 800 000
Construction antennes et abreuvoirs - GIE Orientale vision	235 643 816
Construction antennes et abreuvoirs - RN 80	183 894 112
Construction antennes et abreuvoirs - GREEN GC	118 436 850
Elaboration note de gestion - Tambacounda - Saliou MBODJI	3 300 000
Elaboration note de gestion - Kolda - Cheikhou GASSAMA	4 275 000
Fourniture chargeurs copieur - Burotic diffusion	2 888 463
Fourniture matériel - Burotic diffusion	9 335 334
Bamtaré intrants	1 700 029 396
TOTAL INVESTISSEMENTS FIDA	2 712 236 034
Engagements fonctionnement	
Engagements au 30/09/2015	
Salaires	188 620 415
Fonctionnement mai à septembre 2015	36 000 000
TOTAL FONCTIONNEMENT FIDA	224 620 415

TOTAL 1 FIDA	2 936 856 449
Engagements fonds fiduciaires au 30/09/2015	
Bamtaré aménagements Kolda	812 584 080
Bamtaré aménagements Tambacounda	184 243 154
Bamtaré aménagements Kédougou	304 696 741
TOTAL 2 INVESTISSEMENTS FFE	1 301 523 974
TOTAL GENERAL	4 238 380 423

TABLEAU DES INVESTISSEMENTS DU PAPIL A CONSOLIDER

<i>SITE</i>	<i>NATURE</i>	<i>CONSISTANCE DES INTERVENTIONS</i>	<i>COUT ESTIMATIF</i>
DAR SALAM	Périmètre horticole	Dotation en GMP de 350m3/h HMT 18 m	10 000 000
KABATENGUINDA	Périmètre horticole	Dotation en GMP de 350m3/h HMT 18 m	10 000 000
AFIA DANDE MAYO	Périmètre horticole	Consolidation cloture extension , Equipement en GMP de 100 m3/ha HMT 18m	5 000 000
SOUCOUTA	Périmètre horticole	Equipement en GMP de 100 m3/ha HMT 18m et cloture	6 500 000
NAFADJI	Périmètre horticole	Réalisation de 2 bassin de 50 m3 et GMP de 100 m3/h	5 400 000
THIABE CARE	Périmètre horticole	Réalisation 10 bassins et tuyauterie	5 500 000
PIV	Périmètre rizicole	Réalisation de 4 ouvrages de régulation et réhabilitation parcelles	6 000 000
TRACTEURS	Travail du sol	2 Faucheuse, 2 Batteuse , 2 trémis et 2remorque	56 000 000
TOTAL			104 400 000

NB:L'appui en facteurs de productionsne change pas et suit la dynamique du PADER

	TOTAL	800 000 000
12. DATE	SIGNATURE :	
Certifié par le Coordonnateur	Le Responsable Administratif et Financier	

Ngagne MBAO

El-hadji Samba Diène TEW

PADAER/ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL AU 30 AVRIL 2015 (FFE)

Titre du projet : Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural (PADAER)

Prêt du FIDA n° : E- 2 - SN du 12 octobre 2011

NUMERO DE COMPTE : COMPTE SPECIAL n° **SN011 01005 02200711029.2 RIB 42**

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	CFA	350 000 000
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	CFA	
3. EQUIVAUT AU MONTANT ACTUEL NON REMBOURSE AVANCE SUR LE COMPTE SPECIAL (1 MOINS 2)	CFA	350 000 000
4. SOLDE DU COMPTEDESIGNE TELQUE FIGURANT SUR LE RELEVÉ BANCAIRE EN DATE DU : 30/04/2015	CFA	9 983 620
5. PLUS : SOLDE DU COMPTE RELAIS	CFA	276 143 334
		276 143 334
Sous Total de 5 :		
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES. DES COMPTES DE PROGRAMME . DES SOUS-		
COMPTES ET DISPONIBILITES (4 +5) :	CFA	286 126 954
6. PLUS : MONTANT TOTAL FIGURANT DANS LA DRF	CFA	
7. PLUS : MONTANT TOTAL RETIRE DU COMPTE SPECIAL/COMPTE DE PROGRAMME ET NON ENCORE SOLLICITE (=3-4-5-8-11)		
MOTIF : Montant éligible pour lequel une demande de décaissement n' a pas encore été préparée : en attente de soumission	CFA	63 873 046
8. PLUS : MONTANT SOLLICITES DANS DES DEMANDES ANTERIEURES MAIS NON ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET RECLAMES APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE		
SOUS-TOTAL DES DEMANDES ANTERIEURES NON ENCORE CREDITEES	CFA	0
9. MOINS INTERÊTS ECHUS	CFA	0,00
10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE COMPTABILISEE (n°4 à n°9)	CFA	350 000 000
11. EXPLICATION DE LA DISCORDANCE EVENTUELLE ENTRE LE TOTAL INDIQUE A LA RUBRIQUE n° 3 ET CELUI INDIQUE A LA RUBRIQUE n°10		

TOTAL		350 000 000
12. DATE	SIGNATURE :	
Certifié par le Coordonateur	Le Responsable Administratif et Financier	

Ngagne MBAO

El-hadji Samba Diène TEW

PADAER/TRESORERIE DISPONIBLE AU 30/04/2015 (FCFA)

Libellé	FIDA	FFE	TOTAUX
Soldes banques au 30/04/2015			
compte désigné FIDA CNCAS Dakar	6 754 100		6 754 100
compte relais FIDA CNCAS Tambacounda	101 840 550		101 840 550
sous compte FIDA CNCAS Kolda	15 003 548		15 003 548
sous compte FIDA CNCAS Kédougou	1 597 819		1 597 819
sous compte FIDA CNCAS Matam	11 600 505		11 600 505
compte désigné FFE SGBS DAKAR		9 983 620	9 983 620
compte Relais FFE SGBS Tambacounda		276 143 334	276 143 334
TOTAL 1	136 796 522	286 126 954	422 923 476
Soldes caisses au 30/04/2015			-
caisse UCP/FIDA	1 185 995		1 185 995
caisse Kolda/FIDA	1 010 170		1 010 170
caisse Kédougou/FIDA	1 165 800		1 165 800
caisse Matam/FIDA	878 240		878 240
TOTAL 2	4 240 205	-	4 240 205
			-
TOTAUX	141 036 727	286 126 954	427 163 681

PADAER/DETTES DU PROJET AU 30/04/2015 (FCFA)

DESIGNATION	MONTANT
-------------	---------

SDE Facture DU 15/04/2015	181 607
LE SOLEIL facture PUB 116625	166 320
LE SOLEIL facture PUB 117008	166 320
LE SOLEIL facture PUB 116566	166 320
Réhabilitation DRDR Matam	1 375 000
SOUS TOTAL 1	2 055 567
IPRES du mois d'avril 2015	1 794 647
CSS du mois d'avril	211 680
VRS du mois d'avril 2014	7 356 794
SOUS TOTAL 2	9 363 121
TOTAL	11 418 688

PADAER

SITUATION DES VIREMENTS DE FONDS AU PROFIT DES ANTENNES AU 30/04/15 (FCFA)

DATE	INTITULE	INFO BANQUE	MONTANT EN FCFA	MONTANT JUSTIFIE	RESTE A JUSTIFIER (Montants non encore dépensés)
------	----------	-------------	-----------------	------------------	--

KEDOUGOU COMPTE N° SN048 33001 000105510101 RIB 65 IBAN 81

31/07/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	1 615 000	1 615 000	
28/08/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	4 160 000	4 160 000	
24/09/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	7 118 000	7 118 000	
05/12/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	34 795 000	34 795 000	
14/02/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	11 797 373	11 797 373	
12/04/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	19 108 000	19 108 000	
10/07/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	74 350 080	74 350 080	

26/12/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	26 432 000	26 432 000	
18/03/2015	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kédougou	Virement	8 325 000	5 561 381	2 763 619
SOUS - TOTAL I			187 700 453	184 936 834	2 763 619

MATAM COMPTE N° SN048 05001 000105510101 RIB 49 IBAN 62

22/08/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Matam	Virement	3 035 140	3 035 140	
24/09/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Matam	Virement	1 145 000	1 145 000	
27/11/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Matam	Virement	4 746 000	4 746 000	
01/04/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Matam	Virement	8 000 000	8 000 000	
15/09/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Matam	Virement	14 660 000	14 660 000	
11/03/2015	Virement en faveur du sous compte CNCAS Matam	Virement	17 277 000	4 798 255	12 478 745
SOUS - TOTAL II			48 863 140	36 384 395	12 478 745

KOLDA COMPTE N° SN048 06001 000105510101 RIB 24

29/08/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	5 885 800	5 885 800	
24/09/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	8 305 000	8 305 000	
28/11/2013	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	43 039 900	43 039 900	
01/04/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	10 507 000	10 507 000	
09/07/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	36 061 200	36 061 200	
16/09/2014	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	8 431 000	8 431 000	
23/01/2015	Virement en faveur du sous compte CNCAS Kolda	Virement	26 069 000	10 055 282	16 013 718
SOUS - TOTAL III			138 298 900	122 285 182	16 013 718
TOTAL GENERAL I + II + III + IV			374 862 493	343 606 411	31 256 082

**PADAER : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS OCTROYEES POUR LES OP : (FCFA)
 CAMPAGNE 2014-2015**

ANTENNES	MONTANTS
KEDOUGOU	74 182 138
TOTAL 1	74 182 138
KOLDA	35 551 000
TOTAL 2	35 551 000
TAMBACOUNDA	62 169 997
TOTAL 3	62 169 997
MATAM	-
TOTAL 4	-
TOTAL GENERAL	171 903 135

**PADAER : SUBVENTIONS D'INTRANTS MISES A DISPOSITION PAR BMTARE DANS LES REGIONS DE KOLDA,
KEDOUGOU ET TAMBACOUNDA: F CFA
CAMPAGNE 2014-2015**

	Semences maïs	Semences riz	NPK	UREE	HERBICIDE	TOTAUX
KOLDA	1 022 400	10 497 500	40 116 350	27 060 750	2 717 000	81 414 000
KEDOUGOU	2 379 600	12 346 000	47 028 852	31 711 095	6 274 750	99 740 297
TAMBACOUNDA	6 348 000	1 520 000	55 459 150	37 342 125		100 669 275
TOTAL	9 750 000	24 363 500	142 604 352	96 113 970	8 991 750	281 823 572

**PADAER : SUBVENTIONS D'INTRANTS MISES A DISPOSITION PAR BMTARE DANS LES REGIONS DE KOLDA,
KEDOUGOU ET TAMBACOUNDA: F CFA
CAMPAGNE 2015-2016**

	Semences maïs	Semences riz	FONIO	MIL	NIEBE	TOTAUX
KOLDA	409 734 305	409 734 305	2 548 000	21 312 500	4 000 000	847 329 110
KEDOUGOU	133 198 536	225 193 690	3 312 400			361 704 626
TAMBACOUNDA	205 212 617	285 783 043				490 995 660
TOTAL	748 145 458	917 711 038	5 860 400	21 312 500	4 000 000	1 700 029 396

PADAER/Contrepartie de l'Etat au 30/04/2015 (FCFA)

	Prévisions			Réalizations			% réalisations de la période		
	Nationaux	Taxes	TOTAL	Nationaux	taxes	TOTAL	Nationaux	Taxes	TOTAL
Exercice 2013		125 831 700	125 831 700		89 245 201	89 245 201		70,92%	70,92%
Exercice 2014	23 500 000	399 119 550	422 619 550	21 798 500	196 004 014	217 802 514	92,76%	49,11%	51,54%
Exercice 2015	31 803 200	503 697 077	535 500 277	3 934 400	69 526 805	73 461 205	12,37%	13,80%	13,72%
TOTAUX	55 303 200	1 028 648 327	1 083 951 527	25 732 900	354 776 020	380 508 920	46,53%	34,49%	35,10%

PADAER

Contribution bénéficiaires au 30/04/2015

	Nature subvention	Montant	Part FIDA intrants: 90%	Part Etat intrants : 10 %
Kolda	Intrants	81 414 000	73 272 600	8 141 400
Kédougou	Intrants	99 740 297	89 766 267	9 974 030
Kédougou	Aménagement PISO			3 000 000
Tambacounda	Intrants	100 669 275	90 602 348	10 066 928
TOTAUX		281 823 572	253 641 215	31 182 357

PADAER/REGISTRE DES DRF AU 30 AVRIL 2015 EN F CFA : PRET FIDA

N°	TYPE	DATE	CATEGORIES							TOTAL	MONTANT PAYE	ECART	DATE PAIEMENT
			I Réhab locaux	II Equip et MT	III Form, E et AT	IV Fonds d'appui	V Salaires et Ind	VI Entret et fonct	Avances Autorisées				
1	DI	20/03/2012							98 393 550	98 393 550	98 393 550	0	11/05/2012
2	DI	10/06/2013							701 606 450	701 606 450	701 606 450	0	21/06/2013
3	DPD	24/09/2013		145 431 500						145 431 500	145 431 500	0	11/10/2013
4	DRF	04/12/2013	10 727 430	1 680 000	88 725 164	3 848 132	177 847 945	20 848 165		303 676 836	303 676 836	0	07/01/2014
5	DRF	06/02/2014	37 500 222	50 586 000	227 701 609	5 861 002	72 340 320	16 986 678		410 975 831	410 975 831	0	17/03/2014
6	DRF	11/04/2014	4 956 157	112 163 349	57 700 425	3 155 930	74 375 717	14 758 425		267 110 003	267 110 003	0	21/05/2014
7	DPD	11/04/2014	48 875 000							48 875 000	48 875 000	0	21/05/2014
8	DRF	23/05/2014	28 806 503	11 503 500	153 612 161	2 705 079	73 244 095	19 097 402		288 968 740	288 968 740	0	18/06/2014
9	DRF	25/07/2014	27 470 249	810 000	94 246 362		96 366 379	13 975 873		232 868 863	232 868 863	0	15/09/2014
10	DRF	26/09/2014	4 750 762	13 564 071	40 313 853		76 684 477	20 312 521		155 625 684	155 625 684	0	29/10/2014
11	DRF	05/12/2014	73 826 776	22 468 280	132 789 511		112 157 818	23 269 038		364 511 423	364 511 423	0	31/12/2014
12	DPD	31/12/2014		253 641 216						253 641 216	253 641 216	0	23/01/2015
13	DRF	12/02/2015	91 900 166	125 290 095	84 692 759	725 659	83 323 974	13 326 414		399 259 067	399 259 067	0	18/03/2015
14	DRF	19/03/2015	80 155 355	28 352 412	56 026 870		45 251 228	5 722 483		215 508 348	215 508 348	215 508 348	
TOTAL			408 968 620	765 490 423	935 808 714	16 295 802	811 591 953	148 296 999	800 000 000	3 886 452 511	3 670 944 163	215 508 348	

DRF 15 en prép		30/04/2015	297 764 466	3 068 775	61 669 737		70 909 689	9 992 858		443 405 525		443 405 525
TOTAL GL			706 733 086	768 559 198	997 478 451	16 295 802	882 501 642	158 289 857	800 000 000	4 329 858 036	3 670 944 163	658 913 873

REGISTRE DES DRF AU 30 AVRIL 2015 EN FCFA : PRET FFE

N°	TYPE	DATE	CATEGORIES							TOTAL	MONTANT PAYE	ECART	DATE PAIEMENT
			I Génie Civil et Rural	II Equip et MT	III Form, E et AT	IV Prest de services	V Salaires et Ind	VI Entret et fonct	Avances Autorisées				
1	DI	20/03/2012							350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	24/07/2013
2	DPD	07/05/2014	95 878 581							95 878 581	95 878 581	0	26/06/2014
3	DPD	07/05/2014	197 932 000							197 932 000	197 932 000	0	26/06/2014
4	DPD	14/05/2014	153 471 890							153 471 890	153 471 890	0	26/06/2014
5	DPD	30/05/2014	63 911 375							63 911 375	63 911 375	0	30/06/2014
6	DPD	02/06/2014	174 369 900							174 369 900	174 369 900	0	24/07/2014
7	DPD	05/11/2014	225 141							225 141 235	225 141 235	0	04/12/2014
8	DRF	14/11/2014	81 365							81 365 779	81 365 779	0	04/12/2014
9	DPD	19/03/2015	225 141							225 141 235	225 141 235	0	29/04/2015
										0		0	
										0		0	
										0		0	
										0		0	
										0		0	
TOTAL			1 217 211 995	0	0	0	0	0	350 000 000	1 567 211 995	1 567 211 995	0	

	Dépense en attent	30/04/2015	63 873 046							63 873 046		63 873 046	
TOTAL GL			1 281 085 041	0	0	0	0	0	350 000 000	1 631 085 041	1 567 211 995	63 873 046	

PADAER : REGISTRE DES CONTRATS DE 2013 AU 30/04/2015 EN F CFA

N° Contrat	Type du Marché	Date du contrat	Date Fin de contrat	Nom et Adresse de l'entreprise/fournisseurs	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	% d'exécution physique	Montant du marché en FCFA	Montant décaissé en FCFA	% Exécution Financière	Date d'obtention de l'ANO
001	Service de Consultants	23/08/2013	31/03/14	Amadou CISSE: DAKAR	Sélection d'un consultant chargé d'apporter une assistance technique en suivi évaluation au PADAER	100%	20 025 000	20 025 000	100%	10/07/2013
002	Service de Consultants	29/08/2013	12/10/13	Mouhamed Saloum SOUMARE: Fenêtre Mermoz BP 25804 Dakar Fann	Sélection d'un consultant pour la réalisation d'un logo PADAER et l'élaboration d'une charte graphique	100%	2 600 000	2 600 000	100%	29/07/2013
003	Service de Consultants	03/09/2013	31/12/13	Modou GOUMBALA: Quinzambougou, Tamba	Suivi, Accompagnement et Appui Conseil commercial de 05 MPER du PADAER	100%	1 186 440	1 186 440	100%	16/08/2013
004	Service de Consultants	03/09/2013	31/12/13	Hawa DIARRA: Quartier Gouye, Tamba	Suivi, Accompagnement et Appui conseil commercial de 05 MPER du PADAER	100%	1 186 440	1 186 440	100%	16/08/2013
005	Service de Consultants	12/09/2013	31/12/13	Abdou Khadre DIOP: Parcelles assainies U26 N°713	Sélection d'un consultant chargé d'assister la définition des spécifications techniques pour le matériel informatique, l'évaluation des offres et les tests de conformité	100%	4 200 000	4 200 000	100%	29/07/2013

006	Service de Consultants	12/09/2013	15/12/13	Mady Cissé SAMB: Tamba	Elaboration clauses techniques, plans, suivi et contrôle des travaux de réhabilitation des locaux de l'UCP	100%	2 648 546	2 648 546	100%	22/08/2013
007	Service de Consultants	10/11/2013	25/11/13	Cabinet AZ Consulting: Liberté 6 extension lot N° 37 bis VDN, BP 25592 Dakar Fann	Mise en place d'un logiciel multi site de paie, de comptabilité et de gestion des marchés du PADAER	100%	11 650 000	11 650 000	100%	05/08/2013
008	Service de Consultants	06/10/2013	30/11/13	Amadou CISSE: DAKAR	Mise en œuvre de l'enquête SYGRI de référence dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Matam	100%	9 500 000	9 500 000	100%	16/08/2013
009	Service de Consultants	03/10/2013	13/11/13	Ibrahima DIAKHITE: Dakar étoile, BP 6687 Dakar Sénégal	Faciliter l'atelier d'approbation du document de conception du programme et de l'élaboration du manuel d'exécution Technique	100%	8 100 000	8 100 000	100%	16/08/2013
010	Marchés des travaux	14/10/2013	27/11/13	Etablissement Chérif SEYE: Quartier liberté, Tamba	Travaux de réhabilitation des locaux de l'UCP	100%	20 373 429	20 373 429	100%	22/08/2013
011	Service de Consultants	21/10/2013	03/11/13	Aminata NDIAYE: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Tambacounda	100%	490 000	490 000	100%	16/08/2013
012	Service de Consultants	21/10/2013	06/11/13	Maman Awa BA: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Matam	100%	595 000	595 000	100%	16/08/2013
013	Service de Consultants	21/10/2013	31/10/13	Cheikh FALL: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Kédougou	100%	385 000	385 000	100%	16/08/2013
014	Service de Consultants	21/10/2013	06/11/13	Adama SERME: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Matam	100%	595 000	595 000	100%	16/08/2013
015	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Houlèye DIALLO: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013
016	Service de Consultants	21/10/2013	03/11/13	Modou GOUMBALA: Quinzambougou, Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Tambacounda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013

017	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Hawa DIARRA: Quartier Gouye, Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	640 000	640 000	100%	16/08/2013
018	Service de Consultants	21/10/2013	31/10/13	Gana SARR: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Kédougou	100%	385 000	385 000	100%	16/08/2013
019	Service de Consultants	21/10/2013	31/10/13	Abdoulaye SY: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Kédougou	100%	440 000	440 000	100%	16/08/2013
020	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Abdoul Aziz DIOP: Dakar	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013
021	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Mamadou Birane TEUW: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013
022	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Mariama SENE: Fatick	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013
023	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Oumar BALDE: Kolda	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013
024	Service de Consultants	21/10/2013	05/11/13	Saïdou BALDE: Kolda	Enquête SYGRI dans la région de Kolda	100%	560 000	560 000	100%	16/08/2013
025	Service de Consultants	21/10/2013	06/11/13	Cheikh Ahmed Tidiane BA: Kaolack	Enquête SYGRI dans la région de Matam	100%	595 000	595 000	100%	16/08/2013
026	Service de Consultants	21/10/2013	06/11/13	Fatou FAYE: Fatick	Enquête SYGRI dans la région de Matam	100%	595 000	595 000	100%	16/08/2013
027	Service de Consultants	21/10/2013	06/11/13	Idrissa BA: Saint Louis	Enquête SYGRI dans la région de Matam	100%	680 000	680 000	100%	16/08/2013
028	Service de Consultants	21/10/2013	03/11/13	Adja Ndaté Monique MOREAU: Kaolack	Enquête SYGRI dans la région de Tambacounda	100%	490 000	490 000	100%	16/08/2013
029	Service de Consultants	21/10/2013	03/11/13	Oumar Gallo Badiane BA: Tamba	Enquête SYGRI dans la région de Tambacounda	100%	490 000	490 000	100%	16/08/2013

030	Service de Consultants	21/10/2013	03/11/13	Papa Magatte KANE: Fatick	Enquête SYGRI dans la région de Tambacounda	100%	490 000	490 000	100%	16/08/2013
031	Service de Consultants	30/10/2013	13/11/13	Syca Sandrine Louise TALON: Tamba	Saisie données enquête SYGRI	100%	450 000	450 000	100%	16/08/2013
032	Service de Consultants	30/10/2013	13/11/13	Gnakhéré THIAM: Tamba	Saisie données enquête SYGRI	100%	450 000	450 000	100%	16/08/2013
033	Service de Consultants	10/09/2013	31/12/13	Tombon CAMARA: Kédougou	Suivi, accompagnement et appui conseil commercial de 10 MPERs dans la région de Kédougou	100%	2 372 881	2 372 881	100%	16/08/2013
034	Service de Consultants	10/09/2013	31/12/13	Seyfoulaye DIALLO: Kédougou	Suivi, accompagnement et appui conseil commercial de 10 MPERs dans la région de Kédougou	100%	2 372 881	2 372 881	100%	16/08/2013
035	Service de Consultants	10/09/2013	31/12/13	Abdoulaye SANKARE: Kédougou	Suivi, accompagnement et appui conseil commercial de 10 MPERs dans la région de Kédougou	100%	2 372 881	2 372 881	100%	16/08/2013
036	Marchés des travaux	05/11/2013	21/12/13	Etablissement Cheikh LO: Kolda	Travaux de réhabilitation de l'antenne du PADAER à Kolda	100%	8 382 927	8 382 927	100%	
037	Service de Consultants	20/09/2013	31/12/13	Mamadou Houdou BOIRO: Kolda	Suivi, accompagnement et appui conseil commercial de 10 MPERs dans la région de Kolda	100%	2 372 881	2 372 881	100%	16/08/2013
038	Service de Consultants	20/09/2013	31/12/13	Amadou MBALLO: Kolda	Suivi, accompagnement et appui conseil commercial de 11 MPERs dans la région de Kolda	100%	2 610 170	2 610 170	100%	16/08/2013
039	Service de Consultants	20/09/2013	31/12/13	Modou KA: Kolda	Suivi, accompagnement et appui conseil de 14 MPERS dans la région de Kolda	100%	3 322 033	3 322 033	100%	16/08/2013
040	Service de Consultants	08/11/2013	24/11/13	Cabinet Développement Consulting Group: Dakar	Diagnostic institutionnel et participatif des OP	100%	9 670 000	9 670 000	100%	16/08/2013

041	Service de Consultants	12/11/2013	28/11/13	GADEC: Tamba 33.981.12.20	Diagnostic institutionnel et participatif des OP	100%	5 852 000	5 852 000	100%	16/08/2013
042	Service de Consultants	12/11/2013	28/11/13	ONG MAA REWEE: Kolda	Diagnostic institutionnel et participatif des OP dans la région de Kolda	100%	6 222 220	6 222 220	100%	16/08/2013
043	Service de Consultants	11/11/2013	26/12/13	Babacar NGOM: Hamo 5/ Dakar	Elaboration du DAO, suivi et contrôle des travaux de réhabilitation d'ouvrages hydro-agricole à saré bidji	100%	9 990 000	9 990 000	100%	16/08/2013
044	Service de Consultants	28/11/2013	27/01/14	Cheikhou GASSAMA: Kolda	Réalisation d'études APD, élaboration du DAO, contrôle et surveillance des travaux d'aménagement de bas fonds dans la région de Kolda. (Saré Mansaly objet du lot 1)	100%	6 525 000	5 925 000	91%	
045	Service de Consultants	12/11/2013	11/01/14	Saliou MBODJ: Kaolack	Réalisation d'études, élaboration du DAO, suivi et contrôle des travaux d'aménagements de bas fonds dans la région de Tambacounda (Objet du lot 2)	100%	9 725 000	9 725 000	100%	
046	Service de Consultants	12/11/2013	27/12/13	Saliou MBODJ: Kaolack	Réaliser les études de réhabilitation, élaboration du DAO, suivi et contrôle des travaux de bas fonds dans la région de Tambacounda (Objet du lot 2)	100%	8 975 000	8 975 000	100%	
047	Service de Consultants	12/11/2013	27/12/13	Goulé GUEYE: Tamba	Réalisation d'études, élaboration du DAO, suivi et contrôle des travaux de réhabilitation d'ouvrages hydro-agricoles dans la région de Kédougou (Objet du lot 3)	100%	6 650 000	4 685 000	70%	

048	Service de Consultants	12/11/2013	11/01/14	Goulé GUEYE: Tamba	Réalisation d'études, élaboration du DAO, suivi et contrôle des travaux d'aménagements de bas fonds dans la région de Kédougou (Objet du lot 3)	100%	6 825 000	4 860 000	71%	
049	Service de Consultants	12/11/2013	29/11/13	Groupement FRAO/ASPRODEB: Dakar	Diagnostic institutionnel et participatif des OP dans la région de Matam	100%	7 222 367	7 222 367	100%	16/08/2013
050	Service de Consultants	19/12/2013	29/12/13	Groupement FRAO/ASPRODEB: Dakar	Diagnostic institutionnel et participatif des OP dans la région de Matam	100%	15 000 000	15 000 000	100%	16/08/2013
051	Service de Consultants	19/12/2013	29/12/13	Cabinet Développement Consulting Group: Dakar	Diagnostic institutionnel et participatif des OP dans la région de Kédougou	100%	5 380 000	5 380 000	100%	16/08/2013
052	Service de Consultants	19/12/2013	29/12/13	ONG MAA REWEE: Kolda	Diagnostic institutionnel et participatif des OP dans la région de Kolda	100%	9 932 080	9 932 080	100%	16/08/2013
053	Service de Consultants	19/12/2013	29/12/13	GADEC: Tamba 33.981.12.20	Diagnostic institutionnel et participatif des OP dans la région de Tambacounda	100%	5 548 000	5 548 000	100%	16/08/2013
054	Marchés des travaux	28/11/2013	12/12/13	Etablissement Cheikh LO: Kolda	Réhabilitation des locaux de l'antenne du PADAER à Kolda	100%	1 483 657	1 483 657	100%	
055	Service de Consultants	18/12/2013	18/01/14	Cabinet MS Associés: Dakar/sacré cœur BP 24186	Elaboration de la stratégie de ciblage et genre du PADAER	100%	21 169 491	21 169 491	100%	03/12/2013
056	Marchés de biens et fournitures	05/12/2013	31/12/13	CFAO motors Sénégal: Dakar:centenaire	Acquisition d'un véhicule 4*4 double cabine	100%	16 900 000	16 900 000	100%	
057	Service de Consultants	02/12/2013	31/12/13	PAPEX: Dakar	Acquisition mobilier bureau	100%	33 850 000	33 850 000	100%	02/10/2013

058	Marchés de biens et fournitures	02/12/2013	31/12/13	Burotic Diffusion: Dakar	Acquisition de divers équipements	100%	34 023 543	34 023 543	100%	02/10/2013
059	Marchés de biens et fournitures	02/12/2013	31/12/13	Oumou Informatique: Dakar/avenue Blaise Diagne	Acquisition d'ordinateurs de bureau	100%	10 758 000	10 758 000	100%	19/12/2013
060	Marchés de biens et fournitures	02/12/2013	31/12/13	SESA Technologies: Dakar/Mermoz	Acquisitions d'ordinateurs portables	100%	12 430 000	12 430 000	100%	19/12/2013
061	Marchés de biens et fournitures	02/12/2013	31/12/13	SESA Technologies: Dakar/Mermoz	Acquisition d'un serveur et des équipement réseau	100%	11 783 000	11 783 000	100%	19/12/2013
001	Service de Consultants	23/01/2014	23/02/14	Bureau Panafricain de Communication: Dakar	Elaboration Stratégie de Communication du PADAER	100%	8 090 000	8 090 000	100%	14/10/2014
002	Service de Consultants	12/03/2014	27/04/14	BAMASOFT NETWORK: Bamako	Informatisation du système de suivi évaluation du PADAER	100%	14 675 000	14 675 000	100%	03/12/2013
003	Service de Consultants	03/03/2014	19/03/14	Hawa Bousso SOW: Tamba	Gestion du stand du PADAER à la FIARA 2014	100%	1 815 000	1 815 000	100%	28/02/2014
004	Marchés des travaux	17/03/2014	01/04/14	EMAD Barakatoul AN AM GROUPE: Kaolack	Réhabilitation de la digue située dans la vallée de sara Bidji	100%	18 531 000	14 788 400	80%	
005	Marchés des travaux	18/03/2014	02/06/14	GIE Oriental Vision: Tamba	Réhabilitation complémentaire de l'ucp	100%	16 696 433	16 696 433	100%	
006	Service de Consultants	19/03/2014	19/04/14	Amadou SECK: Dakar	Etude d'exécution et élaboration des DAO pour la construction d'infrastructures pastorales	100%	9 525 500	9 525 500	100%	

007	Service de Consultants	19/03/2014	19/04/14	Mamadou DIONE: Dakar	Etude d'exécution et élaboration des dossier d'appel d'offre pour le renforcement/réhabilitation d'infrastructures pastorales à construire	100%	9 235 000	9 235 000	100%	
008	Marchés des travaux	17/03/2014	02/06/14	Etablissement Chérif SEYE: Quartier liberté, Tamba	Réhabilitation de la digue de Madjaly	100%	18 647 500	18 647 500	100%	
009	Service de Consultants	26/03/2014	12/05/14	Afrique Communication: Dakar	Elaboration stratégie de gestion des savoirs du PADAER	100%	20 934 391	15 934 390	76%	03/12/2013
010	Service de Consultants	26/03/2014	26/04/14	Babacar NGOM: Hamo 5/ Dakar	Etude d'exécution et élaboration des DAO pour le renforcement/réhabilitation d'infrastructures pastorales ou à construire	100%	9 880 000	9 805 000	99%	
011	Service de Consultants	26/03/2014	26/04/14	Oustasse Abdoulaye SALL: Dakar	Etude d'exécution et élaboration des DAO pour la construction de magasins de stockage dans la région de Matam	100%	8 994 650	8 994 650	100%	
012	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Touba BEYE: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
013	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Mariama Gora SENE: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
014	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Abdoulaye BALDE: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	

015	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Demba KANTE: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
016	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Hamady Séga KANTE: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
017	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Noumouké DEMBELE: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
018	Service de Consultants	24/02/2014	28/03/14	Jean Pierre Tama BINDIA: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
019	Service de Consultants	27/02/2014	28/03/14	Lancina DIAWARA: Kédougou	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kédougou	100%	600 000	600 000	100%	
020	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Mamadou BALDE: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
021	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Ndèye Lalia DIALLO: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
022	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Khalifa KANDE: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
023	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Lamine MANDIANG: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
024	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Yéro SABALY: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
025	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Mariama Yamatouyel BALDE: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	

026	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Rouguiatou GANO: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
027	Service de Consultants	26/02/2014	20/03/14	Maimouna BALDE: Kolda	Information sensibilisation des bénéficiaires dans la région de Kolda	100%	590 000	590 000	100%	
028	Service de Consultants	07/04/2014	07/11/14	Joel RUEL: Dakar	Conseil spécial auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	100%	24 980 645	24 980 645	100%	15/04/2014
029	Service de Consultants	12/05/2014	11/05/15	SENTEL TIGO: Dakar	Flotte téléphonique pour le personnel du PADAER	91.63 %	7 030 800	1 171 800	17%	
030	Marchés des travaux	02/05/2014	17/05/14	GIE Oriental Vision: Tamba	Travaux de réhabilitation complémentaire de l'UCP	100%	4 234 006	4 234 006	100%	
031	Service de Consultants	19/05/2014	14/06/14	Abdoulaye Dahirou DIA: Dakar	Etude APD, Elaboration DAO, suivi et contrôle de l'exécution des travaux de construction des locaux de l'antenne de PADAER à Matam et de la réhabilitation de la DRDR de Matam	100%	9 442 550	6 137 536	65%	
032	Service de Consultants	16/05/2014	16/07/14	Cabinet IDEV-IC: Dakar	Etude de la situation de référence des domaines couverts par l'objectif de développement et des indicateurs du cadre logique	100%	21 145 900	21 145 900	100%	09/12/2013
033	Service de Consultants	23/05/2014	16/07/14	Amadou CISSE: DAKAR	Assistance Technique en suivi évaluation	100%	5 830 000	5 830 000	100%	
034	Marchés de biens et fournitures	06/06/2014	04/07/14	ETIC SARL: Thies	Fourniture de 9 GPS et 6 appareils photo numériques	100%	8 485 560	8 485 560	100%	
035	Service de Consultants	04/06/2014	09/06/14	Mamadou DIONE: Dakar	Etudes d'exécution et élaboration des DAO pour la construction d'infrastructures pastorales dans la région de Matam	100%	595 800	595 800	100%	

036	Service de Consultants	04/06/2014	09/06/14	Oustasse Abdoulaye SALL: Dakar	Etudes d'exécution et élaboration DAO pour la construction de magasins de stockage dans la région de Matam	100%	595 800	595 800	100%	
037	Marchés de biens et fournitures	16/06/2014	04/07/14	PICO MEGA Sénégal: Dakar	Fourniture de matériel audiovisuel	100%	10 050 000	10 050 000	100%	
038	Marchés de biens et fournitures	04/07/2014	04/08/14	TOURE Equipements: Dakar	Fourniture d'outils et de supports de communication	100%	39 810 000	11 943 000	30%	10/06/2014
039	Marchés de biens et fournitures	04/07/2014	04/08/14	La GRIFFE: Dakar	Fourniture de supports de communication	100%	13 480 000	13 480 000	100%	10/06/2014
040	Marchés des travaux	24/07/2014	05/08/14	Diéré DIEDHIOU: Kédougou	Etude APD, Elaboration DAO, suivi et contrôle de l'exécution des travaux de construction des locaux de l'antenne du PADAER à Kédougou	100%	8 350 500	5 427 825	65%	
041	Service de Consultants	06/08/2014	31/12/14	AXA Sénégal: Dakar	Assurance personnel du PADAER	100%	9 995 300	9 995 300	100%	
042	Marchés de biens et fournitures	04/06/2014	05/07/14	Etablissement Mamadou Oumar SALL: Tamba	Location d'un tracteur pour labour dans les villages situés dans la région de Kédougou	100%	8 105 400	3 388 972	42%	
043	Marchés de biens et fournitures	10/03/2014	10/04/14	IXCOM: Dakar	Installation téléphonique dans les 04 régions d'intervention du PADAER	100%	7 960 000	7 960 000	100%	
044	Marchés de biens et fournitures	16/09/2014	01/10/14	Office Choice: Dakar	Fourniture de bureau	100%	3 986 800	3 986 800	100%	

045	Marchés de biens et fournitures	16/09/2014	01/10/14	PAPEX: Dakar	Fourniture de consommables informatiques	100%	4 098 000	4 098 000	100%	
046	Service de Consultants	13/10/2014	30/11/14	Demba SIDIBE: Tamba	Collecte d'informations et rédaction d'articles de presse pour le PADAER	100%	1 100 000	1 100 000	100%	
047	Service de Consultants	24/10/2014	27/12/14	El Hadji Malick NDIAYE: Dakar	Etude APD, élaboration DAO pour la mise en place d'un système approprié d'irrigation sur 100 ha de bananeraie dans la région de Tambacounda	100%	14 250 000	14 250 000	100%	
048	Marchés des travaux	20/09/2014	20/12/14	GIE Oriental Vision: Tamba	Construction de 04 parcs à vaccination	57.5 %	34 008 340	13 603 336	40%	
049	Marchés des travaux	06/11/2014	06/02/15	Groupe Synergies Systèmes: Diourbel	Construction de 04 parcs à vaccination	8.75 %	24 657 040	4 931 408	20%	
050	Marchés des travaux	20/10/2014	20/03/15	Etablissement Chérif SEYE: Quartier liberté, Tamba	Réhabilitation de la DRDR de Matam	90%	28 074 350	28 074 350	100%	
051	Marchés des travaux	06/11/2014	06/02/15	Groupe Synergies Systèmes: Diourbel	Construction de 04 magasins de stockage d'aliment de bétail	12.5 %	21 779 954	4 355 991	20%	
052	Marchés des travaux	06/11/2014	06/02/15	Sénégalaise de Génie Civil: Dakar	Construction de 04 magasins de stockage d'aliment de bétail	6.25 %	21 462 742	-	0%	
053	Marchés des travaux	06/11/2014	06/04/15	Groupe Synergies Systèmes: Diourbel	Construction de l'antenne du PADAER à Matam	0%	32 763 750	6 552 750	20%	
054	Marchés des travaux	20/10/2014	20/01/15	Etablissement Chérif SEYE: Quartier liberté, Tamba	Construction de 04 parcs à vaccination dans la région de Matam	8.75 %	39 292 481	15 716 992	40%	
055	Marchés des travaux	29/12/2014	voir avenant	Etablissement Chérif SEYE: Quartier liberté, Tamba	Construction de l'antenne du PADAER à Kédougou	60%	57 630 340	38 076 666	66%	
056	Service de Consultants	27/10/2014	07/11/14	Papa Léopold SARR: Dakar	Appui à la mission de supervision du PADAER du 27-10-2014 au 07-11-2014	100%	3 775 000	3 775 000	100%	

057	Service de Consultants	30/11/-1	30/11/-1	Moussa Dior DIOP: Tamb	Appui à l'évaluation des offres techniques châteaux d'eau pour la région de Matam	100%	300 000	300 000	100%	
058	Service de Consultants	30/11/-1	30/11/-1	Moussa Dior DIOP: Tamb	Relance: Appui à l'évaluation des offres techniques châteaux d'eau pour la région de Matam	100%	300 000	300 000	100%	
121	Marchés des travaux	05/12/2014	13/12/14	RN 80: Tambacounda, Avenue L.S SENGHOR	Achèvement Travaux Réhabilitation Digue de Sara Bidji	40%	6 169 500	6 169 500	100%	
122	Service de Consultants	20/12/2014	19/02/15	Goulé GUEYE: Tamba	Etudes APD et Elaboration/Aménagements Hydro agricoles de bas fonds dans la région de Kédougou.	70%	4 450 000	2 100 000	47%	
123	Service de Consultants	20/12/2014	19/02/15	Amadou SECK: Dakar	Etudes APD et Elaboration/Aménagements Hydro Agricoles de bas fonds dans la région de Kolda	70%	8 300 000	3 000 000	36%	
124	Service de Consultants	29/12/2014	28/12/15	Groupement SAED-MALI/SOTERCO: Bamako, Rue 220 porte 112 Djilébougou	Etudier la réalisation et faire le suivi contrôle de l'exécution des infrastructures du PADAER/Kédougou	30%	146 600 000	43 980 000	30%	
125	Marchés des travaux	29/12/2014	28/12/15	Cabinet Hydronat: Kaolack, quartier Kasnack, Lot N°443/C2A	Etudier la réalisation et faire le suivi contrôle de l'exécution des infrastructures du PADAER/Kolda	30%	167 347 500	-	0%	
126	Service de Consultants	31/12/2014	30/12/15	Cabinet IDEV-IC: Dakar	Etudier la réalisation et faire le suivi-contrôle de l'exécution des infrastructures du PADAER/Tambacounda	30%	180 940 000	54 282 000	30%	

127	Marchés de biens et fournitures	29/11/2014	29/12/2014	Burotic Diffusion: Dakar	Cartouche Toshiba e-studio 256 SE-Toner black; Cartouche Toshiba e-studio 223 Toner T 2450 E Black	100%	897 840	-	0%	
128	Service de Consultants	31/12/2014	30/12/15	Cabinet West Ingénierie	Etudier la réalisation et faire le suivi-contrôle de l'exécution des infrastructures du PADAER/Matam	30%	142 753 500		0%	
001	Service de Consultants	22/01/2015	13/02/15	CHESAM PRODUCTION: Zone A 13A Dakar	Tournage et fabrication de publi-reportage	100%	2 555 000	2 555 000	100%	
002	Service de Consultants	09/02/2015	15/02/15	Hyacinthe Modou MBENGUE: Tambacounda, quartier liberté Ouest n° 128	Remplissage fiches d'expérience et présentation des résultats du PROMER 2 à l'atelier de capitalisation les 09 et 10 Février 2015	100%	1 360 000	1 360 000	100%	
003	Service de Consultants	04/02/2015	04/08/15	Cabinet Hydronat: Kaolack, quartier Kasnack, Lot N°443/C2A	Etudes et contrôle de la réalisation d'aménagements hydro-agricoles de bas fonds dans la région de Kolda	28.7 %	42 360 000	17 510 000	41%	
004	Service de Consultants	11/05/2015	11/07/15	IDEV-IC/Luqman West Africa: Patte d'oie builders villa b11 et d11 jumelées	Evaluation Environnementale et Stratégique du PADAER	0%	34 940 000	-	0%	
004	Service de Consultants	30/11/-1	30/11/-1	Cabinets SIQ et SAFI: Dakar Fann BP 64877	Etudes et Contrôle des aménagements hydro-agricoles de bas fonds dans la région de Kédougou	0%	35 858 039	-	0%	
005	Marchés des travaux	30/11/-1	30/11/-1	GADEC: Tamba 33.981.12.20	Construction de deux châteaux d'eau dans la région de Matam	0%	99 347 968	36 217 447	36%	
006	Service de Consultants	09/03/2015	08/05/15	Goulé GUEYE: Tamba	Elaboration d'une note de gestion de l'eau et d'un manuel d'entretien des ouvrages hydro-agricoles du PADAER dans la région de Kédougou	28%	4 150 000	-	0%	

007	Service de Consultants	30/11/-1	30/11/-1	Mamadou DIONE: Dakar	Elaboration d'une note de gestion de l'eau et d'un manuel d'entretien des ouvrages et aménagements pastoraux dans la région de Matam	35%	5 850 000	2 050 000	35%	
008	Marchés des travaux	30/11/-1	30/11/-1	GIE Oriental Vision: Tamba	Construction d'antennes et d'abreuvoirs dans la région de Matam. Lot 2	0%	235 643 816	-	0%	
009	Marchés des travaux	30/11/-1	30/11/-1	RN 80: Tambacounda, Avenue L.S SENGHOR	Construction d'antennes et d'abreuvoirs dans la région de Matam. Lot 3	0%	229 867 640	45 973 528	20%	
010	Marchés des travaux	30/11/-1	30/11/-1	GRE EN GC: Sud Foire, Dakar	Construction d'antennes et abreuvoirs dans la région de Matam	0%	118 436 850		0%	
011	Service de Consultants	30/11/-1	30/11/-1	Saliou MBODJ: Kaolack	Elaboration d'une note de gestion de l'eau et d'un manuel d'entretien des ouvrages et aménagements hydro-agricoles dans la région de Tambacounda	34%	5 000 000	1 700 000	34%	
012	Service de Consultants	30/11/-1	30/11/-1	Cheikhou GASSAMA: Kolda	Elaboration d'une note de gestion de l'eau et d'un manuel d'entretien des ouvrages et aménagements hydro-agricoles dans la région de Kolda	26%	5 775 000	1 500 000	26%	
013	Marchés de biens et fournitures	01/01/1970	01/01/70	PICO MEGA Sénégal: Dakar	Chargeur Copieur Toshiba Estudio 223; Imprimante HP Laserjet 1102; Tableau Padex NOBO; Tableau fluorescent LED	0%	2 888 463	-	0%	

014	Marchés de biens et fournitures	01/01/1970	01/01/70	Burotic Diffusion: Dakar	Climatiseurs 3CV 24000 BTU split; Hisense split mural 2CV 18000 BTU; Info sec onduleur M4T Evolution 30kva triphasée 67223	0%	9 335 334	-	0%	
				TOTAUX				2 477 822 849	999 018 652	82 %

SITUATION D'EXECUTION DU PPM NATIONAL 2015

	Prévisions	Réalisations
--	------------	--------------

	Nombre de Marchés	Montant	% par rapport au nombre	% par rapport au montant	Nombre de Marchés	Montant	% par rapport au nombre	% par rapport au montant
Fournitures, Equipements et services courants	5	164 400 000	27,78%	27,12%	1	19 404 083	50%	2,74%
Travaux	8	373 150 000	44,44%	61,56%	1	689 059 001	50%	97,26%
Consultance	5	68 640 000	27,78%	11,32%	0	-	0%	0%
TOTAUX	18	606 190 000	100%	100%	2	708 463 084	100%	100%

Marché relatif à l'acquisition de mobilier, matériel informatique et consommables informatiques: En cours

Marché relatif à l'acquisition de fournitures de bureau: En cours

Marché relatif à la réhabilitation du poste de garde: En cours

REPARTITION, SELON LE MONTANT ET LE NOMBRE, DES CONTRATS EN FONCTION DE LA NATURE DU MARCHÉ / DE 2013 AU 30/04/2015

	Nombre de Marché	% nombre de Marché	Montant en FCFA	% Montant
Marchés de fournitures, biens d'équipements, et Services courants	16	11,20%	194 991 940	7,60 %
Marchés des travaux	23	16,1 %	1 303 725 341	50,76 %
Service de Consultants	104	72,7%	1 069 649 186	41,64 %
Total général	143	100%	2 568 366 467	100%

PADAER : SITUATION DES CONVENTIONS ET PROTOCOLES AU 30 AVRIL 2015 EN F CFA

Nom du Partenaire	Zones couvertes	Montant mise en œuvre HTVA	Intrants	Montant Total partenaire	Montant Décaissé 31 dec	avr-15	Total décaissé au 30 avril 15	Taux de réalisation
BAMTARE	Kédougou	246 908 663	99 740 298	346 648 961	218 514 166	61 727 165	280 241 331	80,84%

	Kolda	351 056 280	81 414 000	432 470 280	310 684 808	87 764 070	398 448 878	92,13%
	Tambacounda	395 864 000	100 669 274	496 533 274	350 339 640	98 966 000	449 305 640	90,49%
ANCAR	Matam	47 972 262		47 972 262	28 783 357		28 783 357	60,00%
	Tambacounda	34 411 500		34 411 500	20 111 500	14 300 000	34 411 500	100,00%
PAPIL	Kédougou	127 822 750		127 822 750	63 911 375	31 955 688	95 867 063	75,00%
	Kolda	54 388 350		54 388 350	27 194 175	13 597 088	40 791 263	75,00%
SAED	Matam	202 084 900		202 084 900	174 369 900		174 369 900	86,29%
CSE	Matam	97 750 000		97 750 000	73 312 500		73 312 500	75,00%
INP	Kédougou	12 288 000		12 288 000	9 216 000		9 216 000	75,00%
DRDR	Kédougou	11 542 880		11 542 880	11 542 880		11 542 880	100,00%
	Tambacounda	6 815 600		6 815 600	5 111 700		5 111 700	75,00%
	Matam	5 420 440		5 420 440	4 553 169		4 553 169	84,00%
	Kolda	3 910 000		3 910 000	1 955 000		1 955 000	50,00%
PPC PNDL	Kolda	108 559 496		108 559 496		108 559 496	108 559 496	100,00%
Montant Total		1 706 795 121	281 823 572	1 988 618 693	1 299 600 170	416 869 507	1 716 469 677	86,31%

Le montant total décaissé sur ces conventions / protocoles est de **1 716 469 677 FCFA**, soit un taux de réalisation de **86,31%**.

86,31%

PADAER
30/04/2015

TABLEAU DU PERSONNEL : EFFECTIF ACCORD DE FINANCEMENT/DCP/RECRUTEMENT AU

	DCP : Table des coûts	Accord de financement	Réalisations	Observations
UCP				
Coordonnateur	1	1	1	-
Responsable administratif et financier (RAF)	1	1	1	-
Responsable suivi-évaluation et programmation	1	1	1	-
Responsable Infrastructures rurales	-	1	1	Recruté
Spécialiste genre et gestion savoirs	1	1	1	-
Spécialiste entrepreneuriat rural	1	1	1	
Spécialiste passation des marchés	1	1	1	-
Spécialiste aux organisations professionnelles	1	1	1	-
Comptable	-	1	1	Recruté
Assistante de direction	1	1	1	-
Chauffeurs	5	5	5	-
Gardiens	2	2	3	-
Platon/personnel d'entretien	2	2	2	-
Assistant suivi-évaluation	1	-	1	Recruté
Assistant comptable	-	-	1	Recruté
Assistant bureau de liaison	-	-	1	Recruté
SOUS TOTAL 1	18	19	22	-
ANTENNES				
Chef d'Antenne	3	3	3	-
Technicien infrastructure	3	3	3	-
Assistant Administratif et Comptable	3	3	3	-
Chauffeur	3	3	3	-
Gardien	6	6	6	-
SOUS TOTAL 2	18	18	18	-

TOTAL	36	37	40	
--------------	-----------	-----------	-----------	--

DRF 10

CATEG	NBRE TOTAL DE PIECES	NBRE PIECES VERIFIEES	REFERENCE DES PIECES VERIFIEES					
I	10	3	009/07	020/08	934			
II	7	2	018/07	027/08				
III	141	47	42/06	003/07	016/07	45/06	001/08	007/08
			030/08	039/08	013/08	08/07	975	05/08
			933	942	969	34/07	979	33/08
			993	1002	1003	1014	1026	988/08
			4 381	4 384	4 393	2 467	2 471	103/08
			3573	3587	3601	3613	3617	2 47/08
			3635	3637	3640	3641	3623	362/08
V	27	9	021/07	025/07	022/07	019/08	033/08	20/08
			027/07	11/08				
VI	133	45	011/07	014/07	012/07	029/07	022/08	024/08
			3606	3 626	966		945	962/08
			3633	981	986	998	1007	101/08
			1020	1030	1031	1038	1042	4 37/08
			4 387	4 396	2 456	2 458	2 464	2 47/08
			2 483	03576	03580	03581	03592	035/08
			3605	3607	3625	3630		
TOTAL	318	106						

106

DRF 11

CATEGORIE	NBRE TOTAL DE PIECES	NBRE PIECES VERIFIEES	REFERENCE PIECES					
I	39	13	041/08	042/08	07/11	24/10	06/10	34/10
			2543	1093	1311	1313	3767	376/10
II	26	9	33/10	KDCN6/09	10/11	KDCN8/09	KDCN11/09	
			KDCN13/09	KDCN16/09	KDCN3/10	KDCN5/10		
III	323	108	36/08	10/09	07/10	09/10	11/10	14/10
			23/10	29/10	35/10	37/10	39/10	44/10
			11/11	18/11	24/11	27/11	29/11	33/11
			47/11	53/11	54/11	58/11	03/11	10/11
			02/09	12/10	MTCN1/11	MTCN04/11	01/09	04/09
			45/10	44/10	18/09	1063	1065	108/09
			1084	08/10	1106	1107	16/10	112/10

			1146	1149	1152	1160		116
			1179	1185	1186	1187	1191	120
			1207	1210	1212	1219		122
			1238	1239	21/10	1257	1266	127
			1283	1292	22/10	26/10	27/10	34/
			4433	3706	3711	3713	3722	372
			3729	3733	3740	4426	3744	443
			2490	2492	2508	2510	2514	251
			2526	2531		2535	2548	255
V	70	23	032/08	13/09	17/09	18/10	23/11	15/0
			42/10	4446	2499	39/11	1044	110
			17/10	12/09	14/09	1115	1133	114
			05/09	30/10	31/10			
VI	220	73	01/10	02/10	05/10	32/10	26/11	36/
			15/10	03/10	20/10	27/07	1047	106
			16/09	MTCN5/11	1048	1101		112
			1137	1153	1050	1158	1168	118
			1056	1055	1252	1269	1274	128
			1302	1072	1075	1077	1078	108
			3680	3681	1099		1122	373
			3747	3753	3754	3756	3774	377
			2495	2501	2504	2507	2513	253
			2546	2553	1128	1135	4409	442
			4444		1141	1142	1154	115
TOTAL	678	226						

226

DRF 13

CATEGORIE	NBRE TOTAL DE PIECES	NBRE PIECES VERIFIEES	REFERENCE PIECES					
			15/12	24/12	56/12	57/12	75/12	
I	35	11	15/12	24/12	56/12	57/12	75/12	
			MTCJN02/12	4466	4477	05/12		
II	110	36	KDCN20/12	KDCN22/12	51/12/bis	015/01	018/01	023
			KDCN19/12	039/01	040/01	041/01	006/01	0
			KDCN2/12	KDCN18/12	020/01	021/01	022/01	02
			KDCN4/12	KDCN 17/12	027/01	028/01	030/01	03
			KDCN6/12	KDCN08/12	1401	1402	1419	
			KDCN 16/12	KDCN09/12	KDCN02/12			
III	187	64	62/11	01/12	04/12	06/12	38/12	42/
			46/12	63/12	68/12	71/12	72/12	74/
			046/01	1316	1317	1324	1329	134

			1370	1372	1377	1381	1384	138
			1430		1444	1447	1449	MT 2
			MTCN10/12	MTCN14/12	MTCN15/12	MTCN2/1	4455	KDC 2
			KDCN21/12	kgcnc37/12	kgcnc58/12	4448	4454	447
			2557	2561	2572	2575	2585	258
			2596	3785	3791	3793	3796	379
			3815	3818	3840			
V	67	22	07/12	11/12	16/12	17/12	35/12	60/
			016/01	017/01	032/01	042/01	051/01	52/0
			1345	1380	1392	1413	1414	145
			MTCN006/12	MTCN018/12	MTCN004/1	KDCN 3/1		
VI	146	48	19/12	23/12	47/12	64/12	66/12	035
			1340	1347	1355	1361	1366	136
			1407	1420	1422	1429	1436	145
			1460	1462	MTCN21/12	MTCN006/1	kgcncas033/12	
			KDCN5/12	KDCN 2/1	4449	4453	kgcncas050/12	
			2559	2566	2571	2592	3803	380
TOTAL	545	181	3824	3834	3846	3851	3859	386

RECAPITULATIF

N°DRF	NBRE TOTAL PIECES	NBRE PIECES VERIFIEES
10	318	106
11	678	226
13	545	181
TOTAL	1541	513

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS DU PADAER AU 30/04/2015

Code	Description	Date d'acquisition	Quantité	Valeur d'acquisition (HT)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	LOGICIELS			
	LICENCE KASPERSKY ET MIGRATION (30 licences pour 1 an 6 mois)	29/08/2013	30	531 000
	licence Tom portail avec : Tompro2, Tompro2 paie, Tompro2 marché/ Installation, paramétrage formation personnel	12/11/2013		13 747 000
	22 Microsft Office PRO 2013 64 BIT POUR 1POST	20/01/2014		4 538 280
Sous-total Immobilisations Incorporelles				18 816 280
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	BATIMENTS ADMINISTRATIF			
	Travaux de réhabilitation des locaux de l'UCP	26/11/2013		20 373 429
	Réhabilitation des locaux de l'antenne / marché AC 36	12/12/2013		8 382 926
	réhabilitation des locaux d'un magasin , d'une cuisine et d'un mur de clôture de l'antenne régionale de Kolda	01/01/2014		1 483 657
	Travaux de réhabilitation complémentaire des locaux de l'UCP	06/05/2014		10 657 949
	Travaux de réhabilitation complémentaire des locaux de l'UCP	18/06/2014		9 043 842
	Travaux de réhabilitation complémentaire des locaux de l'UCP	18/06/2014		4 996 126
	Avance et acompte/Travaux de réhabilitation antenne Kédougou	30/12/2014		23 052 136
Sous-total bâtiments				77 990 065
	Installations Générales			

		Installation - Remise état du réseau intranet, câblage, pose glotte	31/01/2014		1 504 500
		Remise en état du réseau intranet	21/02/2014		590 000
		Fourniture et installation équipements de réseau	26/03/2014		9 392 800
Sous-total Installations Générales					11 487 300
	MATERIEL				
		Cuisinière 4 feux (kolda)	02/10/2013	1	153 400
		06 appareils numériques sony DSC RX 10	07/07/2014	6	5 953 996
		09 GPS MAPS 62 sc , GARMIN	07/07/2014	9	4 058 964
		6 Extincteurs à poudre ABC de 6kg	25/10/2014	6	384 302
Sous-total matériel					10 550 662
	MATERIEL DE BUREAU				
		Split Hisense 4 en 1 purificateur d'air AS618VL 2 chvx	31/12/2013	23	7 056 400
		HP imprimante Laserjet P1102	31/12/2013	1	111 982
		HP Imprimante Laserjet P 3015 dn	31/12/2013	7	2 584 200
		Multifonction laser couleur lexmark X925DE	31/12/2013	1	3 463 300
		Photocopieur multifonction Toshiba e-studio 223	31/12/2013	6	5 922 420
		Photocopieur multifonction Toshiba e-studio 256 SE	31/12/2013	4	10 549 200
		Hisense réfrigérateur RD-22DC4SA-220L	31/12/2013	4	660 800
		Hisense réfrigérateur 1 porte 60 L blanc	31/12/2013	1	708 000
		Epson vidéoprojecteur EB-S11 svga2600lm 2,3 kg	31/12/2013	4	1 533 953
		Nobd Ecran projecteur sur Trépied 200 x 150 cm	31/12/2013	4	566 353
		Reskal coffre-fort sécurité 31L Electro-Ignifuge	31/12/2013	4	2 166 437

		GBC Machine à relier C450E Electronique	31/12/2013	5	2 700 371
		Canon scanner Lide 210	31/12/2013	1	100 288
		Olympus Appareil Photo TG 320 Bleu	31/12/2013	4	728 489
		Brother Fax Laser 2845	31/12/2013	5	1 295 588
Sous-total Matériel de bureau					40 147 781
	MATERIEL INFORMATIQUE				
		Ordinateur HP 3500, Ecran plat 20 pouces, Disque DURE 1 TERA - RAM 4 GO W7 PRO MICROSOFT OFFICE 201	30/12/2013	22	12 694 440
		Facture n°2453 du 30/12/2013 - SESA Technologie / Fourniture d'ordinateurs portables	31/12/2013	22	14 667 400
		Facture n°2454 du 30/12/2013 - SESA Technologie,	31/12/2013		13 903 940
		Ordinateur portable marque Toshiba NB 10 T -A- 102	03/12/2014	1	262400
		Tablette Galaxy Tab 4 10	03/12/2014	1	203300
Sous-total Matériel informatique					41 731 480
	MOBILIER DE BUREAU				
		Fourniture de Mobilier de Bureau	11/12/2013		7 670 000
		Fauteuil Président	11/12/2013		7 552 000
		Tables de bureau	11/12/2013		12 036 000
		Chaises pour salle de conférence	11/12/2013	85	2 655 000
		Table de conférence de 40 personnes (12 tables assemblées)	11/12/2013	1	1 504 500
		Armoire	11/12/2013		283 200
		Meubles de rangement Armoire P.M	11/12/2013		2 607 800
		Meubles de rangement Armoire G.M	11/12/2013		826 000
		Table Basse	11/12/2013	4	678 000
		Armoire de rangement pour classement	11/12/2013		814 200
		Bibliothèque 1 vitre	11/12/2013	1	413 000

	Chaises visiteurs	11/12/2013	41	2 902 800
Sous-total Mobilier de bureau				39 943 000
	MATERIEL AUTOMOBILE			
	3 pickup Toyota double cabine	11/10/2013	3	42 026 500
	5 Toyota Prado 1c txl 5 doors	11/10/2013	5	103 405 000
	Véhicule PICK UP DOUBLE CABINE4X4 - DD	30/12/2013	1	21 840 000
	Services portuaires acquisition véhicules	31/12/2013		3 067 976
	Droit de douanes acquisition 8 véhicules Toyota txl	31/12/2013		41 808 928
	Frais de magasinage entrepôt pick up	03/01/2014		4 304 237
	Frais de transit de huit véhicules TOYOTA LAND CRUISER PRADO et Hilux Double cabine - Chassis n° 3073-3174-3238-3335-3383-3433-3495-3358	04/01/2014		1 200 000
	Frais de location engin Hammar pour 4 conteneurs "40"	04/01/2014		402 775
	Frais documents DPI	04/01/2014		56 000
	Fourniture et montage pièces	19/01/2014		10 157 107
	25 Jantes alluminium Land Cruiser PRADO	05/03/2014		5 841 000
Sous-total Matériel automobile				234 109 523
TOTAL GENERAL				474 776 091

PADAER : Suivi au 30/04/2015 des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision d'octobre 2014

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
<u>Logiciel de gestion financière et comptable.</u> <ul style="list-style-type: none"> Logiciel de gestion. Régulariser les manquements relevés dans la mise en œuvre de Tom2Pro 	RAF/CPT/Cabinet	Prise de compte avec le Concepteur recommandé par la présente mission (31/07/2015)
<u>Immobilisations.</u> <ul style="list-style-type: none"> Procéder à l'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2014 	COORD/RAF	Réalisé depuis janvier 2015
<u>Gestion du personnel.</u> <ul style="list-style-type: none"> Couverture médicale du personnel. Assurer le suivi du paiement par la contrepartie des 9 995 300 FCFA à la compagnie AXA. Evaluation du personnel. Procéder à l'évaluation des performances du personnel sur la base des objectifs et des résultats de 2014 	CORD/RAF CORD/RAF	Réalisé depuis janvier 2015 Tout le personnel a été évalué
PTBA 2014. Assurer un suivi du PTBA 2014 pour atteindre un taux d'au moins 99 % en fin d'année.	Equipe du projet	Taux 89,90% au 31/12/2014
<u>Compte désigné FIDA.</u> <ul style="list-style-type: none"> Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 115 850FCFA en plus sur le compte. 	RAF/CPT	Réalisé
<u>Contribution des bénéficiaires.</u> <ul style="list-style-type: none"> Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures. 	Equipe du Projet	Réalisé
<u>Passation des marchés.</u> Mettre en place le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats en cours	RPM/RSE	Réalisé
<u>Etats Certifiés des dépenses.</u> <ul style="list-style-type: none"> Statuer sur la possibilité du relèvement du seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000USD 	FIDA	Nouvelle recommandation de la présente mission (31/07/2015)
<u>Nouveau code des marchés.</u> <ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte le changement apporté par le nouveau code des marchés dans le manuel de procédures Prendre en compte dans le manuel de procédures les nouvelles dispositions relatives aux indemnités de session versées aux membres des commissions des marchés 	COORD/RAF/SPM COORD/RAF	Réalisé Réalisé
<u>Subventions.</u> <ul style="list-style-type: none"> Subvention d'intrants : Poursuivre le partenariat avec Bamtaré pour l'acquisition et la mise en place des intrants Subvention. Statuer sur la forme de la subvention d'équipement et mettre à jour les manuels d'exécution et de procédures de gestion du programme en ce qui concerne les subventions de manière générale (intrants et équipements) 	CORD Equipe du projet	Réalisé Réalisé
<ul style="list-style-type: none"> <u>Audit des comptes 2013.</u> Compléter les dossiers du personnel sur la base des dispositions du manuel des procédures 	Equipe du projet	Nouvelle échéance (31/07/2015))

<u>Arrêté des comptes 2014 et audit.</u> <ul style="list-style-type: none"> Respecter le planning proposé 	RAF/CPT/CAN/AAC	Planning respecté. Les états financiers sont transmis au FIDA dans les délais et l'audit des comptes a démarré le 13 avril 2015
--	-----------------	---

Annexe II/PADAER

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: SENEGAL	Identification du prêt/ don: 843-SN
Nom du projet: PADAER	
Organisme d'exécution: Ministère de l'Agriculture et de L'Equipement Rural (MAER)	CPM: Monsieur Luyaku Loko Nsimasi
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Monsieur Moulay Idriss Téra	Date de l'examen: 27/05/2015

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
Risque inhérent			
Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le dispositif organisationnel prévu est mis en place au niveau du siège et des antennes (cadres et personnel de soutien logistique). Le recrutement de l'Assistant suivi-évaluation et du remplaçant de l'Expert en Entreprenariat rural est effectif.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables a élaboré pour chaque poste des termes de référence opérationnels qui ont été passés en revue et validés en décembre 2013. Ce manuel a été révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics et en fonction des améliorations demandées par la dernière mission de supervision.

c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le personnel de gestion financière du projet comprend un RAF et un Comptable qui ont travaillé dans des projets FIDA antérieurs et qui maîtrisent les logiciels de gestion financière des projets. Avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2pro., une formation a été effectuée pour renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre du logiciel. Il en est de même pour les assistants administratifs et comptables des antennes qui en plus ont reçu une formation complémentaire sur la gestion des aspects fiduciaires d'une manière générale pendant la validation du manuel des procédures en décembre 2013 et à travers les visites effectuées par le RAF et le Comptable dans les antennes. L'assistante comptable recrutée en avril 2014 a reçu une formation pratique du RAF et de la Comptable.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel de procédures de gestion est validée et disponible depuis décembre 2013. Ce manuel a été révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics et des modifications en fonction des améliorations demandées par la dernière mission de supervision. De plus le manuel de procédures de suivi-évaluation a été également validé.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Le manuel de procédures a prévu une procédure d'évaluation du personnel basée sur la Direction/Gestion par objectifs (DPO/GPO). Elle a été mise en œuvre en 2015 sur la base des objectifs du PTBA2014 et des résultats atteints. Le rapport sera transmis au FIDA avant le 30/06/2015.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Le coût de l'assurance maladie est pris en charge par la contrepartie. En 2014, L'assurance maladie du personnel a été effective après le paiement de la facture d'un montant de 9 995 300 FCFA en novembre 2014. Pour 2015, le PADAER bénéficie d'une inscription de 20 millions. AXA Assurance est attributaire du marché pour un montant de 19 404 083 FCFA en cours d'engagement dont le paiement est prévu avant le 31/07/2015..
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les frais mensuels sont payés régulièrement. Le remboursement des allocations familiales est effectif avec un rappel des allocations antérieures.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Le personnel issu des anciens projets FIDA est suffisamment informé. Il sera nécessaire de procéder à l'information adéquate des nouveaux venus. Un atelier sur les procédures FIDA et la politique anti-corruption a été organisé en août 2014 à Tambacounda par la FRAO au profit du personnel et des partenaires.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels.	M	Le PTBA 2015 a été approuvé par le CP le 25 novembre 2014 et avec un avis de non objection le 08/01/2015. Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM.

b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le PTBA 2015 a été approuvé par le CP le 25 novembre 2014 et avec un avis de non objection le 08/01/2015 Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Le PTBA 2015 a été approuvé par le CP le 25 novembre 2014 et avec un avis de non objection le 08/01/2015 Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le PTBA 2015 a été approuvé par le CP le 25 novembre 2014 et avec un avis de non objection le 08/01/2015 Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM intégré dans le PPM de la tutelle..
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les délais de paiement des DRF/DPD sont jusqu'à présent acceptables (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7,8, 9, 10, 11, 12 et 13)
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Les fonds de contrepartie concernent exclusivement les taxes conformément à l'accord de financement et suivent l'exécution des dépenses du PTBA. Cependant une dotation exceptionnelle d'un montant de 36 millions FCFA a été inscrite sur le BCI 2015. Elle concerne la prise en charge de la couverture médicale du personnel dont l'engagement est en cours, des salaires des agents payés régulièrement et du loyer du bureau de liaison.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	La mise à disposition de fonds aux Antennes s'effectue sur la base des besoins exprimés à travers les programmes d'activité trimestriels. Des subventions d'équipements ont été octroyées aux OP de Kédougou, Tambacounda et de Kolda.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	N/A	
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	N/A	
i)	Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Pour le moment, les dotations initiales sont adéquates
ii)	Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	DRF dès que le seuil est atteint (quelques décalages) et DPD dès que le seuil de 100 000 USD est atteint.
iii)	Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	La présente mission n'a pas constaté de distorsion en la matière, de même que l'audit des comptes 2014.
iv)	Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	La DRF n° 4 est de 37,96% du CD, DRF n° 5, 51,37% du CD, DRF 6, 33,39% du CD, DRF 8,

			36,12%CD, DRF 9, 29,11%CD, DRF 10, 19,45% CD, DRF 11, 45,56%, DRF 13, 49,90%, DRF 14, 26,93%.
v)	Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	M	Avec la mise en place de Tom2Pro avec la génération automatique des DRF. Préparation de la première mouture avec auto contrôle. Validation, contrôle Détails et visa par le RAF. Contrôle d'appoint et signature par le Coordonnateur.
vi)	Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Il s'agit des dépenses du 12 mars au 30 avril 2015 correspondant à la DRF 15 envoyée au FIDA le 13/05/2015.
vii)	Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Les rapprochements bancaires des comptes gérés par le Siège et les Antennes ont été rapprochés mensuellement, visés et approuvés par les Responsables concernés. <u>La reconstitution mensuelle des comptes spéciaux hors soumission DRF est automatique.</u>
viii)	Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Taux d'exécution du PTBA 2013 au 31/12/2013 : 92,97 % ; Taux d'exécution du PTBA au 31/12/2014, 89,90%. Taux d'exécution du PTBA 2015 au 30/04/2015 / 23,81%. Taux de décaissement réels/FIDA à la DRF13: 23,72% et projection à la DRF 14 et 15 le taux sera de 27,55% Taux de décaissement, FFE à la DRF n° 9: 31,13%.
ix)	Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	N/A
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Cf. Manuel de procédures financières, administratives et comptables qui a décrit les séquences des opérations fondamentales.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Cf. Manuel de procédures financières, administratives et comptables;
c.	Respect du manuel financier	F	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables a été mis en place et actuellement opérationnel. La présente mission n'a pas constaté de distorsion en la matière de même que l'audit des comptes 2014.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le financement du FFE fait l'objet d'un traitement identique que celui du FIDA (rapprochements bancaires mensuels, reconstitution du compte spécial etc.)
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Le registre des contrats est en place et à jour au 30/04/15 de même que le tableau de l'exécution physique et financier des contrats en cours .
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Cf. Manuel de procédures financières, administratives et comptables. La présente mission n'a pas décelé de distorsion de même que l'audit des comptes 2014.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services		Cf. Manuel de procédures financière, administrative et comptable. La présente mission n'a pas décelé

			de distorsion de même que l'audit des comptes 2014.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	M	La gestion des caisses de menues dépenses est à optimiser avec la mise en place des brouillards
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	M	La gestion des caisses de menues dépenses est à optimiser avec la mise en place des brouillards.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Au 30 avril 2015, l'inventaire des factures à payer s'élevait à 11 418 688 FCFA en cours d'apurement
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Pas de distorsion constatée. Cf. audit des comptes 2014 La présente mission n'a pas décelé de distorsion.de même que l'audit des comptes 2014.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Pas de distorsion constatée. La présente mission n'a pas décelé de distorsion.de même que l'audit des comptes 2014.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Pas de distorsion constatée. Cf. également audit des comptes 2014. La présente mission n'a pas décelé de distorsion.de même que l'audit des comptes 2014.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. En ce qui concerne l'assurance des immobilisations, l'immatriculation des véhicules en « AD » ne permet pas de les assurer auprès d'une compagnie d'assurance privée, l'Etat étant son propre assureur auprès de l'Agent Judiciaire. L'inventaire des immobilisations de clôture des comptes a été fait en décembre 2014
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	F	En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. En ce qui concerne l'assurance des immobilisations, l'immatriculation des véhicules en « AD » ne permet pas de les assurer auprès d'une compagnie d'assurance privée, l'Etat étant son propre assureur auprès de l'Agent Judiciaire. . L'inventaire des immobilisations de clôture des comptes a été fait en décembre 2014. TDR, budget prévisionnel, ordre de mission, décompte de frais et rapports disponibles.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Les neuf (09) véhicules sont immatriculés en AD avec une assurance couverte par l'Agent Judiciaire de l'Etat. En cas de sinistre, il peut y avoir des retards d'indemnisation
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Convocation, TDR, liste de présence émargée, états de paie émargés, factures payées supportées de BC, de DA etc.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Cf. Manuel de procédures financières, administratives et comptables. La présente mission n'a pas décelé de distorsion de même que l'audit des comptes 2014

s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Extraits de comptes reçus, rapprochements bancaires effectués sur la base de l'extrait et du journal de banque.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2PRO, un contrat d'assistance et de maintenance a été signé avec le cabinet AZ Consulting. Il doit être de même du contrat de maintenance du matériel informatique déjà disponible à signer avec un prestataire de la place. Actuellement, les interventions se font au cas par cas.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Mise en œuvre d'une comptabilité d'engagement conformément aux normes comptables du SYSCOHADA en vigueur au Sénégal. L'audit des comptes 2014 n'a pas décelé de distorsion en la matière.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Comptabilité en partie double conformément au SYSCOHADA, logiciel permettant de tenir une comptabilité générale, budgétaire et analytique et de fournir les extraits y relatifs. Le paramétrage de Tom2PRO a tenu compte de ces exigences. L'audit des comptes 2014 n'a pas décelé de distorsion en la matière.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Toutes les pièces de banque et de caisse sont classées conformément au système de classement décrit dans le manuel. L'audit des comptes 2014 n'a pas décelé de distorsion en la matière.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. En ce qui concerne l'assurance des immobilisations, l'immatriculation des véhicules en « AD » ne permet pas de les assurer auprès d'une compagnie d'assurance privée, l'Etat étant son propre assureur auprès de l'Agent Judiciaire L'inventaire des immobilisations de clôture des comptes a été fait en décembre 2014
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes.	F	Les sauvegardes sont effectuées tous les jours sur 2 disques durs externes : un sur site et un à domicile.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Les états financiers ont été envoyés au FIDA le 12/04/2015 et les rapports d'audit avant le 10/06/2015. Par ailleurs, les rapprochements des comptes bancaires de 2013 et 2014 et 2015: CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tamba, CNCAS/Kédougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tamba, ne comportent que les écritures en suspens du mois et n'appellent pas d'observation particulière. Enfin, la mission a passé en revue les différentes opérations de caisse de 2015 A cet égard, les dépassements relevés en matière de plafond de la caisse et de dépenses maximales concernent des situations particulières d'organisation d'ateliers et de séminaires
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	La contrepartie Taxes et BCI est correctement comptabilisée conformément au manuel des procédures; Il en est de même de la contribution des bénéficiaires pour les activités ouvrant droit à cette contribution. A date, 34 182 357 de FCFA ont été comptabilisés. Formaliser la prise en compte de

			cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de la prise en compte et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Avec l'installation et le paramétrage de Tom2pro, Le reporting périodique de la comptabilité budgétaire et analytique est transmis mensuellement au RSE pour diffusion et partage.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	N/A	Transmettre le canevas de rapport intérimaire en cours de préparation au FIDA dès que finalisé et indiquer la périodicité de soumission de ce rapport
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Les fonctionnalités de Tom2PRO permettent de fournir les éléments de la comptabilité analytique et le suivi budgétaire par axe d'analyse/Bailleur, composante, catégorie avec les différents taux d'exécution. Éléments pris en compte dans les différents rapports.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Les recommandations ont été mises en œuvre de façon satisfaisante à l'exception de la mise à niveau de Tom2PRO par le cabinet, le relèvement du seuil des ECD par le FIDA et le classement des dossiers du personnel par l'UCP.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	NA	NA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	NA	NA
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	NA	NA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	NA	NA

8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	L'audit a été effectué sur les comptes clos au 31/12/2014 sur la base de TDR approuvés par le FIDA le 18/12/2013. Pour les prochaines missions, l'audit sera étendu aux antennes et un échantillon de bénéficiaires de subventions. Globalement, l'auditeur a respecté les TDR.
b.	Respect des termes de référence	F	Sur la base du rapport provisoire déjà disponible,. Globalement, l'auditeur a respecté les TDR.
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Le rapport provisoire a été reçu le 18/052015 et le rapport définitif sera transmis au FIDA avant le 10/062015
d.	Qualité de l'audit	F	Le rapport a mis en évidence des notes explicatives sur les états financiers 2014 (principes comptables, actif, passif, compte de résultat, tableau emplois-ressources, état du compte spécial FIDA et FFE etc...L'audit a été effectué sur les comptes clos au 31/12/2014 sur la base de TDR approuvés par le FIDA le 18/12/2013. Pour les prochaines missions, l'audit sera étendu aux antennes et un échantillon de bénéficiaires de subvention. Globalement, l'auditeur a respecté les TDR. Globalement, l'auditeur a respecté les TDR. Le rapport sera transmis au FIDA avant le 10/06/2015. Le rapport est jugé globalement satisfaisant..
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Sur les six (6) recommandations formulées dans le rapport précédent, quatre (4) ont été résolues et deux (2) en cours.

Annexe III

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision

Projet PADAER

Organisme d'exécution: _____

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	F	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables a élaboré pour chaque poste des termes de référence opérationnels qui ont été passés en revue et validés en décembre 2013. Ce manuel a été révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics et en fonction des améliorations demandées par la dernière mission de supervision.
2. Budget	F	Respecter les délais de transmission du PTBA
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Accélérer le processus de décaissement pour conforter les taux.
4. Contrôles internes	F	Contractualiser un prestataire pour la maintenance du matériel informatique du Programme.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de la prise en compte et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures
6. Rapports et suivi	F	Transmettre au Programme le canevas de rapport intérimaire.
7. Audit interne	NA	N/A
8. Audit externe	F	Le rapport provisoire d'audit des comptes 2014 est disponible depuis le 18/05/2015. Le rapport définitif sera transmis au FIDA avant le 10/06/2015. Le rapport est jugé globalement satisfaisant.
Risque fiduciaire global du projet	F	Risque globalement faible. Cependant formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de la prise en compte et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires : Risque globalement faible; Cependant assurer la mise à niveau des manuels d'exécution et gestion.

Annexe IV/PADAER

Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD).

Méthodologie

i)

Liste de contrôle

	Élément ECD	Commentaires
1.	Les dépenses sont-elles comptabilisées correctement dans les livres et les rapports financiers du projet, et les ECD peuvent-ils être réconciliés avec la documentation pertinente (chèques, par exemple). Est-ce que la présentation de l'information des ECD permet un accès rapide aux fichiers pour l'examen et l'audit.	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. Un classement spécifique des ECD est effectué facilitant ainsi leur accès. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
2.	Les factures sont-elles estampillées « payé ».	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. Un classement spécifique des ECD est effectué facilitant ainsi leur accès. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière
3.	<p>(i) Examen des pièces justificatives des paiements ; pour tous les cas décrits au point (ii) à (v) ci-dessous, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un contrat ou un bon de commande signé - indiquant le montant qui est exigible ✓ un accusé de réception, la facture ou la performance ✓ une garantie bancaire pour paiement anticipé, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ une garantie bancaire pour la performance, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ des copies des communications envoyées par le directeur du programme de pays du FIDA à l'agence responsable du projet fournissant la «non objection» (que ce soit avant ou après) pour l'attribution du contrat, ✓ la preuve de paiement / les relevés bancaires ✓ les registres comptables d'approbation, les décaissements et les soldes disponibles ✓ les documents d'approvisionnement (documents de soumission, d'invitation, d'évaluation, d'attribution, annonce dans le journal), si applicable. <p>(ii) Pour le paiement des marchandises, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la facture d'un fournisseur, dûment certifiée pour le paiement par le directeur du projet - en précisant les produits, leurs quantités et les prix ✓ les documents des lettres de transport ou similaires, et des documents d'expédition ou d'importation et les certificats d'inspection, si applicable ✓ un certificat de livraison, incluant éventuellement la condition des marchandises à la livraison. <p>(iii) Pour le paiement de services de consultants et d'autres services, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une facture du fournisseur ou du consultant, dûment certifiée et indiquant suffisamment de détails pour le paiement par le directeur du projet. Si ces services ont trait à l'importation de marchandises (pour les paiements par exemple, de fret et d'assurance), une référence adéquate devrait être accordée pour permettre au Fonds de relier chacun de ces éléments à des biens dont le coût a été ou doit être financé à la date de clôture du financement, et ✓ un certificat de livraison, le cas échéant, des services satisfaisants. <p>(iv) Pour les paiements de rétenition des travaux de génie civil, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ une demande de l'entrepreneur, y compris un rapport financier, indiquant le travail effectué et le montant dû; ✓ un certificat - signé par les consultants du projet ou du représentant du propriétaire, le cas échéant, ou par un officier de l'emprunteur ingénieur en chef ou un résident ingénieur de supervision affecté au 	<p>La revue des ECD a été effectuée sur les DRF n° 10, 11 et 13 en fonction du respect du seuil unique de 20 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses (513 pièces sur 1 541) ont été passées en revue. La mission a pu accéder facilement aux dossiers grâce à un classement spécifique dédié aux ECD. Elle a en outre, noté l'exhaustivité des liasses de règlement et la systématisation de la certification des pièces ainsi que de l'annulation des factures par un cachet «payé». Dans l'ensemble, cet examen n'appelle pas d'observation particulière, ce qui est en adéquation avec l'opinion de l'audit des comptes 2014. En rapport avec ce qui précède, il paraît utile de relever le seuil des ECD pour le porter à 50 000 USD voire 75 000 USD. A cet égard, il convient de rappeler que le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI) permet d'assurer une documentation exhaustive et fiable des DRF soumises en paiement.</p>

	<p>projet attestant que le travail effectué est satisfaisant et le paiement réclamé est dû conformément aux termes du contrat, et</p> <p>✓ une copie du formulaire de suivi des contrats paiement (formule C-11) signée en original par l'agent de certification.</p> <p>Réviser la documentation des paiements pour les lignes de crédit:</p> <p>Accord auxiliaire avec les parties du projet (i.e. organisations, banques entreprises etc.)</p> <p>Les preuves d'activités tel que décrit dans l'accord auxiliaire et / ou tout sous-contrat</p> <p>Relevé bancaires avec évidences de flux de fonds</p> <p>(v) Pour les coûts récurrents, (coûts de fonctionnement et les salaires du personnel de l'Unité de mise en œuvre du projet), en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <p>✓ Les registres des coûts récurrents</p>	
4.	Question à traiter à l'examen sont les suivants:	
4.1	La documentation est facilement accessible.	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. Un classement spécifique des ECD est effectué facilitant ainsi leur accès. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
4.2	Est-il indiqué que la dépense a été approuvée par une personne autorisée.	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
4.3	Est-il dans sa forme originale?	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
4.4	Est-ce pour le projet concerné?	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
4.5	Les calculs sont-ils corrects, y a-t-il des erreurs ou des altérations?	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. Il n'y a pas de distorsion sur les vérifications de calculs effectués. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
4.6	Les catégories et les pourcentages de décaissement sont-ils utilisés correctement?	OUI : Sur la base de l'échantillon passé en revue. Une vérification systématique a été faite sur les indemnités de session de passation prévues par la loi qui sont comptabilisées en fonction de la nature des activités. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
4.7	Y a-t-il des factures en double?	Non : Sur la base de l'échantillon passé en revue. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
5.	Vérifier l'admissibilité des dépenses. L'examen détermine si les dépenses sont correctement prises en charge et sont éligibles pour le décaissement du FIDA, conformément aux accords juridiques.	Les dépenses passées en revue concernent des éléments du PTBA 2014 et 2015, et approuvées par le FIDA par non objection
6.	Déterminer si des paiements ont été effectués avant la réception du bien ou de la prestation de services, et si oui, est-ce compatible avec les dispositions du contrat?	Pas de distorsion constatée si la base de l'échantillon passé en revue L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.

7.	Les paiements dépassant les limites des ECD doivent être pleinement justifiées avec la documentation correspondante.	Les éléments des ECD passés en revue n'ont pas dépassé l'équivalent du seuil de 20 000 USD prévu pour toutes les catégories de dépenses. L'audit des comptes 2014 n'a pas fait d'observation en la matière.
8.	<p>Vérifiez les paiements pour les articles qui ne sont pas fournis en conformité avec les accords juridiques ou avec les contrats signés, tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les paiements pour les articles non spécifiés dans la convention de financement et le PTBA, y compris le plan de passation de marché approuvé par le FIDA; ✓ Les paiements faits avant la signature du crédit ou avant la date d'éligibilité spécifiée pour le financement rétroactif; ✓ Les engagements pris avant la date d'achèvement (excluant la liquidation des dépenses) et les paiements effectués pour les dépenses engagées après la date de clôture; 	<p>Les dépenses passées en revue concernent des éléments du PTBA 2014 et 2015, et approuvées par le FIDA par non objection. Pas de distorsion constatée</p> <p>N/A</p>